

GEO

HISTOIRE



Le voyage de l'obélisque de Louxor à Paris

GEO HISTOIRE

SEPTEMBRE - OCTOBRE 2025 N° 83

PIEDS-NOIRS, HARKIS... LES OUBLIÉS DE

L'ALGÉRIE



NOUVELLE
FORMULE
+ DE RUBRIQUES,
D'ACTUALITÉ,
DE TÉMOIGNAGES



ARCHÉO
DES ŒUFS DE
DINOSAURES
DANS LE SOL
DE PROVENCE

MÉMOIRE VIVE
L'avortement,
un droit «obtenu
de haute lutte»

CE JOUR-LÀ
Le 18 juillet 1925,
«Mein Kampf»
sort en librairie

BEL : 7,80 € - CH : 13 CHF - CAN : 14 CAD - DE : 11 € - ESP : 8 € - GR : 8 € - LUX : 8,90 € - ITA : 8 € - PT : 8 € - DOM Bateau : 7,80 € - Maroc : 85 MAD - Tunisie : 15 TND - Zone CFA : Avion : 8 000 XAF - Bateau : 6 000 XAF - Zone CFP Bateau : 1100 XPF.

PPAP

L 15170 - 83 - F: 7,50 € - RD

PHISMA MEDIA



LE DODO COMME VOUS NE LE VERREZ JAMAIS.

Découvrez cinq espèces disparues, ressuscitées par l'intelligence artificielle,
dans le hors-série "Fascinante Faune Sauvage", disponible en kiosque.

GEO



Édito



Les enfants illégitimes de l'Algérie française

L'Algérie française est l'un des chapitres de l'histoire qui ont été le plus réécrits. Du «rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord», introduit puis abrogé des programmes scolaires, aux «événements» masquant une guerre qui ne voulait pas dire son nom, notre histoire commune est entachée d'oubli sur la première période, et de mensonges sur la dernière. La détérioration récente des relations, à Paris comme à Alger, entre la France et l'Algérie a fini de nous convaincre de revisiter cette période, en nous appuyant sur les travaux les plus récents des historiens. En scrutant les angles morts de cette vie commune, en nous interrogeant sur ses non-dits, nous est apparue une évidence : plus qu'une litanie de batailles, de résistances et de

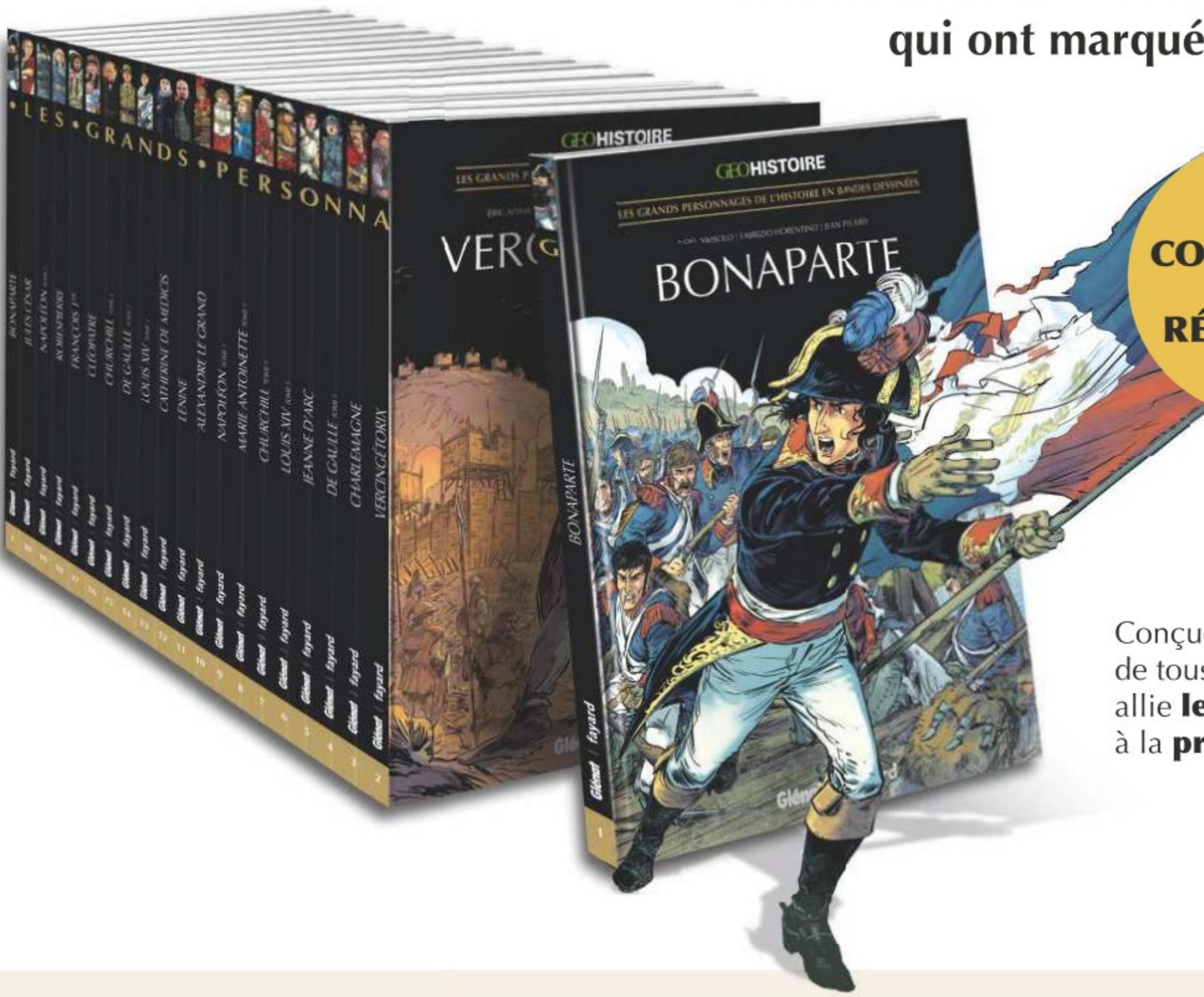
décisions politiques, c'est une douloureuse histoire humaine que nous racontons là. Celle des Algériens d'origine, aspirant à l'indépendance après une conquête brutale et plus de cent-trente ans de domination. Celle des pieds-noirs, nés en Algérie de parents venus y chercher un avenir meilleur et forcés de quitter leur terre natale pour rejoindre un pays où l'accueil fut pour le moins mitigé. Pris pour cible par le FLN lorsqu'ils soutenaient l'Algérie française, traqués par l'OAS lorsqu'ils cessaient d'y croire, assimilés à ce mouvement d'extrême-droite ou à des immigrés, une fois rapatriés, ils n'étaient bienvenus nulle part. Pas plus que les harkis et autres proches des Français, menacés en Algérie ou parqués dans des camps à leur arrivée en France. Illégitimes, des deux côtés de la Méditerranée. ■

MYRTILLE DELAMARCHE, RÉDACTRICE EN CHEF

Qu'avez-vous pensé de ce numéro ? Écrivez-nous à : redaction@geo.fr

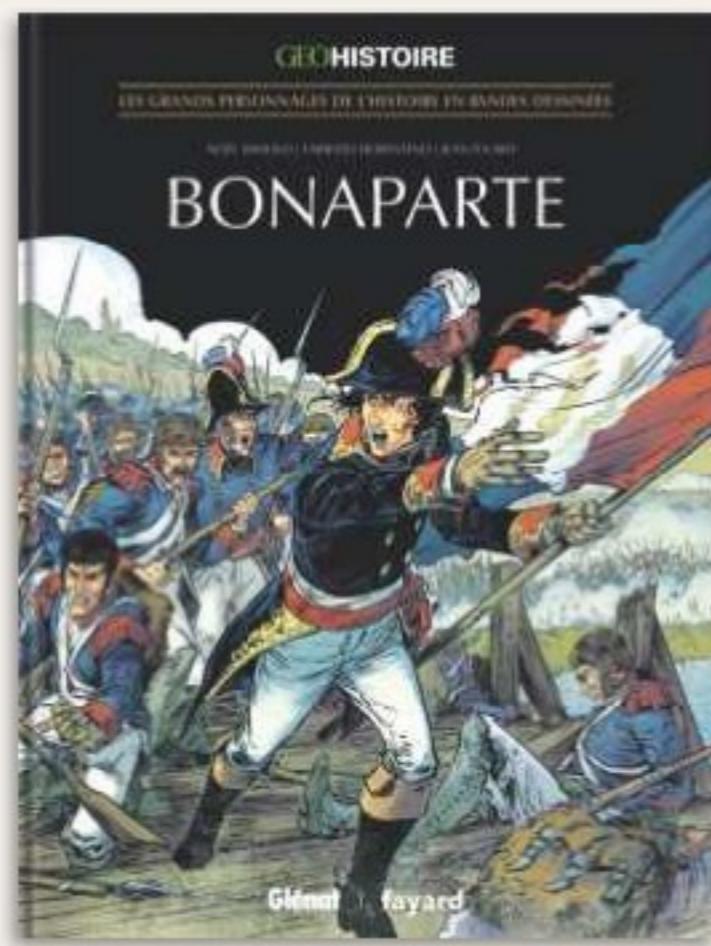
LES GRANDS PERSONNAGES DE L'HISTOIRE EN BANDES DESSINÉES

À la découverte des destins exceptionnels
qui ont marqué le monde



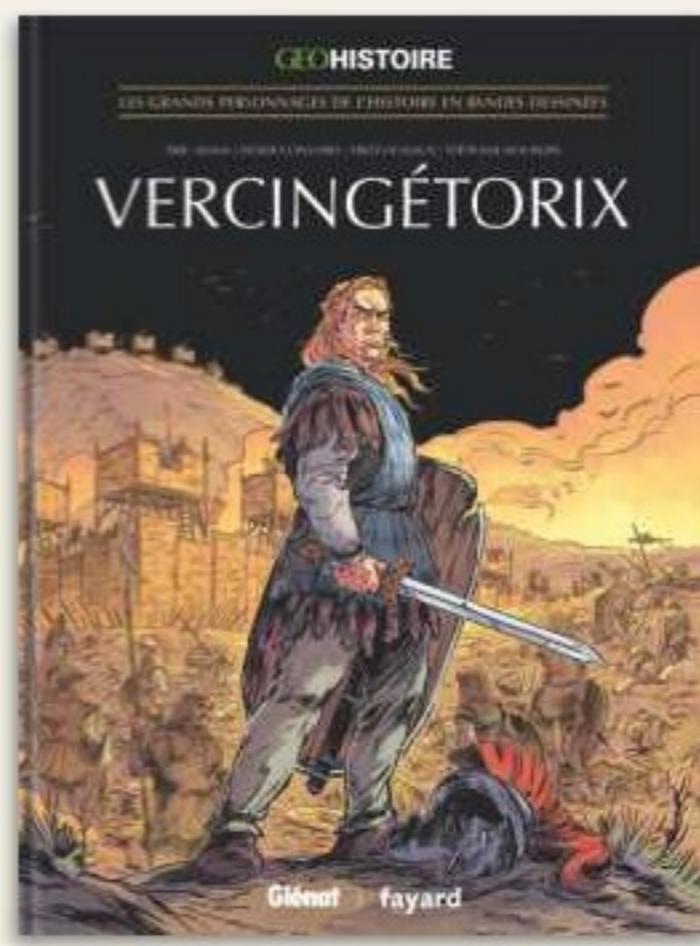
Conçue pour les curieux
de tous âges, cette collection
allie **le plaisir du récit illustré**
à la **précision historique**.

N°1



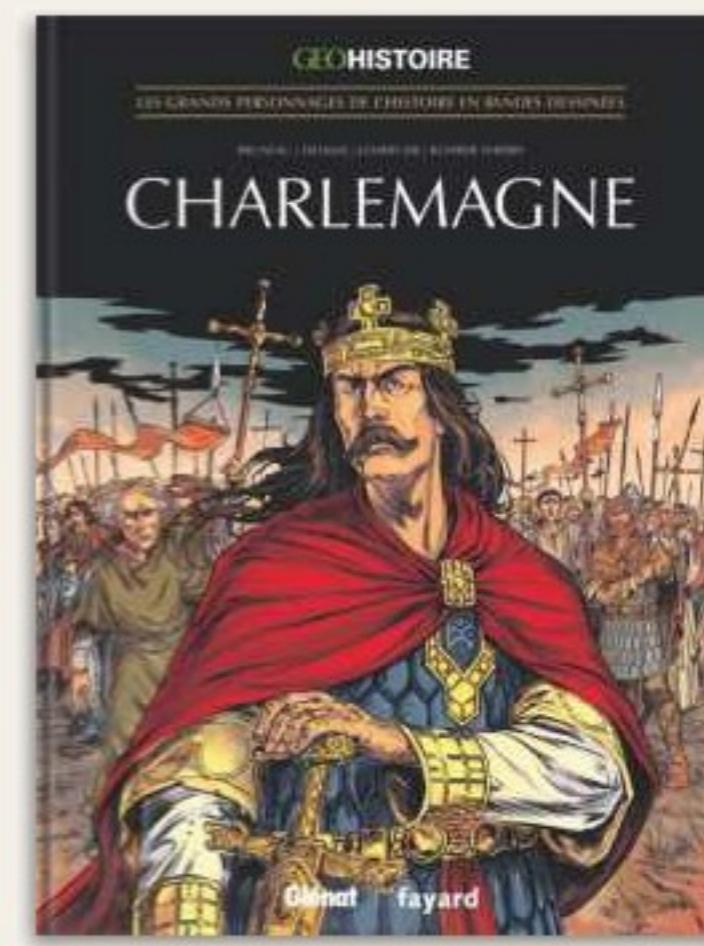
2,99 € seulement !

N°2



À venir prochainement

N°3



Rendez-vous toutes les deux semaines chez votre marchand de journaux

Abonnez-vous et recevez des cadeaux exclusifs www.personnagesbd-geohistoire.fr



Historiens universitaires, scénaristes et dessinateurs de bandes dessinées ont uni leurs talents pour retracer la vie captivante de figures historiques majeures issues de différents pays et de toutes les époques.



Une bande dessinée pour revivre l'histoire autrement

Chaque album propose une **narration rythmée**, servie par une mise en scène dynamique et un **dessin expressif**. Le lecteur est plongé au cœur des événements, au plus près des émotions, des tensions et des enjeux d'une époque, racontés avec justesse et intensité.



Un dossier historique pour aller plus loin

En complément de la BD, un auteur historien apporte son regard d'expert au travers d'un dossier documentaire complet présentant le contexte de l'époque du personnage, ainsi que les sources et la méthode de travail.

Bonaparte, l'ascension fulgurante

Ce premier album retrace les premières années d'un stratège ambitieux, de la Révolution à la campagne d'Italie. À travers un récit haletant et des scènes spectaculaires, on suit la montée en puissance de celui qui bouleversera le destin de la France et de l'Europe.

3 QUESTIONS À JEAN TULARD

“ La bande dessinée est un excellent moyen de raconter l'Histoire différemment ”

Spécialiste de Napoléon Bonaparte et de l'époque napoléonienne auxquels il a consacré des dizaines d'ouvrages, Jean Tulard a apporté son expertise d'historien aux trois albums qui retracent la saga du « petit Caporal » devenu empereur des Français.

Pourquoi la période 1769-1799 est-elle si fascinante dans la vie de Napoléon ?

Parce qu'on a en tête la figure imposante du conquérant qui domina les monarchies européennes et celle du fondateur de l'État moderne. On connaît moins ses premières années, au cours desquelles, avant de se convertir au jacobinisme, il fut un nationaliste corse [l'île de Beauté fut rachetée par la France sous Louis XV à la République de Gênes en 1768], et encore avant ça, un enfant complexé : lorsqu'il débarqua au collège d'Autun avec son frère Joseph en 1779, « Nabulione » parlait mal français, il subit des brimades... Son ascension, notamment à partir du siège de Toulon en 1793, n'en fut que plus spectaculaire.

Quel a été votre rôle dans la réalisation de cet album et des deux tomes suivants ?

J'ai été contacté pour superviser la partie historique et pour conseiller le scénariste Noël Simsolo, qui n'avait pas la tâche facile : ce n'est pas simple de résumer la vie d'un tel personnage en trois albums de quarante-six planches ! Il faut raconter l'essentiel sans trop éluder. Mais l'épopée de Napoléon, spectaculaire et épique, se prête magnifiquement à un tel exercice. Et la présence d'un cahier historique à la fin de l'album permet d'aller plus loin et de fournir des éléments de contexte.

Que peut apporter la bande dessinée à la compréhension de l'Histoire ?

Elle peut être un excellent moyen d'enseigner et de transmettre un propos en le rendant vivant et accessible. J'ai dix petits-enfants, et je constate à quel point la place de l'image est aujourd'hui importante. Avec sa redingote, son bicorne, et la main placée dans son gilet, qui accentue son caractère martial, Napoléon est une silhouette reconnaissable entre mille. Si un personnage se prête à cette culture de l'image, c'est bien lui !

Sommaire



8 En images

L'ÉPOPÉE DE L'OBÉLISQUE
DE LOUXOR À PARIS

20 Ce jour-là

QUAND *MEIN KAMPF*
EST SORTI EN LIBRAIRIE

22 La découverte archéo

DU VIN FRELATÉ ANTIQUE
FABRIQUÉ EN CRÈTE

24 La fiction réaliste

DANS LA PEAU D'UNE
JEUNE FILLE PRÉSENTÉE
AU ROI LOUIS XIV



Manuel Cohen / Aurimages

28 Historama

LA GRANDE MURAILLE

30 Mémoire vive

«LE DROIT À L'AVORTEMENT
N'A PAS ÉTÉ CONCÉDÉ.
IL A ÉTÉ OBTENU
DE HAUTE LUTTE»



API / Gamma Rapho

LES OUBLIÉS



36 DEPUIS 1830, FRANÇAIS
ET ALGÉRIENS ENTRE
DOULEUR ET RÉSILIENCE

54 LES GRANDS OUBLIÉS
DE L'OPÉRATION DRAGOON

38 EN TERRE INCONNUE

58 DANS L'OBJECTIF
DE JULES IMBERT

46 L'HISTOIRE PAR LES
VAINQUEURS

74 QUAND L'OAS DIVISAIT
LES PIEDS-NOIRS

DE L'ALGÉRIE



80 ORAN 1962, ANATOMIE D'UNE TRAGÉDIE

84 LE VIOLE, CETTE ARME DE GUERRE

86 L'ABANDON DES HARKIS

94 ALGER-MARSEILLE, UN ALLER SANS RETOUR

102 CEUX QUI SONT RESTÉS : LE DERNIER TABOU ?

106 TRAMOR QUEMENEUR : «LA MÉMOIRE DE LA GUERRE MINE TOUJOURS LES RELATIONS ENTRE PARIS ET ALGER»

Danièle Darolle / Sygma / Getty Images

114 Les bulles de l'histoire

BONAPARTE,
L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION
DU «PETIT CAPORAL»



Ed. Glénat / Ed. Librairie Athénae Fayard

118 Reportage

LE JURASSIC PARK PROVENÇAL



Paolo Verzone / Agence VU

124 À lire à voir

LA SÉLECTION
DE LA RÉDACTION

130 La photo

LES DERNIERS EFFETS
PERSONNELS DE GANDHI

En couverture : rapatriés d'Algérie arrivés à Marseille, en 1962, sur le pont d'un bateau. Crédit photo : Gamma-Keystone via Getty Images. **En haut :** Georges Poncet / Musée du Louvre dist. GrandPalaisRmn / SDP.

En bas : Paolo Verzone / Agence VU.

Abonnement : au sein du magazine figurent un encart rentrée des abonnés 25 et un encart Ey.gds personnages BD, jetés pour une sélection d'abonnés.



L'épopée de l'obélisque de Louxor à Paris

Un ouvrage paru aux éditions Lieux Dits revient, en images, sur le destin de l'obélisque de Louxor, depuis son extraction du site égyptien en 1831, à sa dernière restauration en 2022, en passant bien sûr par sa spectaculaire installation à Paris, en 1836.



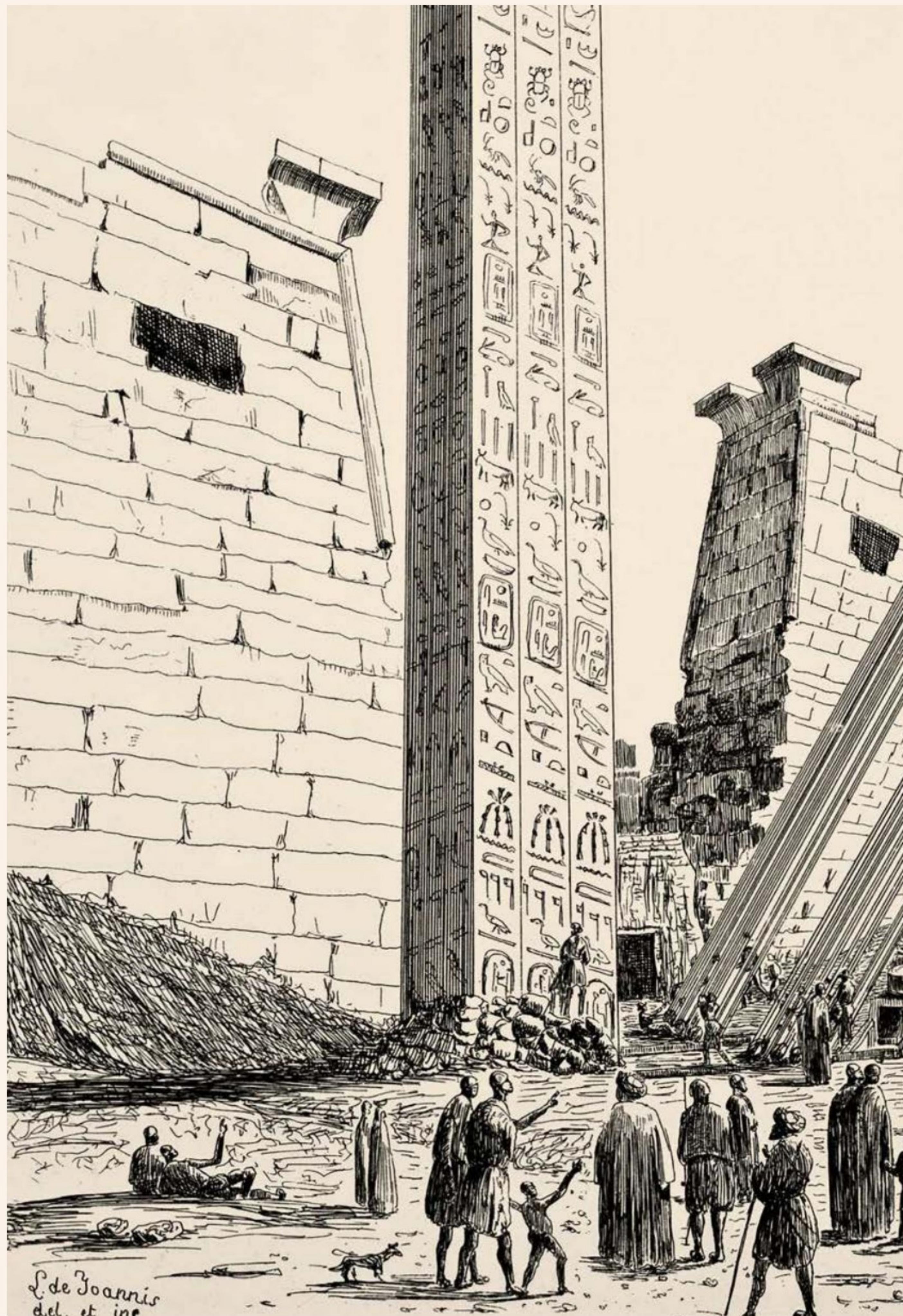
Georges Poncet / Musée du Louvre, dist. GrandPalaisRmn / SDP



Les deux obélisques du temple d'Amon, érigés sous Ramsès II (XIII^e siècle av. J.-C.) à Louxor, sont offerts à la France en 1829 par le pacha ottoman Méhémet Ali, vice-roi d'Égypte. Champollion, le décrypteur des hiéroglyphes, choisira celui de droite, qui sera transporté jusqu'à Paris. L'autre se trouve toujours sur place.

L'EXTRACTION

Comment emporter ce colosse de granite rose sans l'abîmer ? En octobre 1831, sous la supervision de l'ingénieur du génie maritime Apollinaire Lebas – chargé de l'ensemble des opérations, jusqu'à l'érection à Paris –, l'obélisque, revêtu d'un coffrage protecteur, est abattu au moyen de deux appareils actionnés par 190 hommes. Il est soulevé par sa base et posé à plat sur un glissoir en bois permettant de le haler jusqu'à l'intérieur d'un trois-mâts conçu pour l'occasion : le *Louxor*, parti de Toulon le 15 avril 1831.





P. Dantec / Musée national de la Marine / SDP



A. Fux / Musée national de la Marine / SDP

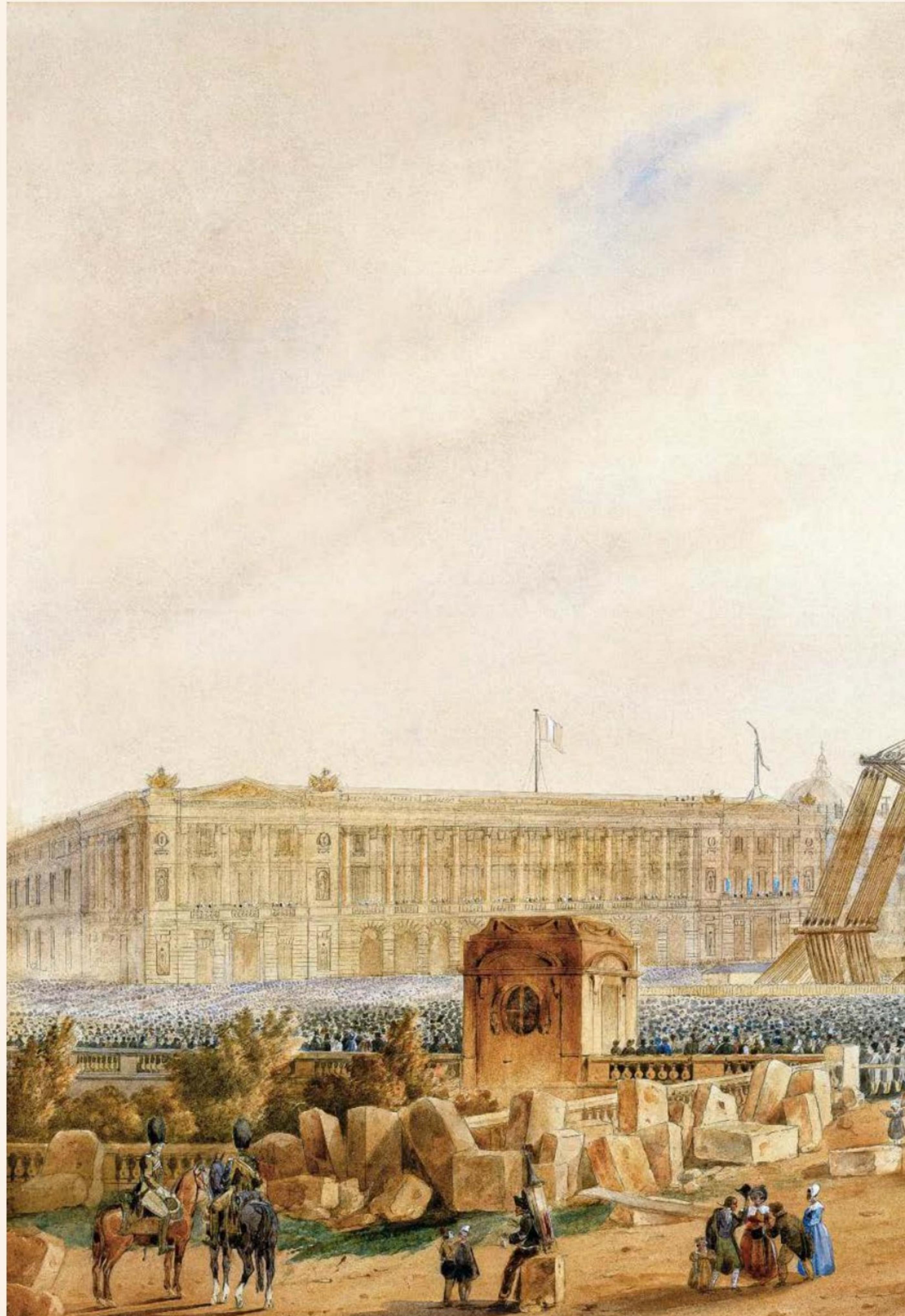


LA TRAVERSÉE

Ce n'est que le 25 août 1832 que le niveau du Nil permet au *Louxor* de mettre le cap vers la France. Il entame alors un difficile périple d'un an et demi. Après Alexandrie, Rhodes, Corfou, Toulon et Cherbourg, le navire mouille au Havre, où il est démâté et remorqué jusqu'à Paris, qu'il atteint en décembre 1833. En août 1834, l'obélisque est extrait de la cale et hissé sur la rampe du pont de la Concorde. Mais ce n'est pas fini... Le piédestal d'origine de l'obélisque, étant resté en Égypte, le *Louxor* se rend, en janvier 1834, dans la rade de Brest pour charger cinq blocs de granite qui serviront de socle (illustration).

LA MISE EN PLACE

L'obélisque arrive à son emplacement final sur un chemin de bois entre le pont de la Concorde et le haut de la rampe d'élévation, après avoir été déplacé quatre fois, dont deux pour permettre le passage des blocs de granite du socle ! Un travail titanesque. Le roi Louis-Philippe souhaite que le monument embellisse la place de la Concorde, ancien lieu d'exécutions publiques sous la Terreur. Le 25 octobre 1836, jour de l'érection de l'obélisque, il ne se montre qu'au dernier moment sur le balcon de l'hôtel de la Marine, une fois certain du succès de l'opération, symbole du progrès et de la modernité de son règne.





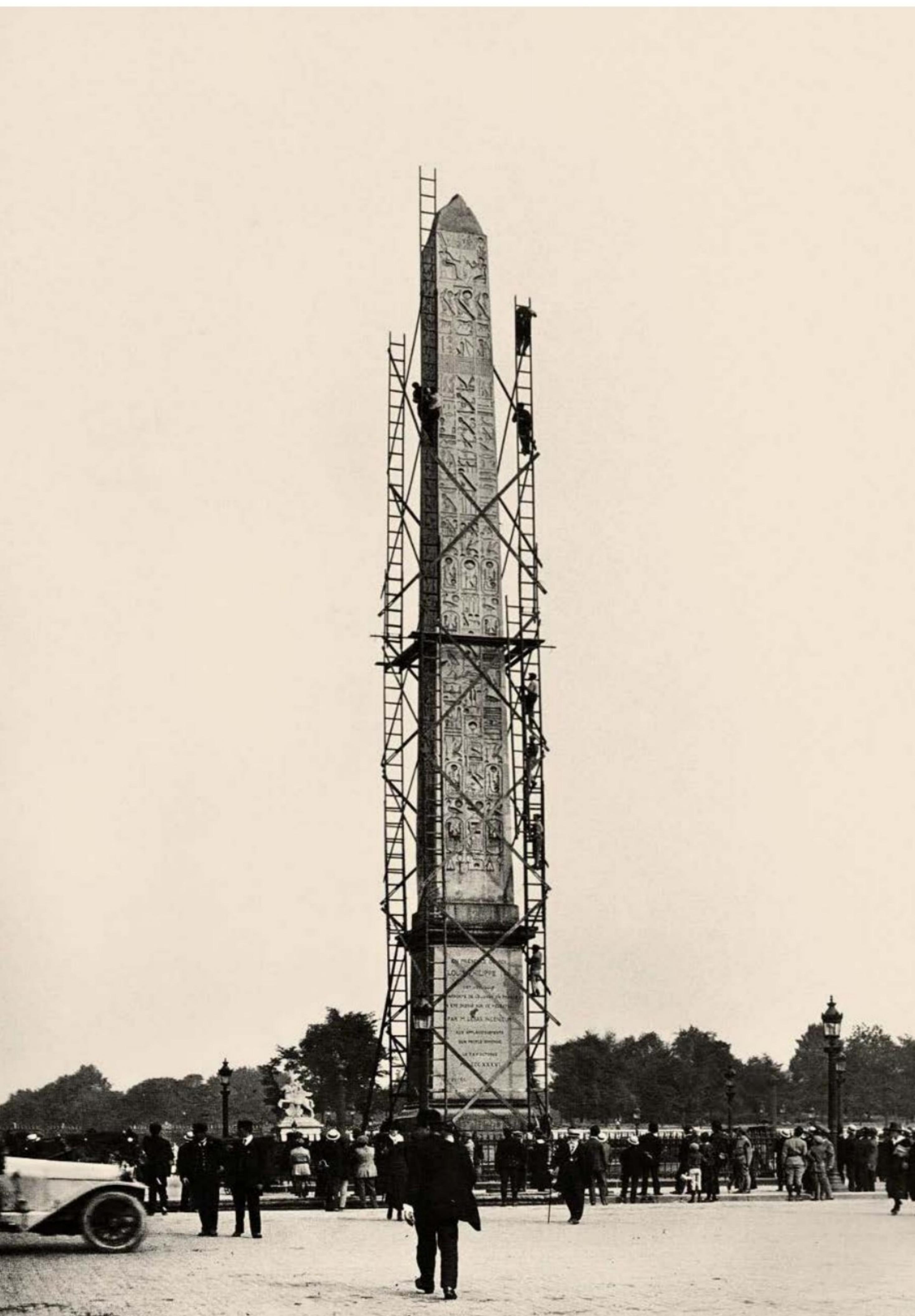
P. Dantec / Musée national de la Marine / SDP



LES PROJETS

Jacques-Ignace Hittorff (1792-1867) a été à l'origine de la création du piédestal de 240 tonnes, en granite rose de Bretagne assorti à celui d'Assouan, destiné à remplacer le socle d'origine orné de babouins au sexe apparent qui auraient choqué les esprits prudes. En octobre 1833, l'architecte a proposé six projets, dont celui-ci, avec une grille autour de l'obélisque. Celui avec un bassin a été finalement retenu. Au dernier moment, ultime retouche, Hittorff a ajouté deux fontaines sur une plateforme surélevée.

Dieter Bongartz / Musée Wallraf-Richartz / SDP



LES CÉLÉBRATIONS

Un siècle après son érection, l'obélisque est classé au titre des monuments historiques, le 13 avril 1937. Pendant cent ans, il a connu peu de travaux d'entretien. Et si on voit parfois des échafaudages autour, c'est davantage pour décorer le monument, comme ici, en 1919, pour les préparatifs du défilé de la Victoire. Il faudra attendre l'été 1962 pour que des tests de nettoyage soient entrepris à l'aide d'un échafaudage tubulaire. Les scientifiques noteront la présence de «deux grandes fissures sur l'obélisque».

L'EMBELLISSEMENT

Le 14 mai 1998, l'obélisque se voit doté d'un pyramidion composé d'une structure d'acier recouverte de bronze et dorée à la feuille d'or. Nulle coquetterie contemporaine ici : durant l'époque des pharaons, ces monuments étaient déjà coiffés de cet alliage étincelant censé renvoyer les rayons du soleil sur toute l'Égypte. Et le pyramidion a été réclamé en son temps par le linguiste Champollion lui-même – il est mort en 1832, quatre ans avant d'avoir pu admirer «son» obélisque dressé à Paris.

Etienne Poncelet/SDP





David Francck / Kärcher / SDP

LE NETTOYAGE De 2021 à 2022, à l'occasion du bicentenaire du déchiffrement des hiéroglyphes, une restauration du monolithe – et de son piédestal – est effectuée. Objectif : nettoyer les inscriptions gravées dont la lecture s'estompe sous la poussière et la pollution parisiennes.

Comment entretenir le plus vieux monument de Paris...

L'odyssée de l'obélisque, du temple d'Amon à Louxor (ancienne cité de Thèbes) jusqu'à la place de la Concorde, à Paris, est documentée dans de multiples archives, que recense le beau livre *L'Obélisque de Louxor et sa restauration, une aventure patrimoniale au cœur de Paris* (éd. Lieux Dits, mai 2025), dont nous vous présentons un extrait ici.

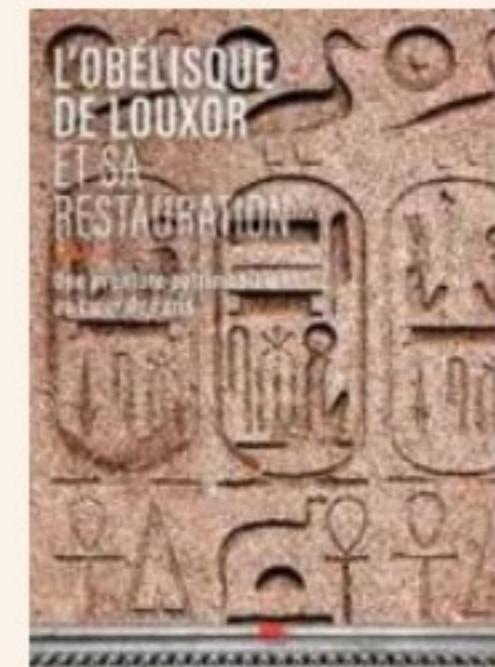
Cadeau du pacha d'Égypte à la France, en remerciement du déchiffrement des hiéroglyphes, l'obélisque, qui remonte au règne de Ramsès II, au XIII^e siècle avant notre ère, est orné d'inscriptions sculptées dans «une extrême qualité d'exécution», écrivait Champollion. Au cours du temps, salies par la pollution et la poussière de la capitale, elles étaient devenues peu lisibles. La conservation du département des Antiquités égyptiennes du Louvre a alors proposé à la direction régionale des Affaires culturelles

de nettoyer l'obélisque, ce qui n'avait pas été fait depuis 1962. La restauration du monolithe – qui est un bien national, donc propriété de l'État – a été réalisée entre novembre 2021 et mai 2022, sous la houlette des deux institutions.

Au fil des pages, observer chaque détail des fameux hiéroglyphes, dédiés à Ramsès II ainsi qu'aux dieux Amon-Rê et Horus, permet de prendre la mesure, comme le fit Champollion lors de son unique séjour en Égypte en 1828-1829, de leur extraordinaire raffinement. ■

David Peyrat

L'Obélisque de Louxor et sa restauration, une aventure patrimoniale au cœur de Paris (éd. Lieux Dits), 29 €.



Quand «Mein Kampf» est sorti en librairie

Le 18 juillet 1925, voici tout juste un siècle, paraissait le manifeste idéologique d'Adolf Hitler. À l'époque, l'ouvrage empreint de haine et d'esprit belliqueux, pierre angulaire du nazisme, essentiel à l'ascension politique de son auteur, fut accueilli dans une relative indifférence...

E

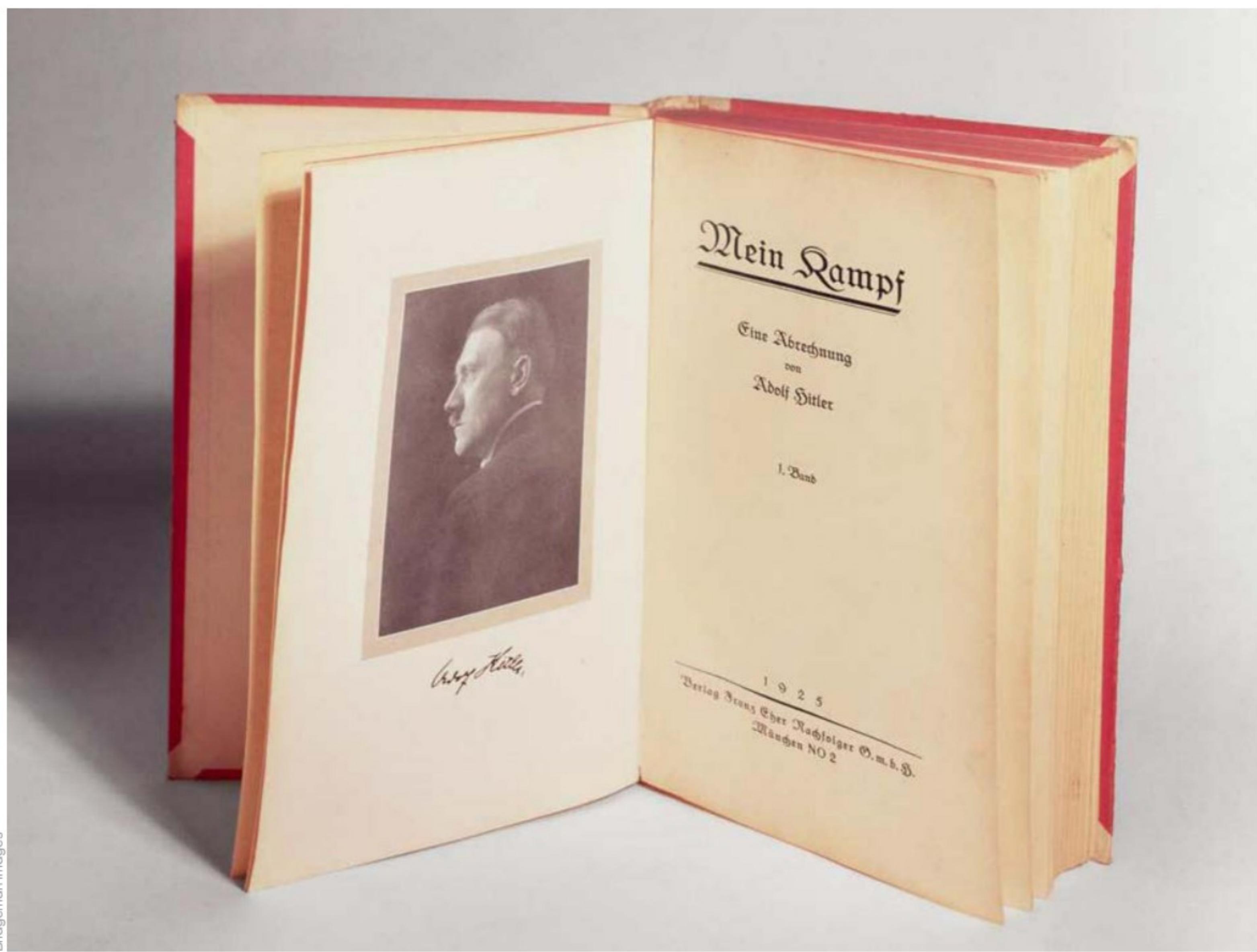
té 1925. Dans les librairies allemandes arrive, le 18 juillet, un nouveau titre, lourd de 423 pages pétries de haine et de volonté de revanche : *Mein Kampf*, «mon combat». Sur la couverture s'étale le portrait de son auteur, un homme de 36 ans à la mine sévère, le front barré d'une mèche aussi noire que sa moustache. D'origine autrichienne, vétéran des tranchées, Adolf Hitler est loin d'être un inconnu. Le parti qu'il dirige, le NSDAP, est l'un des principaux mouvements de la nébuleuse *völkisch*, cette extrême droite raciste, antisémite et nationaliste qui hante l'Allemagne au lendemain de la Grande Guerre.

En quoi consiste ce «combat» ? Hitler cherche à dynamiser sa doctrine en l'agençant sous forme d'autobiographie, mêlant parcours initiatique et récit héroïque, une lutte permanente pour découvrir à la fois la vérité d'un monde qui serait dominé par la guerre des races, et le sens de la vie, qui passerait par un affrontement à mort avec les «ennemis» de l'Allemagne. Tout en hurlant sa haine des Juifs, il y dévoile son programme, raciste, militariste, expansionniste et complotiste, consistant à faire de l'Allemagne une grande puissance, en écrasant la France et en érigeant un empire colonial dans l'Est européen. Un second volume de 354 pages viendra compléter le propos en 1926. La sortie de *Mein Kampf* vise aussi, pour Hitler, à cimenter son idéologie et faciliter son retour sur la scène politique. Sept mois plus

tôt, il est sorti de prison, après avoir purgé une (courte) peine pour avoir, en novembre 1923, tenté un coup d'État en Bavière. Son parti ayant été interdit, et lui-même empêché de discourir, il lui fallait reprendre en main son mouvement et redorer son blason. Privé de parole, il a donc choisi de s'adresser au public en publiant un livre, espérant effacer son image d'agitateur pour se hisser au rang d'intellectuel, d'homme d'État. Bref, de «sauveur». Il a profité de son incarcération («mon université aux frais de l'État») pour rédiger son essai, d'abord intitulé *Quatre années et demie de combat contre les mensonges, la sottise et la lâcheté*, titre que son éditeur, le fidèle Max Amann, a su réduire à une formule plus percutante...

Un brûlot inquiétant ? Pas pour la police de Munich

On aurait pu imaginer qu'un tel ouvrage débordant de haine suscite beaucoup d'émotion. Il n'en est rien. Certes, un haut fonctionnaire du ministère bavarois de l'Intérieur, Josef Zettelmeier, le juge suffisamment préoccupant pour recommander le maintien de l'interdiction de prise de parole publique visant Hitler, mais la police de Munich, elle, déclare que «ce livre n'est pas d'une importance capitale». Dans le monde politique, une frange de la presse d'extrême droite, proche d'Hitler, salue le livre. Dans le *Fränkischer Kurier* (12 juillet 1925) ou le *Weltkampf* (août 1925), on peut ainsi lire que *Mein Kampf* est un ouvrage «passionné», «patriote», «viril».



En 1925, Eher-Verlag, la maison d'édition du NSDAP, publie le premier tome du pamphlet du futur dictateur.

Sur un premier tirage de 10000 exemplaires, 9000 sont écoulés cette année-là, essentiellement grâce aux achats effectués par les membres du parti, lesquels bénéficient de facilités de paiement (chaque volume coûte douze marks, somme plutôt élevée pour l'époque). Mais la majorité des milieux *völkisch* étrillent l'ouvrage, moins pour des motifs de fond que pour empêcher son auteur, perçu comme un concurrent, de revenir dans l'arène politique. Les quelques organes conservateurs qui se donnent la peine de le recenser le prennent de haut : le *Westfälische Zeitung* lui reproche surtout son simplisme, son agressivité, voire son «excès» d'antisémitisme. Quant à la presse libérale ou de gauche, comme le *Münchener*

Post, elle s'attaque au racisme et au bellicisme du contenu, à la médiocrité du style aussi. Le *Frankfurter Zeitung* conclut même sa chronique par : «Hitler est fini.» En octobre 1925, l'Association pour la défense contre l'antisémitisme se livre, sous la plume du théologien catholique Johannes Stanjek, à une réfutation scientifique et sarcastique du pamphlet, s'achevant par cette conclusion d'un optimisme confondant et pourtant largement partagé : «On repose le livre d'Hitler avec un sentiment de satisfaction : tant que le mouvement *völkisch* ne saura se doter d'autres dirigeants, de l'eau coulera sous les

ponts avant de le voir triompher au pays des poètes et des penseurs.» Loin de river son cercueil, *Mein Kampf* consolidera l'emprise d'Adolf Hitler sur le parti nazi, ce qui lui permettra d'assujettir l'extrême droite allemande, puis de marcher vers le pouvoir.

Accueilli dans l'indifférence, le livre deviendra la bible du nazisme, traduit à l'étranger – notamment en France en 1934, puis en 1936 dans une version expurgée des passages anti-français. L'historien britannique Ian Kershaw évalue son tirage à 10 millions d'exemplaires (un foyer allemand sur deux) en 1945, avant que le brûlot ne soit interdit en Allemagne pour une durée de soixante-dix ans. ■

Nicolas Bernard



François Lochon / Gamma-Rapho via Getty Images

Ces jarres retrouvées dans la cité antique de Knossos, en Crète, contenaient-elles du vin frauduleux ?

Du vin frelaté antique fabriqué en Crète

Rome raffolait du *passum*, un vin produit à base de raisins desséchés à la douceur légendaire. Mais celui qui venait de Crète était peut-être discrètement sucré au miel...

Amphores, supports de remplissage, bols de mélange... et fragments de ruches. C'est cette curieuse accumulation autour de deux fours à poterie, datés entre le 1^{er} siècle av. J.-C. et le début du 1^{er} siècle apr. J.-C., qui a intrigué Conor Trainor. Depuis 2013, cet archéologue irlandais de l'University College de Dublin explore les vestiges de la cité antique crétoise de Knossos, à cinq kilomètres au sud-est d'Héraklion. Ces indices l'ont conduit à formuler une hypothèse : «*Ils donnent à penser que les producteurs de vin crétois y ajoutaient du miel avant expédition !*», explique-t-il.

Sacrilège ! Les viticulteurs locaux auraient ainsi trouvé là une manière habile d'accélérer la fabrication du *passum*, un vin doux obtenu à partir de raisins desséchés très prisé par les élites romaines, que leur île produisait en masse. Théoriquement, produire ce vin était long et exigeant : il fallait d'abord laisser sécher les grappes plusieurs semaines au soleil, pour qu'elles se concentrent en sucre, attendre que la fermentation se fasse, lentement, et enfin

se lancer dans le pressurage... Un rythme peu compatible avec les cadences commerciales de la Crète. Depuis sa conquête par Rome en 67 av. J.-C., «l'île des dieux», qui expédiait vers le continent son nectar vanté dans les traités médicaux pour ses vertus thérapeutiques, était devenue un maillon stratégique du commerce de la puissance impériale en Méditerranée.

Les patriciens romains qui se délectaient du doux breuvage se sont-ils jamais douté de la supercherie ? «*Un vin sucré vendu comme du passum crétois aurait été considéré comme frauduleux, même à l'époque*», souligne Conor Trainor. Le chercheur s'apprête à reconstituer ces breuvages à Dublin, afin d'évaluer les différences de goût entre vin sucré au miel et *passum* véritable... et de déterminer si les palais romains auraient pu se laisser abuser. Un passage de l'*Histoire naturelle* du naturaliste Pline l'Ancien qui écrivait que le *passum* a «*été imaginé pour imiter le miel*», laisse à penser que c'est possible. ■

Mathilde Ragot



Abonnez-vous sur :
prismaSHOP



Un nouveau monde à découvrir à chaque numéro



-15%

supplémentaires sur
votre abonnement en
flashant le QR code





EN S'APPUYANT SUR
DES TRAVAUX D'HISTORIENS,
NOTRE JOURNALISTE
REMONTE LES COULOIRS
DU TEMPS POUR SE GLISSEZ
DANS LA PEAU D'UN
PERSONNAGE INVENTÉ QUI
INCARNE SON ÉPOQUE.

Dans la peau d'une jeune fille présentée au roi Louis XIV

OÙ ? À LA COUR DE VERSAILLES

QUAND ? AVRIL 1702



Sachez, Mademoiselle ma cousine, que moi, la vicomtesse Marie-Céleste de L., j'ai connu hier les heures les plus saisissantes de mon existence, et aussi les plus intimidantes : le jour de ma présentation au roi – qui s'est faite dans un grand concours de monde et de bruissements. Vous détailler les circonstances qui ont précédé l'affaire, les approches, les recommandations paternelles, serait trop ennuyeux. Figurez-vous plutôt la poussière et les fatigues du voyage. Flanquée de ma bonne Honorine, qui est tout ensemble ma servante, mon chaperon et mon garde du corps, j'ai fendu l'espace comme un météore. D'abord en carriole de nos terres jusqu'à Bordeaux, puis en diligence vers Paris – par Poitiers, Blois, Orléans –, puis en bateau du quai des Tuileries à Sèvres, puis en voiture encore jusqu'à Versailles. Cela nous a pris six jours. Ah, Versailles, ma cousine ! Quelle découverte renversante ! Qui a

failli pour moi l'être tout de bon : un faquin de cocher de carrosse, traversant au trot la cour d'honneur, m'a presque jetée par terre ! Vous eussiez dû entendre avec quels cris Honorine a sermonné le rustaud. J'étais quant à moi trop abasourdie par la foule et le bruit pour articuler un seul mot.

De Versailles on nous vante, dans nos provinces, la magnificence du château, la splendeur des jardins, la fraîcheur des bosquets, des bassins, des fontaines, et tout cela est vrai. Mais on ne nous dit point que c'est aussi l'endroit le plus peuplé de l'univers, un caravansérail, une cohue permanente ! Mon parrain, Monsieur de B., qui m'a accueillie et menée dans le dédale des appartements, m'a affirmé que 10000 personnes se pressent chaque jour ici. Les officiers de la Couronne, les serviteurs de la Maison du roi, des Maisons des princes et des princesses, les courtisans, leurs domestiques, auxquels s'ajoute l'incessant défilé des visiteurs venus faire leur cour ou tenter d'obtenir des



Manuel Cohen / Aurimages

Sur cette gravure, on peut voir le Roi-Soleil dans le salon de l'Œil-de-bœuf, jouxtant sa chambre, entouré de membres de sa famille ainsi que de la cour.

faveurs. Des curieux, des ambitieux sans mérite, des escrocs réussissent paraît-il à se faire présenter au roi ! Sans doute serait-il sage de restreindre l'accès au château. Pour l'heure, tout homme peut y entrer s'il porte un chapeau et une épée – et vous trouvez à louer ces deux accessoires à la grille !

Monsieur de B. croit savoir que bientôt seules les familles de vieille race, dont le titre est antérieur à l'an 1400, pourront approcher Sa Majesté. Il faudra rouvrir les antiques grimoires, fournir au généalogiste du roi contrats de mariage, testaments et autres papperasses notariales, mais nous ne serons guère embarrassées de ce remue-ménage, ma cousine : notre noblesse est si ancienne qu'elle se perd dans la nuit des temps.

Les courtisans sentent fort, ils se méfient des bains

On m'avait mise en garde contre les puanteurs de Versailles. Tout y a été bâti sur des marais asséchés en hâte, si bien que des miasmes, parfois, remontent des sous-sols. Il y a aussi les bêtes qu'on croise en nombre, chevaux trempés de sueur attelés aux carrosses, estafettes royales, vaches et chèvres qu'on amène pour le lait et qui laissent d'odorantes traces de leur passage. Les courtisans eux-mêmes sentent fort : ils suivent avec zèle les avis des médecins de la Faculté pour qui les bains sont à bannir – l'eau chaude, dit-on, répand les maladies. Cependant, croyez-m'en, mes narines n'étaient pas plus offusquées à Versailles qu'ailleurs. Au contraire. Chacun s'emploie à être suave, on use de patchouli, d'eau de mille fleurs, de tubéreuse, de musc, on brûle des pastilles de cannelle, de menthe, de lavande, on ventile des élixirs de ▶





«Mon cœur s'est emballé, j'avais peur d'être ridicule, de provoquer des rires»

● clou de girofle ou de marjolaine, on porte des gants aromatisés au fenouil ou à la violette, et bien que tout ce pot-pourri donne la nausée, cela reste préférable aux relents d'urine qui, en certains recoins de corridors, vous saisissent à la gorge. Le roi lui-même se parfume à la fleur d'oranger. On le surnomme le «doux fleurant».

Après avoir passé la nuit chez Monsieur de B., qui réside près du château, nous étions dès huit heures en train d'arpenter les couloirs, dans un grand vacarme de talons sur les parquets de chêne. Sa Majesté devait nous recevoir à huit heures trente, après son grand lever, dans le nouveau salon de l'Œil-de-bœuf qui jouxte sa chambre et ouvre, à l'ouest, sur la galerie des Glaces. Parmi la dizaine de femmes à être présentées ce matin-là, j'eus la surprise de tomber sur une voisine de Saintonge, l'insupportable marquise de R. ! Fardée de blanc à l'excès, attifée comme une favorite de nabab persan, jupe de brocart d'argent et corset de satin écarlate, chargée de dentelles, rubans, falbalas, passementeries et bijoux, elle avançait avec hauteur, pareille à quelque vaisseau de guerre aux voiles pleines de vent. J'avais moi-même opté pour la tenue dictée par l'étiquette – en vérité celle de feu ma mère –, le grand habit de présentation à robe de velours noir et jupe de drap d'or, avec écharpe et ceinture, l'ensemble rehaussé de quelques pierreries.

Chemin faisant vers le roi, nous avons traversé les salles des gardes, mais ces hommes en uniforme ne m'impressionnaient point – je suis fille de soldat. C'est en entrant dans l'Œil-de-bœuf, ma cou-

sine, que j'ai cru défaillir. L'essentiel de la cour y était. Les éventails des dames battaient comme des ailes de guêpe. On me fixait. Mon cœur s'est emballé, j'avais peur d'être ridicule, de provoquer rires et moqueries.. Mais rien de tout cela n'est arrivé. Quand l'huissier a clamé mon nom, je me suis avancée vers le roi, qui se tenait assis sur son fauteuil, en chemise de lin blanc et justaucorps bleu, et son visage, empreint de cet air d'autorité qui en impose à la Terre entière, a perdu de sa raideur.

Le roi est un maître joueur de billard et un hôte attentif

Il m'a regardée, m'a souri et a prononcé quelques mots bienveillants envers notre famille et mon père, le comte, qui fut blessé auprès de lui lors du siège de Lille, en 1667. Une rumeur d'approbation s'est élevée de l'assistance. Le soulagement, la légèreté se sont emparés de ma personne. Grâce aux patientes leçons d'une dame amie, rompue aux usages de la cour, j'avais déjà réussi mes trois réverences d'entrée, face au roi ; j'ai réussi tout aussi bien les trois suivantes, faites cette fois à reculons, sans m'entortiller les pieds dans la traîne de ma robe ni tomber, ce qui eut été le comble de la honte.

L'après-midi, nous avons suivi Sa Majesté dans sa promenade au long des jardins. Le soir venu, nous l'avons retrouvée dans les salons de l'Abondance et de Vénus, où l'on jouait aux cartes, au trictrac. Tout dans ces pièces est d'une somptuosité extraordinaire, les buffets chargés de liqueurs, de vins, de café, de chocolat, de fruits, de gâteaux, les vasques remplies d'oranges,



Manuel Comte

«Une dame de qualité» du XVII^e siècle, aristocrate de province, est habillée par ses servantes pour se rendre à Versailles, devant le roi.

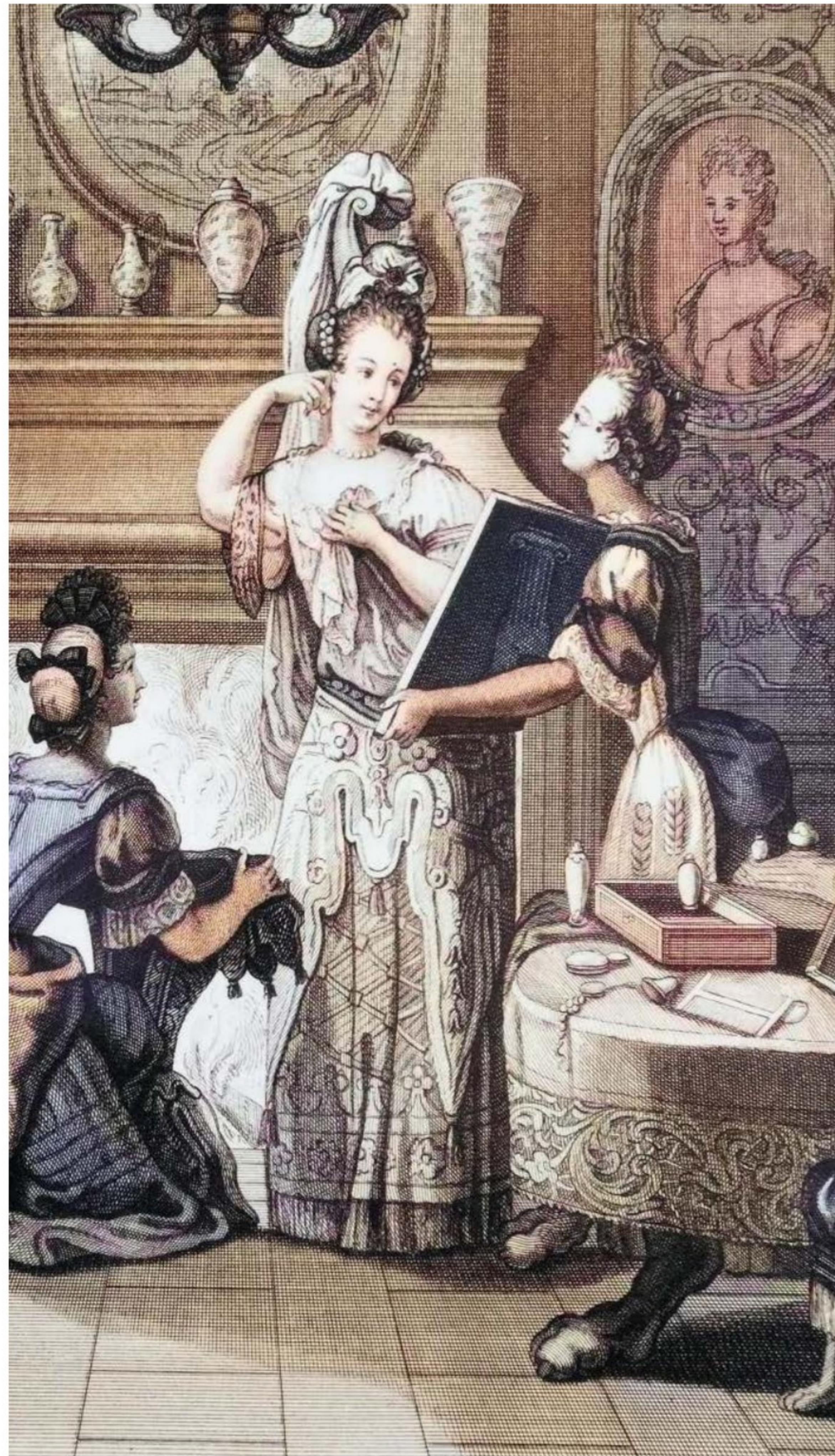
les meubles laqués, les dorures, les miroirs, les chandeliers, les vases d'argent massif... Le roi, dans ses 64 ans, demeure un maître joueur de billard en même temps qu'un hôte alerte, aimable, attentif à tous. Il m'a fait la grâce de me parler à nouveau, m'a demandé plus avant des nouvelles des miens. Avec autant de tact que j'ai pu, je lui ai rappelé que, gens de vieille lignée, nous sommes aussi, hélas, de petite fortune. Sa Majesté a hoché la tête, gravement, et m'a répondu : «*Je verrai ce que je peux y faire.*» Monsieur de B. est persuadé qu'il va nous accorder une pension, ou peut-être une terre, un titre, un emploi. Nous verrons bien. Pour l'heure, je me prépare à regagner ma campagne avec mon certificat de présentation dans mes bagages, tout au réolée de mon séjour à la cour.

J'ai appris, Mademoiselle ma cousine, que vous serez vous-même présentée au roi l'an prochain. Si, comme je l'espère, j'ai le plaisir de vous croiser durant l'été, soyez avertie que je vous abreuverai de cent et cent conseils, au point que vous demanderez grâce ! Recevez en attendant les affectueuses salutations de votre dévouée Marie-Céleste.

■ Pierre Antilogus



SOURCES Pour écrire ce récit fictionnel dans lequel une jeune vicomtesse de province raconte à sa cousine sa présentation à Versailles, notre journaliste s'est appuyé, entre autres, sur Louis XIV, roi du monde, de Philip Mansel (éd. Passés/Composés, 2020) et sur les Mémoires de Saint-Simon (1715-1718).



La Grande Muraille



Frontière physique et symbolique de l'empire du Milieu

Au III^e siècle avant notre ère, sont lancés les travaux de la plus célèbre fortification jamais bâtie par l'homme. La Grande Muraille doit alors matérialiser les limites nord du puissant empire de Chine. Rempart censé être infranchissable, elle distingue aussi, dans la pensée chinoise, la civilisation de la barbarie, et enferme autant qu'elle protège, même si les marches frontalières demeurent des lieux d'échanges.



QIN SHI HUANGDI

**259 - 210 AV. J.-C.
LE BÂTISSEUR**

Unificateur d'un pays longtemps déchiré entre sept « Royaumes combattants », Qin Shi Huangdi est considéré comme le premier empereur de Chine. Il décide de connecter les fortifications existantes puis de les prolonger, demandant au général Meng Tian d'ériger un rempart frontalier tourné vers le nord.

**DEUX MILLE ANS
À DÉFENDRE L'EMPIRE**

vers 215 av. J.-C.

Meng Tian est chargé d'édifier un rempart contre les tribus mongoles xiongnus, au nord.

QIN

-129



L'empereur Wudi fait renforcer la Muraille.

48

Les Xiongnus, désunis, sont devenus moins dangereux. L'entretien de la muraille est délaissé.

HAN

580



Les raids venus du nord se multiplient. Le chantier reprend. À la clé, la mort pour de dizaines de milliers d'ouvriers.

SUI



Rempart cyclopéen aux milliers de tours – dans chacune vivent des dizaines de soldats – ce système de défense repose aussi sur un réseau de bastions et forteresses gardées par des canons. À l'arrière, des troupes nombreuses postées à intervalle régulier sont gardées en réserve, prêtes à combler la moindre brèche.

**UN REMPART
DE PIERRE ET DE SANG**

**21 200 KM
DE FORTIFICATIONS
DONT 6 260 km
DE REMPARTS**



**400 000
À 1 MILLION
DE MORTS SUR
LE CHANTIER
(SOLDATS, PRISONNIERS,
PAYSANS...)**



UN CHANTIER ÉTERNEL

La Muraille bâtie par la dynastie Ming est la plus célèbre et la mieux conservée car la plus récente. Mais les efforts entrepris pour fortifier la frontière septentrionale de l'empire remontent au III^e siècle avant notre ère. L'édifice est donc très différent selon les endroits, les matériaux et techniques de construction ayant évolué au fil du temps.

CHINE SOUS LES HAN
MURAILLE HAN
CHINE SOUS LES MING
MURAILLE MING



QI JIGUANG
1528 - 1588

LE RÉFORMATEUR
Expert en combat terrestre et naval, le général Qi Jiguang commence par réformer l'armée pour qu'elle puisse faire face aux pirates japonais. Il devient ensuite le principal artisan du système de défense voulu par les empereurs Ming.



158
VILLAGES
MILITAIRES



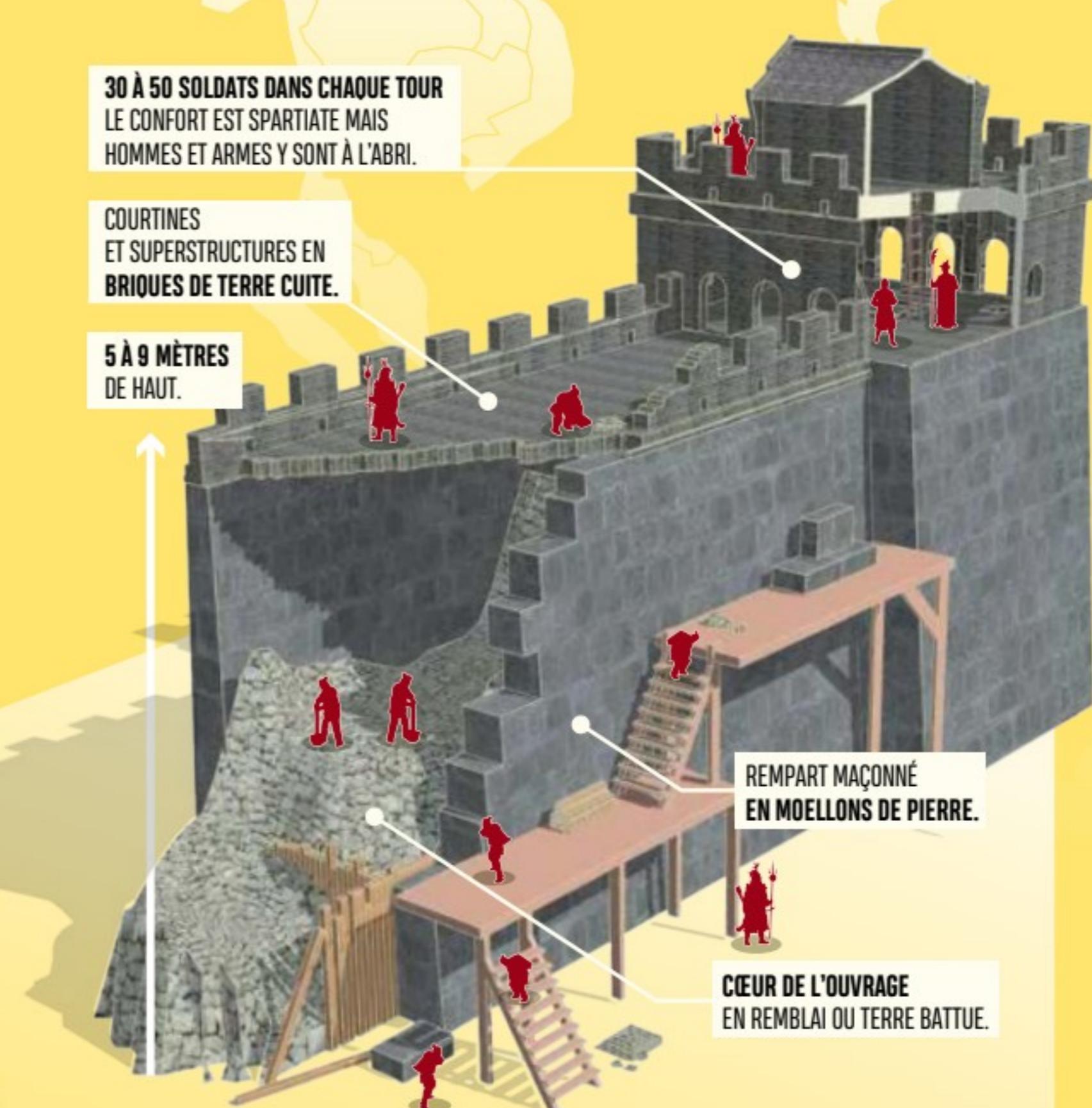
1 200
TOURS
DE BRIQUE



300 000
HOMMES
EN GARNISON

DEBOUT POUR L'ÉTERNITÉ ?

Contrairement à la légende – née au XVIII^e siècle de la simple hypothèse poétique d'un Anglais – la Muraille n'est pas visible depuis la Lune. Mais, prouesse architecturale, elle a résisté en partie aux ravages du temps et de la période maoïste. Les architectes de l'époque Ming ont su bâtir pour durer, employant pour ce faire un mortier à base de riz gluant, aux propriétés mécaniques uniques !



pliant,
mort
s.

Entre 1115 et 1234, une «frontière-douve» de 1930 km est bâtie (actuelle Mongolie-Intérieure).

1115



1211

Les Mongols menés par Gengis Khan franchissent la Muraille.

JIN

1550

Altan Khan passe le rempart et assiège Pékin.

MING

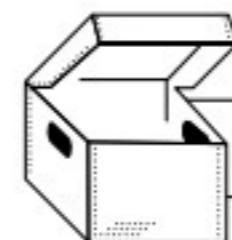
1644

La dynastie mandchoue des Qing a raison de la Muraille et prend le pouvoir jusqu'en 1911.

QING

1933

La Muraille est utilisée dans la défense contre les Japonais.



Archives MLAC Place des Fêtes

En 1978, Annie Chemla (deuxième à partir de la gauche) et ses camarades du MLAC se rendent en car à Lille pour soutenir Franck Dupin, un dentiste ayant pratiqué un avortement illégal sur une mineure.

Une militante du MLAC dévoile une affiche devant la gare du Nord, à Paris. Fondé en mars 1973, ce mouvement rassemblera jusqu'à 15 000 adhérentes à son apogée.



API / Gamma Rapho

“Le droit à l'avortement n'a pas été concédé. Il a été obtenu de haute lutte”

À la fin des années 1960, la France rechigne à reconnaître aux femmes le droit de disposer de leur corps. Portée par l'élan féministe de l'époque, Annie Chemla, jeune informaticienne, s'engage dans la lutte pour la contraception et l'avortement libre.

«**O**n ne vend pas ça ici !», réplique la pharmaciene. Nous sommes en 1969, en plein cœur de Paris. «Ça», c'est la pilule contraceptive pourtant légalisée deux ans plus tôt, en 1967, par la loi Neuwirth. Annie Chemla, la jeune femme qui vient de se faire rabrouer, est surprise. Dans sa Tunisie natale, qu'elle vient de quitter, à 22 ans, avec son époux et ses parents, pour venir en France, les contraceptifs oraux sont en vente libre depuis 1961 et l'avortement «sous condition» – en cas de famille nombreuse ou de grossesse à risque – est autorisé depuis 1965. «À Tunis, toute jeune mariée, j'avais eu accès à la pilule et au stérilet sans la moindre réticence», raconte Annie Chemla, aujourd'hui âgée de 78 ans, depuis son domicile du Val-d'Oise. Mais dans cette France de l'immédiat après-1968, le sujet est encore tabou.

La commercialisation des contraceptifs oraux est retardée par de multiples obstacles administratifs. Auprès du public, la pilule a mauvaise réputation. «Elle était synonyme de sexualité débridée», se souvient Annie. Quant à l'avortement, toujours sous le coup de la loi répressive de 1920, il peut mener à la prison : de six mois à trois ans pour la femme qui le subit et d'un à cinq ans pour la personne qui le pratique.

En 1971, le manifeste des «343 salopes» fait scandale

Pourtant, chaque année, 800000 avortements clandestins sont effectués, dans des conditions sanitaires parfois déplorables. «Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'avortement constitue la principale cause de mortalité féminine dans l'Hexagone», écrit en 1962 la journaliste Marcelle Auclair dans *Le Livre noir de l'avortement* (éd. Fayard).

Annie Chemla
Militante pour le droit à l'avortement

«En matière de droit des femmes, la France, terre de liberté, avait bien triste mine», se souvient Annie Chemla. À l'époque, elle est une pionnière à bien des titres. En 1970, l'informatique fait ses premiers pas et la majorité des femmes sont au foyer, mais cette philosophe de formation, diplômée en logique mathématique, décroche un poste d'informaticienne au ministère de l'Industrie. Dans le sillage de Mai 68, elle fonde une section syndicale. Ses parents, «communistes à l'ancienne, tendance Front populaire», comme elle les décrit avec tendresse, lui ont montré la voie. En leur temps, à Tunis, ils ont combattu pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Annie, elle, luttera pour un autre droit : celui des femmes à disposer de leur corps.

Les années 1970 s'y préparent. En avril 1971, *Le Nouvel Observateur* publie le *Manifeste des 343*, signé par des personnalités – renommées les «343 salopes» par *Charlie Hebdo* – déclarant publiquement «avoir avorté». Deux ans plus tard, en février 1973, *Le Nouvel Observateur* fait paraître une nouvelle pétition, signée cette fois par 331 médecins du Groupe information santé qui revendiquent avoir pratiqué des interruptions volontaires de grossesse (IVG). Cette année-là, Annie, alors âgée de 26 ans,



Eric Fougère / Corbis via Getty Images

En 2025, à 78 ans, Annie Chemla poursuit le combat féministe et continue à intervenir dans des rencontres et colloques sur le droit des femmes.

À partir de 1973, Annie participe à des avortements illégaux. Quatre ans plus tard, elle réalisera elle-même des IVG.

“ Nos 400 comités en France réalisaienient entre 150 et 200 IVG par semaine ”

● demande le divorce. Non sans difficulté : «*Cette séparation, je l'avais choisie, mais elle me chamboulait profondément*», confie-t-elle.

Cette peur du vide sera son tremplin. En octobre 1973, quelques semaines après sa rupture, Annie Chemla adhère au MLF et accepte d'intervenir dans le cadre des avortements illégaux. Son rôle ? Accueillir les patientes dans un lieu tenu secret et rester à leurs côtés lors de l'acte médical. La première fois, l'émotion sera trop forte : «*Je suis allée vite m'asseoir dans la salle de bains pour éviter de tomber évanouie*», explique-t-elle dans son ouvrage *Nous l'avons fait, récit d'une libération féministe* (éd. du Détour, 2023), journal intime de son expérience militante de 1973 à 1980. Loin de désarmer, elle rejoint le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC). Au sein de cette nouvelle association, elle commence par ce qu'elle sait faire le mieux : sensibiliser, argumenter et haranguer le public, souvent avec humour. D'autres, au sein du MLAC, organisent des voyages en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, où l'IVG est légalisée. D'autres encore effectuent des avortements illégaux sur place, selon un procédé tout récemment introduit en France : celui d'un psychologue et activiste américain nommé Harvey Kar-

man. La «méthode Karman», comme on l'appelle alors, consiste à réaliser l'IVG, non par curetage, comme c'était l'usage, mais par aspiration à l'aide d'une canule flexible et d'une pompe à vélo.

La loi Veil est adoptée en 1974, mais le combat continue

Simple, rapide et quasi indolore, cette technique peut non seulement être pratiquée en dehors du milieu hospitalier, mais également être réalisée par des non-médecins. Il est temps alors d'en finir avec la culture du secret et de la honte : les avortements illégaux pratiqués par le MLAC ont vocation à attirer le maximum de publicité. En quelques mois, ces actes de désobéissance civile fonctionnent au-delà de

toute espérance. Essaimant au sein des universités, des entreprises, des syndicats et des hôpitaux, le MLAC réunit en 1974 quelque 400 comités dans toute la France. «*À l'époque, 150 à 200 avortements étaient réalisés chaque semaine*», commente Annie Chemla.

Cette année-là, en mai, Valéry Giscard d'Estaing est élu président. «*Dépêchez-vous de faire une loi, sinon ils viendront pratiquer un avortement sauvage dans votre bureau !*», lance, goguenard, Michel Poniatowski, le ministre de l'Intérieur, à Simone Veil, son homologue à la Santé. Après vingt-cinq heures de débats, la loi Veil est adoptée le 29 novembre 1974. «*Ce droit à l'avortement n'a pas été concédé, il a été obtenu de haute lutte*», rappelle Annie Chemla.



Archives MLAC Place des Fêtes



Une victoire historique ? Pas tout à fait, car le texte exclut les mineures sans autorisation parentale, les étrangères non naturalisées et toutes celles qui n'ont pas les moyens de s'acquitter des 600 francs requis (l'équivalent actuel de 550 euros) pour faire pratiquer cet acte non remboursé par la Sécurité sociale. Les médecins peuvent en outre faire valoir une clause de conscience, et refuser de pratiquer l'avortement si cela heurte leurs convictions personnelles. En dépit des carences de la loi Veil, le MLAC, devenu caduc, se vide de la plupart de ses adhérentes. «Seules les révolutionnaires sont restées», se souvient-elle. Ce dernier carré, elle en fait partie. Les bonnes sœurs rouges, comme on les appelait avec mépris,

refusent d'abandonner à leur sort les laissées-pour-compte de la dépénalisation : les démunies, les mineures, les sans-papiers et celles que la froideur de l'hôpital terrorise.

Au fond d'elle-même, Annie éprouve une frustration toute personnelle, celle de n'avoir jamais pratiqué d'avortement elle-même. «J'avais écouté tant de femmes. Je regrettais d'être restée en marge de toute cette vague de connaissances et de pratiques.» En mai 1977, à tout juste 30 ans, l'informaticienne bascule à nouveau dans l'illégalité, au risque d'être arrêtée et de perdre son emploi. «Mais pour une cause légitime», précise-t-elle en souriant. Aux côtés d'une poignée d'irréductibles réunies au sein du MLAC de la place des Fêtes, dans



Le 22 mars 1974, un bus de retour des Pays-Bas circule dans Paris, flanqué d'une banderole explicite, afin d'en finir avec la honte et le secret.

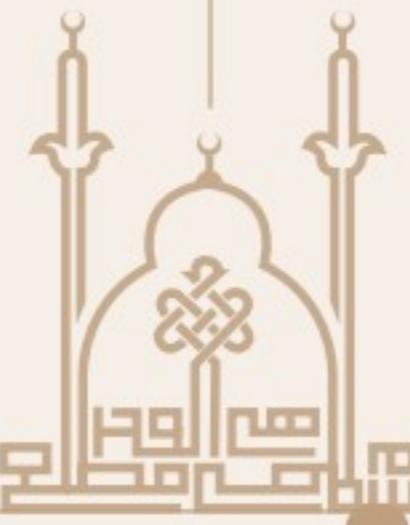
l'Est parisien, elle organise des consultations clandestines, pose des stérilets et, surtout, réalise elle-même des IVG.

Pour reproduire la «méthode Karman», il lui faut rester concentrée : remplir la valise avec le matériel nécessaire, stériliser les instruments, manipuler les canules, activer la pompe... Sans jamais se départir d'une empathie exceptionnelle : «Pendant l'avortement, j'apprenais à être avec la patiente, complètement [...], – comme dans l'absence de moi-même – entièrement disponible pour son ressenti», écrit-elle.

«J'étais du côté de celle qui choisissait sa vie»

Avec le temps, le MLAC perd peu à peu sa raison d'être. «Nous nous sentions moins chaleureuses, plus techniciennes», dit Annie. Et les IVG légales sont de mieux en mieux pratiquées en milieu hospitalier. Après la dissolution du MLAC, en juin 1980, Annie se remarie, fonde une famille et poursuit une carrière au sein du ministère des Finances. Aujourd'hui, la septuagénaire applaudit le mouvement #MeToo. Face à ceux qui l'accusent d'avoir bafoué «le droit à la vie», elle répond : «On était du côté de la femme qui choisissait sa vie à elle. On l'aidait simplement à ouvrir les portes de son avenir.» ■

Christèle Dedeabant



Dossier

PIEDS-NOIRS, HARKIS, LES OUBLIÉS DE L'ALGÉRIE

PLUS DE SOIXANTE ANS APRÈS LA FIN DU CONFLIT,
FRANCE ET ALGÉRIE NE SONT PAS EN PAIX AVEC CE PASSÉ.

Depuis 1830,
Français et Algériens entre
douleur et résilience
P. 36

En terre inconnue
P. 38

L'Histoire par les vainqueurs
P. 46

Les grands oubliés
de l'opération Dragoon
P. 54

Dans l'objectif de Jules Imbert
P. 58

Quand l'OAS divisait
les pieds-noirs
P. 74

Le massacre d'Oran :
anatomie d'une tragédie
P. 80

Le viol, cette arme de guerre
P. 84

Harkis : chronique d'un abandon
P. 86

Un aller sans retour
P. 94

Ceux qui sont restés :
le dernier tabou ?
P. 102

«La mémoire de la guerre
mine toujours les relations
entre Paris et Alger»
P. 106



Charles Delius / saff images

En 1920, à Alger, alors française, un couple algérien et un couple français se croisent dans la rue, sans se saluer...



Depuis 1830, Français et Algériens entre douleur et résilience

Colonisation, guerre, exil... Depuis bientôt deux siècles, l'histoire franco-algérienne est faite de ruptures et de violence, et les blessures encore à vif de ses protagonistes continuent à marquer les mémoires.

Frédéric Granier

5 juillet 1830

Les Français prennent Alger

Les relations entre la France et la régence d'Alger, dépendante de l'Empire ottoman, se sont détériorées pour des raisons commerciales. Le 14 juin 1830, 37 000 soldats français débarquent à Sidi-Ferruch et battent l'armée d'Hussein Dey. Alger tombe le 5 juillet. La colonisation commence.

1848

L'Algérie devient territoire français

L'Algérie est officiellement intégrée à la France et divisée en trois départements : Alger, Oran et Constantine. La colonisation s'intensifie, provoquant des révoltes récurrentes dans l'intérieur du pays.

1870

Les juifs d'Algérie sont naturalisés

Le décret Crémieux accorde la citoyenneté française aux 37 000 juifs d'Algérie de tous âges, sans en faire autant pour la majorité musulmane (3 millions de personnes), créant une fracture communautaire durable.

28 juin 1881

Le Code de l'indigénat est institué

Un régime pénal d'exception impose des sanctions spécifiques aux «indigènes» musulmans d'Algérie, restreignant leurs droits. Ce code, pilier du système colonial, ne sera abrogé qu'en 1944.

10 février 1943

Ferhat Abbas publie le *Manifeste du peuple algérien*

Ferhat Abbas, intellectuel réformiste, réclame l'égalité entre musulmans et Européens, une réforme agraire, la reconnaissance de la langue arabe et la création d'une république autonome.

7 mars 1944

De Gaulle supprime certaines discriminations

Par ordonnance, de Gaulle instaure une égalité d'accès aux fonctions civiles et militaires et abroge le Code de l'indigénat. Mais ces réformes sont jugées insuffisantes par les indépendantistes.





8 mai 1945

Sétif, Guelma et Kherrata

connaissent émeutes et massacres

Alors que la France célèbre la fin de la Seconde Guerre mondiale, des manifestations indépendantistes tournent à l'affrontement en Algérie. La répression coloniale est brutale : entre 2000 et 40 000 Algériens sont tués (le nombre reste débattu par les historiens).

1^{er} novembre 1954

La Toussaint rouge : le FLN

lance des attentats meurtriers

Une série d'attentats coordonnés par le Front de libération nationale (FLN) marque le début de l'insurrection. Ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, pour qui «l'Algérie restera française», réplique par des opérations de «maintien de l'ordre». La guerre commence.

Mars 1956

Guy Mollet obtient des pouvoirs

spéciaux pour lutter contre l'insurrection

L'Assemblée nationale accorde des pouvoirs exceptionnels au président du Conseil. 400 000 hommes sont envoyés en Algérie. La répression s'intensifie et les tensions s'exportent en métropole.

Janvier à octobre 1957

Une longue bataille déchire Alger

Face aux attentats du FLN, les autorités confient les pleins pouvoirs au général Massu. Arrestations massives, tortures, couvre-feu et bouclage de la casbah d'Alger permettent une victoire militaire pour l'armée française.

13 mai 1958

Après une crise extrême en Algérie, de Gaulle revient au pouvoir en France

Des militaires et colons favorables à l'Algérie française tentent un coup d'État à Alger. La crise entraîne le retour de De Gaulle, perçu comme l'unique recours pour restaurer l'ordre.

19 septembre 1958

Un gouvernement est proclamé par les indépendantistes

Le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), émanation politique du FLN, est proclamé au Caire sous la direction de Ferhat Abbas. Il est reconnu par plusieurs pays arabes et par le bloc de l'Est.

Fin janvier 1960

Alger connaît une semaine de barricades

Les colons européens, opposés à la politique de De Gaulle qui soutient l'autodétermination de l'Algérie, réagissent par une insurrection. Un an plus tard, un référendum confirme largement le projet du chef de l'État, avec 75 % de «oui» (70 % pour l'Algérie seule).

11 février 1961

Des extrémistes fondent l'OAS

L'Organisation de l'armée secrète (OAS), dirigée notamment par le général Salan, naît à Madrid. Elle mène des attentats terroristes en Algérie et en France pour empêcher l'indépendance et tente d'assassiner de Gaulle à plusieurs reprises.

21 avril 1961

Quatre généraux mènent un putsch

Les généraux Challe, Salan, Zeller et Jouhaud tentent un coup de force à Alger. De Gaulle active l'article 16 de la Constitution, qui étend temporairement ses pouvoirs. L'armée reste fidèle à la République.

17 octobre 1961

Des Algériens sont massacrés à Paris

Une manifestation pacifique du FLN contre un couvre-feu visant les seuls Algériens est réprimée par la police. Le bilan, longtemps occulté, est estimé à environ 200 morts. La France reconnaîtra le massacre en 2012 par la voix du président François Hollande.

18 mars 1962

La fin de la guerre est actée à Evian

Les négociations entre le gouvernement français et le FLN aboutissent à un cessez-le-feu et à des accords garantissant les intérêts français, notamment dans le domaine énergétique. La guerre d'Algérie prend officiellement fin.

Fin mars 1962

La violence se poursuit

À Alger, l'armée française affronte l'OAS dans le quartier de Bab El Oued. D'autres violences suivent, notamment la fusillade de la rue d'Isly et les représailles contre les harkis et les pieds-noirs. L'exode des Européens d'Algérie commence.

5 juillet 1962

L'Algérie devient indépendante

Le 5 juillet, jour symbolique choisi en écho à la prise d'Alger en 1830, marque la fin de 132 ans de colonisation. Le jour-même a eu lieu un massacre à Oran. L'année suivante, est fondée la République algérienne démocratique et populaire. Ahmed Ben Bella est le premier Président.

Octobre 1988

Des émeutes éclatent en Algérie

Face à la crise, au chômage et au régime autoritaire du FLN, des milliers de jeunes manifestent. La répression fait 500 morts. Une nouvelle Constitution sera adoptée en 1989, instaurant le multipartisme.

1992

La guerre civile algérienne commence

Après l'annulation des élections remportées par le Front islamique du salut (FIS), le pays sombre dans une décennie de guerre civile opposant les islamistes armés et les forces de sécurité, causant 200 000 morts.

1999

La guerre a enfin un nom

Sous la présidence de Jacques Chirac, la France reconnaît que les «événements» de 1954 à 1962 constituaient bien une guerre, rompant avec la terminologie d'«opérations de maintien de l'ordre».

23 février 2005

Les «aspects positifs» de la colonisation mettent le feu aux poudres

Une loi française sur la reconnaissance de la Nation comporte un article visant à enseigner dans les écoles «les aspects positifs» de la colonisation, notamment en Afrique du Nord. La mention sera ensuite abrogée.

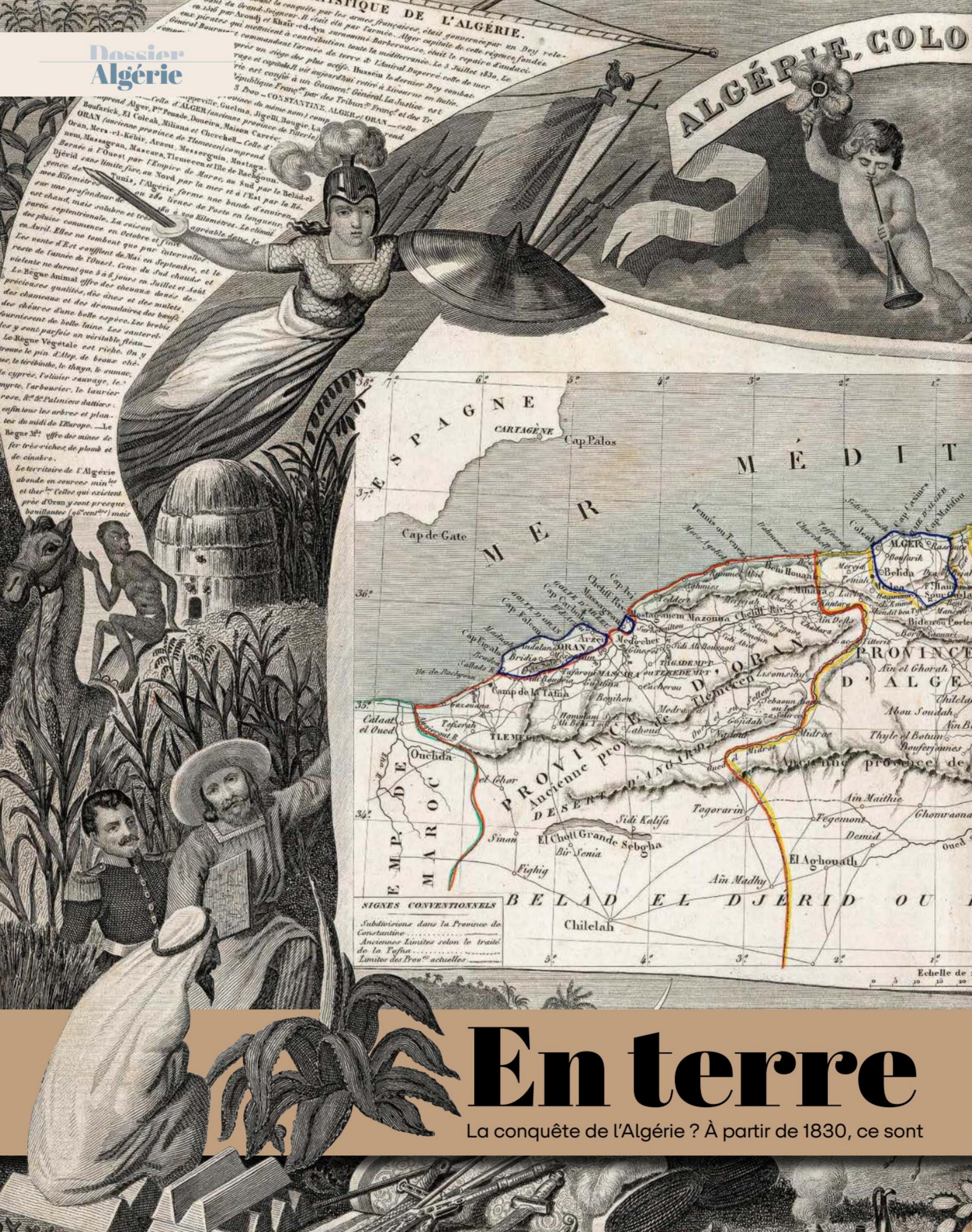
Janvier 2021

Benjamin Stora remet son rapport sur la mémoire de la colonisation

À la demande du président Emmanuel Macron, l'historien Benjamin Stora remet un rapport proposant des gestes mémoriels pour apaiser les tensions franco-algéries et préconise la reconnaissance de certaines responsabilités, sans demander d'excuses officielles. Le document divise l'opinion.

Dossier Algérie

ALGÉRIE, COLO



En terre

La conquête de l'Algérie ? À partir de 1830, ce sont







Tallandier / Bridgeman Images

C

élébrations, discours patriotes, drapeaux tricolores à foison, *Marseillaise* reprise par des milliers de voix, parades militaires et navales... La Troisième République marque avec éclat, en cette année 1930, un anniversaire triomphal : les 100 ans de la présence française en Algérie. Sur les deux rives de la Méditerranée, en métropole comme dans les trois départements d'Afrique du Nord – Oran, Alger, Constantine –, on célèbre le succès et les grandes figures militaires de l'épopée, Bugeaud, Damrémont, Lyautey. Après tant de combats et de sang versé, voici enfin la terre algérienne apaisée et ses habitants, colons et indigènes, vivant côte à côte. En présence du président de la République Gaston Doumergue, arrivé le 4 mai à bord du croiseur *Duquesne* et bientôt suivi de huit de ses ministres, on inaugure à tour de bras : une Maison du colon de style Art déco à Oran, une Maison indigène dite Villa du centenaire, à Alger. Dans cette même ville, un Musée historique de l'Armée d'Afrique, puis un monument commémoratif à Boufarik, à trente kilomètres à l'ouest de la capitale, dédié à «la gloire du génie colonisateur de la France». Les autorités sont unanimes à vanter le rôle civilisateur de la colonisation, la loyauté des populations autochtones, les richesses d'une terre inhospitalière devenue, comme le disent des affiches, «un pays de production agricole».

Et en effet, l'Algérie peut apparaître un paradis d'abondance avec ses immensités de blé du département de Bône (aujourd'hui *wilaya* d'Annaba), sa plaine de la Mitidja couverte à perte de vue de vignes et de tabac, ses milliers d'hectares d'orangers, de citronniers, d'amandiers, ses vergers escarpés du sud de la Kabylie regorgeant de grenades et de figues. En cent ans, quelque 700 villages «à la française» ont poussé dans le bled, chacun avec mairie, église et école, et aussi des routes, des ponts, sans oublier le chemin de fer, symbole de modernité. Alger se classe ➤



Archives Charmet / Bridgeman Images

● désormais deuxième port de commerce de France après Marseille. L'éminent historien et géographe Augustin Bernard, spécialiste de l'administration coloniale, annonce alors l'émergence d'un «nouveau peuple» sur cette terre de cocagne. «La race est vigoureuse et saine, proclame-t-il. L'Algérien est intelligent, énergique, audacieux. Il a, plus que le Français de métropole, le goût du risque.» André Tardieu, ministre de l'Intérieur, affirme qu'il ne faut plus parler de «conquête mais de création de l'Algérie». Le président Doumergue remercie les colons au nom de la France et les assure que sous le ciel d'Afrique, ils sont chez eux, pour toujours !

Cette Algérie française idéalisée, «pacifiée», unie dans ses deux communautés, avait-elle une

Un levier de la colonisation : les «bureaux arabes» (tel celui-ci en 1856) censés apporter émancipation et progrès aux «indigènes»... le tout sous surveillance française.

chance d'exister réellement ? Il est permis d'en douter. Dès le départ, de part et d'autre, les souffrances ont été trop terribles. Après 1830 et la conquête par l'armée française de la régence d'Alger, jusque-là sous domination ottomane, des militaires démobilisés choisirent de s'installer. Ils furent rejoints par 15000 ouvriers sans emploi enrôlés à l'automne 1848, puis par 6000 républicains trop agités au goût de Napoléon III, des Alsaciens et des Lorrains fuyant leur région annexée par l'Allemagne en 1871, des paysans sans le sou venus du Midi, des Corses, des gens venus d'Italie, d'Espagne, de Malte... Les premiers colons installés en Algérie n'étaient ni des nantis ni des accapareurs, juste de pauvres hères en quête d'une vie meilleure. À ceux

capables de construire leur maison, on donnait dix hectares. Aux autres, quatre hectares. Aux anciens soldats, six hectares.

À tous on avait promis l'Eldorado, mais c'est l'enfer qu'ils découvrirent. Un climat impitoyable, glacial en hiver, brûlant l'été ; une terre rétive, âpre à cultiver – surtout pour ceux, nombreux, qui ignoraient tout de l'agriculture ; une faune redoutable, quelques lions de l'Atlas, des vipères à cornes du désert, jusqu'à des pluies de criquets géants dévoreurs de récoltes ; des maladies mortelles – fièvres, typhus, choléra, paludisme – qui décimaient des familles entières. Enfin la guerre, car sous la conduite du dey d'Alger Hussein ibn Hussein et de l'émir Abd el-Kader, très vite les populations musulmanes, arabes et kabyles, se révoltèrent. Ce fut le début d'un affrontement qui, d'appels à la guerre sainte en insurrections tribales, dura près d'un demi-siècle et entraîna l'envoi de plus en plus massif de troupes françaises. En 1850, on comptait sur place 120000 militaires, soit davantage que de colons.

D'un côté comme de l'autre, la violence était effroyable, le meurtre et le viol monnaie courante. Des fermiers français étaient attaqués dans leurs baraquements de bois mal défendus, égorgés, massacrés avec femmes et enfants à coups de *yatagan*, le sabre de ces contrées. Certains eurent les poignets tranchés et les organes génitaux arrachés. Une barbarie qui terrorisait et indignait les Français... lesquels se livraient pourtant à des atrocités tout aussi sauvages : les militaires décapitaient, tranchaient les oreilles, bastonnaient, détruisaient villages et récoltes par le feu pour affamer les populations. Des officiers, dont le général Bugeaud, enfumaient et asphyxiaient des fuyards réfugiés dans des grottes... Il y avait, estime-t-on, trois millions d'habitants en Algérie à l'arrivée des Français ; entre 500000 et un million auraient été tués pendant la conquête. Dans le même temps, selon Marc Michel, spécialiste du fait colonial, environ 100000 colons auraient perdu la vie. Pierre Montagnon, auteur du livre *La Guerre d'Algérie* (1984, éd. Pygmalion), avance, lui le chiffre de 200000 morts.

Pouvait-on effacer un tel bain de sang ? Oublier ? Vivre ensemble ?

En 1930, les Algériens musulmans participèrent peu aux célébrations du centenaire. Des militants, rassemblés autour de Messali Hadj dans le parti nationaliste L'Étoile nord-africaine, tentèrent – sans succès – de saboter les cérémonies. Ceux-là savaient que les 2,35 millions d'hectares donnés aux colons constituaient le quart le plus fertile du pays. Ils rejetaient le Code de l'indigénat qui, depuis 1887, tout en leur accordant la nationalité française, dénait leurs droits de citoyens. Ils aspiraient à l'indépendance. Et tandis que résonnaient les discours officiels enthousiastes, tandis que les autorités coloniales s'illusionnaient, comme aveuglées par le soleil algérien, les nuages s'accumulaient et la colère, le ressentiment, préparaient pour la France des lendemains qui n'allait pas chanter... ■

Pierre Antilogus

Le débat

Mais qui donc avait les pieds noirs ?

L'origine du mot, encore disputée, est révélatrice des bouleversements de la colonisation. Longtemps, les historiens ont avancé que ces «pieds noirs» faisaient d'abord référence aux militaires français arrivés en Algérie, en 1830, en raison de la couleur de leurs bottes. Sauf que cette hypothèse ne repose sur rien, selon l'historien Guy Pervillé, spécialiste de l'Algérie coloniale. Deuxième interprétation avancée par les historiens, sans doute plus probable : il s'agirait d'un terme dépréciatif apparu au début du XX^e siècle et ayant désigné les Algériens autochtones.

En 1934, à Alger, l'hebdomadaire *La Défense* publiait, par exemple, des injures racistes appliquées aux «indigènes» : «bicot» y jouxtait «pied noir», expression pointant la saleté des pieds, signe de misère et de travaux difficiles. Mais comment en est-elle venue alors à qualifier les Français d'Algérie ? C'est au lendemain de l'insurrection de novembre 1954 que le terme désigna les rapatriés d'Afrique du Nord. Une façon dédaigneuse de les assimiler aux autochtones algériens et pourtant reprise à leur compte, plus tard, par les pieds-noirs eux-mêmes... ■

Anne Daubrée

3 vies 3 destins

UN DÉRACINÉ EN QUÊTE D'UNE VIE MEILLEURE. UN PETIT-FILS DE COLONS NÉ SUR PLACE. UN RELIGIEUX ARRIVÉ SEULEMENT TRENTE ANS APRÈS LA CONQUÊTE : PORTRAIT DE TROIS «FRANÇAIS D'ALGÉRIE» DONT LES PARCOURS RACONTENT L'HISTOIRE.

Arsène Flühr DE L'ESPOIR À LA DÉSILLUSION

L'Alsacien Arsène Flühr est dans la force de l'âge, marié, père de famille, quand en 1871 l'Alsace et la Lorraine passent sous domination allemande. Comme 120 000 Français des départements annexés, Arsène, affligé, décide de partir vivre ailleurs, non pas dans le département voisin des Vosges, ni même à Paris, mais dans un territoire éloigné qu'on peine à conquérir et à peupler : l'Algérie. Des terres prises aux indigènes sont distribuées là-bas aux colons, entre autres aux Alsaciens et aux Lorrains déracinés, auxquels le gouvernement promet toute sa «patriotique tendresse». Arsène Flühr dépose une demande auprès d'une commission spéciale, qui siège à Belfort, et se voit attribuer une concession d'une trentaine d'hectares, plantée d'oliviers, de figuiers, de tabac, dans le Constantinois. Le 15 janvier 1873, c'est le grand départ avec femme et enfants. Hélas, sur place, à la Robertsau – les colons ont baptisé ainsi leur village, du nom d'un quartier de Strasbourg –, immédiatement les déceptions s'enchaînent. Seul un quart des terres est de bonne qualité. Les lots sont trop distants

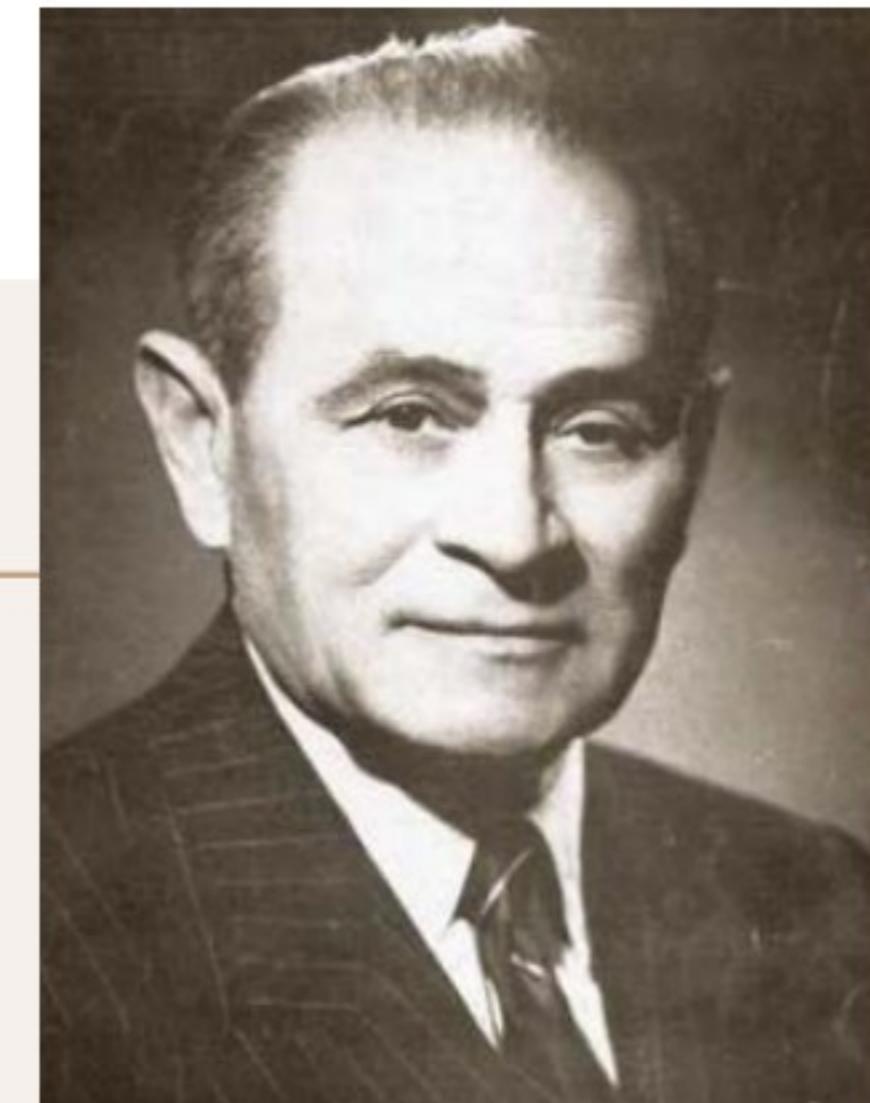
les uns des autres, la chaleur étouffante, le travail harassant. Le matériel promis par la France, charrue, herse, n'arrive pas. Les quelques bovins octroyés sont faibles et tombent malades. Certains habitants du coin volent les nouveaux venus. Des insurrections éclatent dans la région, suivies d'une meurtrière épidémie de choléra. Dans un ouvrage saisissant, *Attaquer la terre et le soleil*, l'écrivain Mathieu Belezi décrit ce mal affreux : «Des gens sont morts sans même comprendre ce qui leur arrivait. Ils sortaient de leur maison (...), faisaient dix, vingt pas (...) puis tombaient pris de vomissements, de diarrhées, et mourraient environnés de mouches.» Pour Arsène Flühr, c'est le coup de grâce. Après cinq ans d'efforts infructueux, ruiné, il jette l'éponge et rentre chez lui avec les siens. Il mourra en janvier 1879 dans sa bourgade natale d'Alsace où il se sentait sans doute, malgré la mainmise allemande, davantage chez lui que dans les terres lointaines et indomptées d'Algérie. Ses descendants ont créé, en Alsace, une marque de cosmétiques de luxe. Son nom ? Monsieur Arsène. ■ P. A.

Amédée Froger

CELUI QU'IL FALLAIT FAIRE TAIRE

Vendredi 28 décembre 1956, rue Michelet, au cœur d'Alger. L'homme qui s'avance est Amédée Froger, un acteur important de la vie politique algérienne. Âgé de 74 ans, avec une allure de père tranquille, ce partisan déterminé de l'Algérie française est l'espoir et le porte-voix des «pieds-noirs», comme on appelle désormais les descendants d'Européens qui ont fait souche en Algérie. Ses propres grands-

parents, des Bretons, s'y sont installés dès 1836, lui-même y est né, à Philippeville (aujourd'hui Skikda), en 1882. Durant la Grande Guerre, Froger quitte son cabinet de juriste et combat comme soldat et pilote. Blessé deux fois, abattu dans son biplan au nord de Paris, il s'en sort avec trois mois de coma, la Croix de Guerre, la Légion d'Honneur – et une carte d'invalidé à 75 %. Pour autant, son patriotisme, sa volonté d'être utile sont intacts. Généreux, ouvert à tous, remarquable orateur, Amédée Froger a la fibre sociale, il croit au bien commun, à l'intégration heureuse de tous les Algériens dans une France réconciliée. Installé à Boufarik, ville symbole de la colonisation française, il en est élu conseiller municipal en 1922, maire en 1925 – il le restera



CDHA

jusqu'à sa mort –, député à l'Assemblée algérienne en 1948... Viscéralement attaché à sa terre natale, Froger se cabre, au milieu des années 1950, quand des politiques commencent à parler d'indépendance. De toute son influence, considérable, il se lance dans le combat pour que l'Algérie reste française. Ce vendredi 28 décembre, le maire de Boufarik est abattu de plusieurs balles par le FLN. Le lendemain, pour ses obsèques, 8000 Européens se pressent au cimetière de Saint-Eugène. ■ P.A.

Clément Rodier

L'INVENTEUR DE LA CLÉMENTINE

Dans les vastes vergers de l'orphelinat des Petits Frères de l'Annonciation, à Misserghin, près d'Oran, en octobre 1902, le docteur Louis Charles Trabut, botaniste de renom, s'émerveille de voir tant de fruits magnifiques et variés. Il s'arrête alors devant un mandarinier aux fruits d'aspect étrange, plus petits que d'ordinaire. «Cet arbre est-il malade ?» demande-t-il. Le moine qui le guide répond : «Pas du tout, c'est une nouveauté du père Clément, notre directeur des cultures.»

Ce dernier, un Auvergnat dont le vrai nom est Vital Rodier (1839-1904), n'a cessé d'introduire des arbres fruitiers en Algérie depuis son arrivée dans la colonie en 1859. Le docteur Trabut comprend qu'il a devant lui un croisement unique d'oranger et de mandarinier. Dans son rapport, il rebaptisera «clémentine» ce fruit exquis, qui, depuis, a conquis le monde. La tombe du père Clément, à Misserghin, fut couverte de gazon après l'indépendance, mais les restes du religieux ont été transférés dans un couvent de la ville. ■ P.A.

LA MISSION CIVILISATRICE





Trois quarts de siècle après le débarquement français à Sidi-Ferruch (ou Sidi-Fredj) de juin 1830, la conquête se poursuit. En ce début du XX^e siècle, une compagnie méhariste saharienne – unité de l'armée utilisant des dromadaires pour contrôler les régions du Sahara – fait halte dans une oasis, sans rencontrer de résistance de la part des Bédouins (*Le Petit Journal*, 5 août 1906).

L'histoire par les vainqueurs

À partir des années 1870, les revues populaires mettent en valeur la présence de la France à travers des illustrations mêlant héroïsme et paternalisme. En l'absence de photographies, ce sont ces images qui ont façonné l'imaginaire colonial.

Frédéric Granier

LES RÊVERIES ÉROTISANTES



Une femme danse dans un costume typique de l'Atlas algérien et des hauts plateaux. À partir des années 1890, le regard colonial porté sur les Algériennes évolue : les poses provocantes remplacent peu à peu les représentations folkloriques. La figure de l'Ouled Naïl – danseuse liée à la tribu éponyme, qui revendique une ascendance arabe – est souvent associée aux mœurs légères et à la prostitution. Elle se diffuse en Occident et alimente les fantasmes exotiques (*Le Petit Voyageur illustré*, 1900).

Le 31 octobre 1896, au cours d'une opération topographique, le lieutenant français Auguste Collot, accompagné d'auxiliaires berbères, est tué par les Châambas, une confédération de tribus arabes du nord du Sahara. La France honore ses «martyrs» : une stèle sera dédiée au soldat tombé au champ d'honneur à 25 ans (*Le Pèlerin*, 1896).

CC1 / Bridgeman Images



LES SACRIFIÉS DE LA COLONISATION



Collection Grégoire / Bridgeman Images

LE FANTASME DES UNIONS MIXTES



Une femme européenne se tient au côté d'un chef arabe, qu'elle a épousé (*Le Petit Journal*, 1899). En réalité, dans une société coloniale fortement ségréguée, les unions mixtes – par exemple celle, en 1871, de la jeune Aurélie Picard et du cheikh Tidjani, qu'elle a rencontré à Bordeaux – demeurent très rares. Certains récits, teintés d'orientalisme, évoquent des Arabes épousant des Blanches, mais ils relèvent en général du mythe colonial ou de la fiction exotique.

TOUS RALLIÉS À MARIANNE



Bridgeman Images

En décembre 1847,
l'émir Abdelkader rendait les armes
face au duc d'Aumale.
Soixante ans plus tard, cette gravure
cherche à montrer que,
sans renier la mémoire de celui
qui les a unis, les chefs algériens
sont désormais pleinement
fidèles à Marianne, incarnation
de la République française
(*Le Petit Journal*, 15 décembre 1907).

LA SOUMISSION DES INDIGÈNES



Dans le sud algérien, la djemaa (l'autorité locale) de Charrouin (ou Charouine) se soumet aux Français et demande l'aman : la protection et la miséricorde. Ce geste marque non seulement la reconnaissance de l'autorité coloniale (en réalité, sous la contrainte), mais aussi le début de la dissolution des structures tribales, démantelées au profit d'un ordre administratif imposé (Le Petit Parisien, 1901).

Grob / Kharbine / LA COLLECTION

LA CIVILISATION FACE AUX «BARBARES»



Corbis via Getty Images

La révolte éclate dans le village d'Aïn Torki, rebaptisé Margueritte, situé à une centaine de kilomètres au sud-ouest d'Alger. Cinq Français seront tués et plusieurs autres blessés. Sur cette gravure, une institutrice tente de protéger sa classe mixte face aux assauts des insurgés (*Le Petit Parisien*, 1901).

LES GRANDS OUBLIÉS

de l'opération Dragoon

En août 1944, les Alliés débarquèrent en Provence. Parmi eux, l'armée B, composée majoritairement d'«indigènes», ressortissants colonisés d'Afrique du Nord et subsaharienne, et de pieds-noirs – les Européens d'Algérie. Des soldats largement ignorés après la victoire.



En cette chaude soirée du 14 août 1944, Radio Londres délivra d'étranges «messages personnels» à la Résistance française : «*Gaby va se coucher dans l'herbe... Nancy a le torticolis... Le chasseur est affamé...*» Cette fois, aucun doute : après la Normandie en juin 1944, les Alliés allaient de nouveau débarquer en France, cette fois-ci en Provence. L'opération, initialement nommée Anvil, puis rebaptisée Dragoon, se révéla l'une des plus colossales offensives interarmes de la Seconde Guerre mondiale : 350000 soldats alliés embarqués sur 2000 navires, appuyés par 3600 avions, avec parmi eux, une armée française, dite «armée B». Cette armada, le soir du 15 août, parvint à établir une solide tête de pont, du cap Nègre, près du Lavandou, à Saint-

Raphaël. Churchill s'était opposé à ce projet qui, selon lui, empêcherait les Alliés de percer le front italien pour déboucher sur l'Europe centrale avant l'Armée rouge. Mais les Américains tenaient à «soulager» le débarquement en Normandie du 6 juin, et contrôler les ports clés de Marseille et de Toulon.

Pour le Comité français de libération nationale (CFLN), dirigé par le général de Gaulle, s'y greffait un enjeu politique : faire libérer la France par des forces françaises. Ainsi les Américains constituèrent-ils les premières opérations aériennes, terrestres, navales et aéroportées du 15 août, mais c'est l'armée B, sous le commandement du général Jean de Lattre de Tassigny, qui libéra le sol provençal, dès le lendemain.

Mais qu'était cette nouvelle armée française au juste ? Pour de Gaulle, il était essentiel de reforger «l'épée» de la France, brisée en 1940 ●

En août 1944, dans le golfe de Tarente (Italie), les troupes de l'armée B embarquent sur un chaland LCT, direction la Provence.



Ces troupes étaient hétérogènes, les postes occupés et les soldes aussi



16 août 1944. Les troupes du 3^e régiment de tirailleurs algériens ont quitté la plage de la Foux, dans le golfe de Saint-Tropez, où ils viennent de débarquer. Empruntant la RN 559, ils s'acheminent vers leur lieu de rassemblement près de Cogolin (Var).

► par la Wehrmacht. Pour ce faire, on mit à contribution l'empire colonial, définitivement coupé de Vichy depuis le débarquement allié en Afrique du Nord en 1942. Sur les 230000 hommes de l'armée B, 120000 étaient donc d'origine dite «indigène». Principalement nord-africaine : musulmans algériens (dont un certain sergeant Ahmed Ben Bella, l'un des futurs pères de l'indépendance algérienne), marocains, tunisiens, mais aussi ressortissants d'Afrique noire. S'y joignaient 110000 Européens : 84000 pieds-noirs (Européens d'Algérie), et des Français libres ralliés à de Gaulle depuis 1940, autrement dit 20000 hommes environ qui avaient fui la métropole

après 1940 pour se réfugier au Maghreb. Forte de sept divisions, l'armée B comptait notamment la 3^e division d'infanterie algérienne, en majorité formée de pieds-noirs et d'Algériens, dont l'emblème représentait une statuette, la *Victoire de Cirta*, découverte en 1855 à Constantine, et qui était considérée par les généraux comme la digne héritière de la fameuse Legio III Augusta, la légion romaine d'Afrique du Nord. Mais ces troupes hétérogènes connaissaient de flagrantes disparités : les Européens, pieds-noirs inclus, touchaient les meilleures soldes et ils servaient souvent à des postes de commandement, par exemple



Autre inconnu / ECPAD / Défense (x2)

Le général de Lattre de Tassigny, commandant de l'armée B, à bord du paquebot MS *Batory*, entre le 10 et le 16 août 1944.

dans les blindés, le génie et l'artillerie, tandis que les «indigènes», sous-payés, servaient notamment dans l'infanterie.

À pied d'œuvre sur le littoral provençal le 16 août 1944, cette armée B française (rebaptisée 1^{re} armée le mois suivant) mena de main de maître l'opération Dragoon. Du cap Nègre à Saint-Raphaël, en passant par Saint-Tropez, toutes les villes de la côte varoise furent libérées du joug allemand avec l'aide des Américains et de la Résistance. La Wehrmacht avait bien tenté de dresser un mur méditerranéen, comme celui de l'Atlantique, mais en vain. Mieux, l'armée emmenée par le général de Lattre

de Tassigny libéra le port de Toulon, le 27 août, puis celui de Marseille le lendemain, bien en avance sur les plans, au prix de 5000 tués, blessés et disparus. Après ce succès provençal, l'armée B remonta ensuite vers Lyon et Dijon, avant d'atteindre les Vosges à la mi-septembre.

Progressivement, les soldats d'Afrique noire furent retirés du front européen, officiellement parce que le haut commandement les jugeait inaptes aux rigueurs hivernales, mais aussi parce qu'il envisageait de les redéployer en Asie, face aux Japonais. Maghrébins et pieds-noirs, eux, restèrent jusqu'à la victoire sur l'Allemagne, en 1945, puis furent remerciés et sommés de retourner dans les colonies. Les pieds-noirs, il est vrai, se heurtaient à de nombreuses situations tendues, notamment lorsque l'armée B incorpora plusieurs milliers de résistants, qui les soupçonnaient souvent de pétainisme – penchant pourtant plus discret depuis le débarquement allié en Afrique du Nord, en novembre 1942. Puis vint la gloire pour les hauts gradés, et rapidement l'oubli pour ceux venus des colonies.... Le débarquement de Provence, lui, fut vite ravalé à une opération secondaire, voire inutile. La mémoire nationale allait privilégier le rôle joué par la Résistance dans la libération de la France.

Une mémoire tronquée, dans le tourment de la décolonisation

Facteurs aggravants, plus tard, l'association des anciens de la 1^{re} armée prit la défense de l'empire colonial puis se rallia, non sans divisions internes, à l'Algérie française, sous l'influence de ses sociétaires pieds-noirs. La décolonisation éclata les mémoires et freina la reconnaissance du sacrifice des soldats «indigènes» des colonies, qui perdirent le plus de soldats et dont les pensions restèrent longtemps inférieures à celles de leurs camarades métropolitains et pieds-noirs, inégalité corrigée au début du XXI^e siècle. Une évolution que reflète le cinéma : le film *Tabor* (1954), racontait l'épopée des goumiers marocains sous l'angle glorificateur des officiers blancs. Il fallut attendre *Indigènes* (2006) pour donner aux soldats maghrébins une place centrale. Quant au cas des pieds-noirs, il reste largement ignoré. Aujourd'hui, les récentes tensions avec Alger compliquent les commémorations du débarquement de Provence. L'année dernière, pour les 80 ans de l'opération Dragoon, l'Algérie a brillé par son absence. La fraternité d'armes ne survit pas toujours à la géopolitique. ■

Nicolas Bernard

Dans l'objectif de Jules Imbert

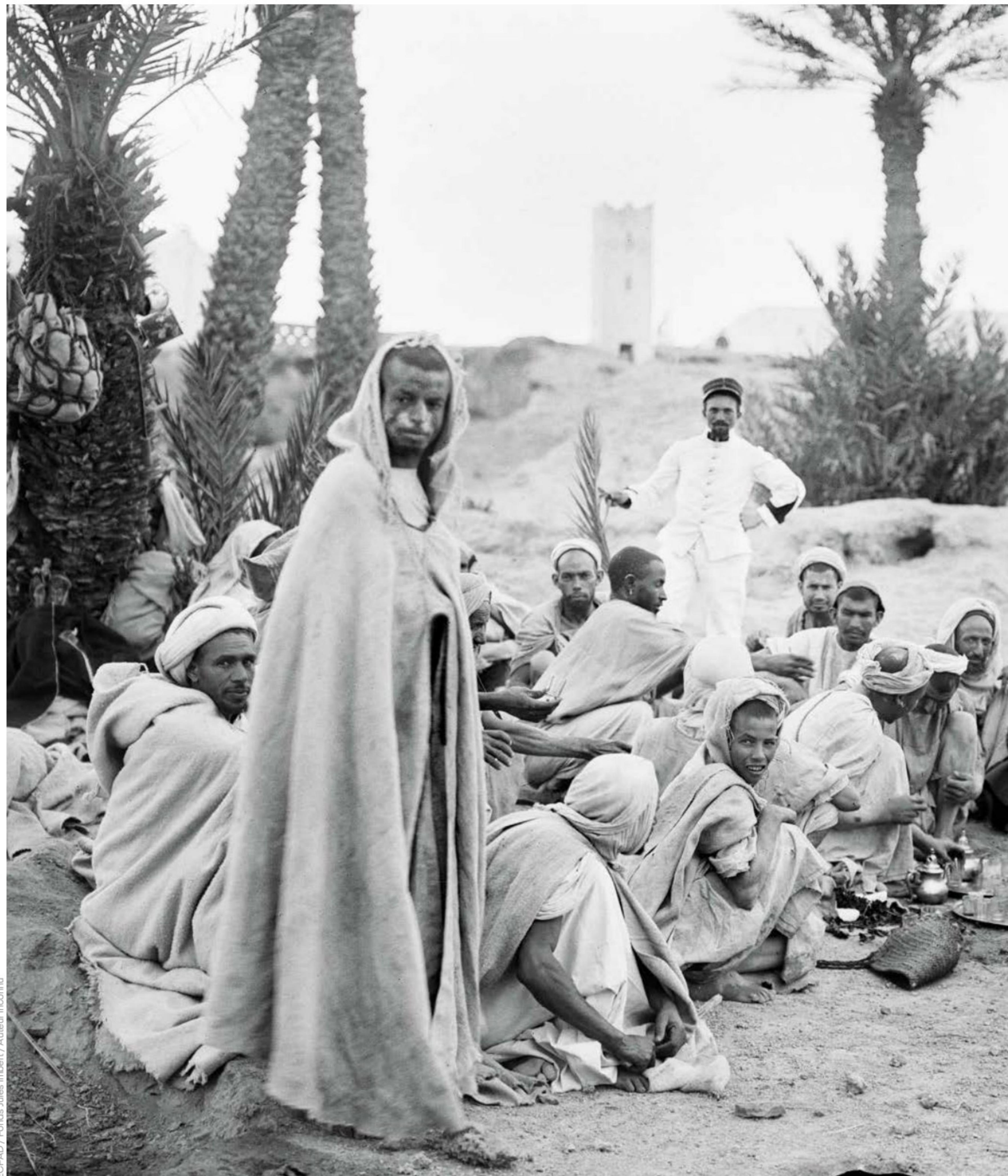


En 1910 à Aïn Sefra, dans le sud, Jules Imbert (à g.) partage avec deux soldats algériens un moment convivial chez un officier français et sa femme. A droite, l'enfant assis est-il un esclave ? Les historiens affirment que l'esclavage, illégal, a perduré jusqu'au début du XX^e siècle en Algérie...



De 1905 à 1916, ce militaire français, né en 1877 à Cherbourg, documente, via des clichés où lui-même apparaît parfois, la vie en Algérie au gré de ses affectations au sein de l'artillerie. Un témoignage précieux sur la colonie alors divisée en départements – Constantine, Alger, Oran – et en «territoires du Sud».

DAVID PEYRAT



EOPAD / Fonds Jules Imbert / Auteur inconnu



En 1908, Jules imbert, en uniforme du Premier bataillon d'infanterie légère d'Afrique, se fait photographier partageant le thé avec les paysans d'une palmeraie, à Béni-Ounif de Figuig (territoires du Sud), commune saharienne proche de la frontière marocaine. Fondée en 1902 par les Français, cette ville-garnison abrite alors 2 000 Européens.

De 1913 à 1914, Jules Imbert est affecté à Sétif, dans le département de Constantine (nord-est). Il prend nombre de clichés de cette ville conquise en 1838. Ici, la fontaine de la place d'Aïn El Fouara, surmontée d'une statue de nymphe, sculptée par un Français en 1898. Symbole de la colonisation, elle a connu quatre actes de vandalisme entre 1997 et 2025.





ECPAD / Fonds Jules Imbert / Jules Imbert



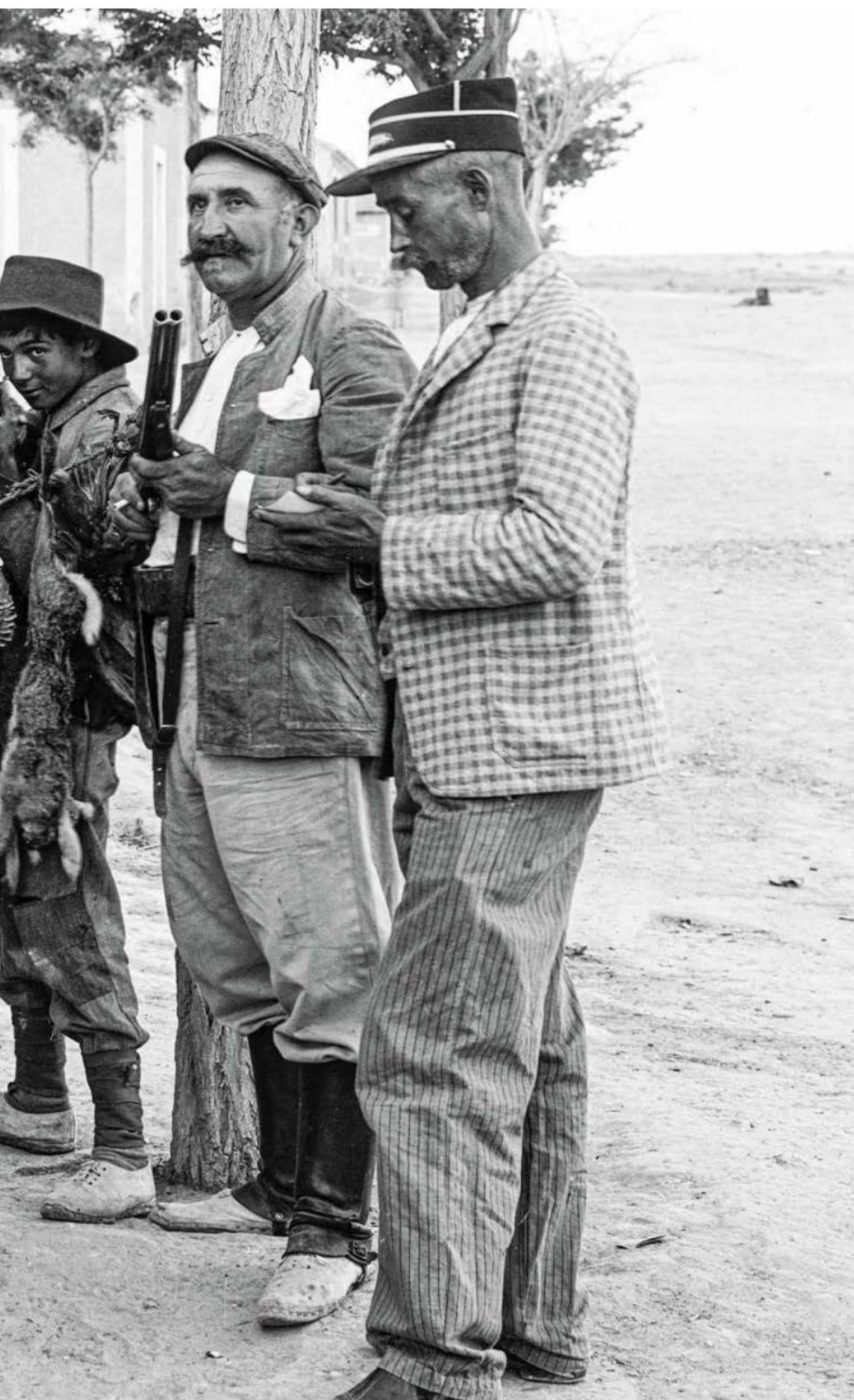
ECPAD / Fonds Jules Imbert / Jules Imbert



En 1916, alors que l'Europe est en guerre, notre artilleur est envoyé à Ksar Sbahi, dans le Constantinois, où il immortalise ce paysage aride. On y voit une ferme et son bétail appartenant à des colons. À cette époque, aucun service photographique officiel des Armées n'existe encore, mais Jules Imbert se fait le témoin de cette Algérie rurale.



EOPAD / Fonds Jules Imbert / Jules Imbert



Sitôt débarqué en Algérie en 1905, Jules Imbert effectue des portraits de familles, de militaires et de civils, et photographie la vie quotidienne des habitants, français notamment. Ici, un groupe de chasseurs qui exhibent leurs trophées – et leurs fusils – devant son objectif. Gibier le plus courant à l'époque : la perdrix gambra, présente en abondance.



ECPAD /Fonds Jules Imbert /Jules Imbert



Le folklore local fascine Jules Imbert. À Mascara, cité berbère du nord-ouest (département d'Oran), fief du chef de guerre Abd el-Kader lors de la conquête française de 1830, il prend sur le vif ces musiciens qui jouent et dansent au milieu de la foule, rue Victor-Hugo (aujourd'hui rue Zaghloul). Jules Imbert apprécie Mascara, où il emménage en 1911.



EOPAD / Fonds Jules Imbert / Jules Imbert



On pourrait se croire sur la terrasse d'un café des grands boulevards parisiens. Nous sommes pourtant bien en Algérie, à Constantine très exactement, où Jules Imbert (debout au milieu de la photo) pose au milieu d'Européens dans la brasserie de l'Étoile, située place de la Brèche. En 1914, cette métropole est l'une des plus occidentalisées de la colonie.



EOPAD / Fonds Jules Imbert / Jules Imbert



À l'époque, chaque Algérien est jugé selon sa loi, française, musulmane ou juive. En matière musulmane, le juge de paix, toujours un Français, est le juge de droit commun et il peut être assisté d'huisiers, greffiers et d'interprètes arabophones. Ce saisissant cliché, pris en 1915 à Aïn Beida, dans les Aurès (département de Constantine), montre le fonctionnement de cette justice de première instance.



Le 7 mars 1962, un militant de l'OAS gribouille un graffiti à la gloire de l'Organisation armée secrète et du général Salan, passé dans la clandestinité

Quand l'OAS divisait les pieds-noirs

Jusqu'où aller pour que l'Algérie reste française ?
Perçus comme des soutiens de l'Organisation armée
secrète, entité terroriste, les pieds-noirs
étaient en fait partagés sur la question de la violence.



Bettmann Archive / Getty Images

En ce 28 décembre 2022 se déroulent au crématorium d'Ajaccio les funérailles d'un certain Jean Biraud. Un «ancien combattant, officier de la Légion d'honneur» mort à l'âge de 93 ans, peut-on lire dans l'avis d'obsèques paru dans le quotidien *Corse-Matin*. Ce que ne mentionne évidemment pas l'annonce, c'est que le défunt avait été condamné à mort, par contumace, lors de l'un des procès tenus devant la Cour de sûreté de l'État pour juger les activistes de l'Organisation armée secrète (OAS), un groupe terroriste d'extrême droite qui défendit, dans un bain de sang, le maintien de l'Algérie au sein de la République française, en 1961 et 1962.

La présence à cette cérémonie d'une poignée de pieds-noirs nostalgiques de l'OAS serait de nature à conforter l'idée déjà bien ancrée selon laquelle les pieds-noirs ont soutenu, en bloc, ce mouvement. Or, s'il est exact que la plupart d'entre eux approuvaient l'Organisation, d'autres Français d'Algérie – tout aussi viscéralement attachés à leur terre natale – ne se sont pas reconnus dans l'idéologie de haine sanguinaire de l'OAS, et n'ont pas cautionné les atrocités commises. Certains pieds-noirs ont même résisté aux terroristes au prix de leur vie. À ce jour, un seul ouvrage a été entièrement dédié à la ➤

après l'échec du putsch onze mois plus tôt.



Reporters Associés / Gamma-Rapho via Getty Images

En mars 1962, alors que sont négociés les accords d'Évian, Alger vit au rythme des attentats. Sentant sa défaite proche, l'OAS entre dans une logique de terre brûlée.

● question, un essai pionnier, publié en 2014 par Bernard Zimmermann (*Les Résistances pieds-noires à l'OAS*, éd. L'Harmattan). Interrogé, l'auteur, aujourd'hui âgé de 85 ans, qui a lui-même vécu en Algérie jusqu'en juin 1962, déplore vivement les carences de la recherche historique sur le sujet.

Premier crime de l'Organisation, le meurtre d'un avocat pied-noir

«Après la parution du livre, un témoin, demeurant dans le Var, qui a résisté à l'OAS et dont j'ai reproduit le récit, a été menacé de mort par téléphone...», dit-il. Une attaque possiblement venue d'une frange de l'extrême droite soucieuse de préserver la fable de l'unanimité pied-noir. Bernard Zimmermann poursuit : «Les résistances

pied-noires sont un tabou qui perdure. Même le colloque international sur l'Algérie coloniale, à l'Institut de monde arabe à Paris, en mars dernier, n'a pas évoqué la question». Pour comprendre ce silence, il faut remonter le temps. Durant les deux dernières années de cette guerre, en 1961 et 1962, la marche vers l'indépendance était d'autant plus inéluctable que le général de Gaulle, chef de l'État, s'était rallié progressivement à cette perspective. Laquelle révulsait le million de pieds-noirs que comptait alors l'Algérie, forte de 9 millions d'habitants. Début 1961, deux d'entre eux, Pierre Lagaillarde et Jean-Jacques Susini, créèrent l'OAS à Madrid.

Le but de cette organisation qui finit par fédérer différents groupuscules et tendances de l'ultranationalisme ? Lutter contre les indépendan-



tistes et maintenir, par tous les moyens, l'Algérie dans le giron de la France. Ce programme séduisait évidemment la majorité des pieds-noirs en leur redonnant l'espoir de demeurer dans ce pays qu'ils considéraient, bien plus que la métropole, comme leur patrie. L'Organisation, fondée officiellement en février 1961, entra en scène dès le 25 janvier. Ce jour-là, à Alger, deux activistes poignardèrent à mort l'avocat catholique Pierre Popie. En se prononçant à la télévision en faveur de l'indépendance, le juriste avait signé son arrêt de mort. Il fut la première victime d'une guerre franco-française qui allait ensanglanter l'Algérie mais aussi la métropole.

Après lui, bien d'autres Européens favorables à la décolonisation ou simplement opposés aux actions sanguinaires de l'OAS furent assassinés. Suite à l'échec cuisant du putsch mené par quatre généraux le 22 avril 1961 à Alger, les attentats s'enchaînèrent à une cadence qui donne le tournis. En quelques jours, l'OAS fit sauter des dizaines de pains de plastic, explosions que les pieds-noirs appelaient les *stroungas* et dont ils saluaient les effets par des concerts de casseroles aux balcons. Le «record» fut atteint le 5 mars 1962 quand Alger subit 120 plasticages en deux heures ! Une «opération rock and roll», fanfaronna l'OAS. L'Organisation ne se contentait pas de commettre ce type d'attentats, elle piégeait aussi des voitures, mitraillait à tout-va, lynchait et se livrait à des «ratonnades», actions brutales

et assassinats contre les musulmans. Son bras armé, les commandos Delta, eux, étaient spécialisés dans les «ops», les opérations ponctuelles. Un euphémisme pour désigner les assassinats ciblés destinés à éliminer les pieds-noirs accusés de mollesse, de traîtrise ou de collaboration avec le Front de libération nationale (FLN). Au total, selon l'historienne Anne-Marie Duranton-Cabrol, autrice de *L'OAS, la peur et la violence* (éd. André-Versaille, 2012), 269 pieds-noirs furent assassinés par l'OAS et plus de 1000 autres blessés entre janvier 1961 et avril 1962.

Militants de gauche, syndicalistes et catholiques s'opposent à l'OAS

Mais combien de pieds-noirs ont-ils désaprouvé ces campagnes de terreur ? Impossible de le savoir avec précision, faute de statistiques précises. Seules des estimations permettent d'entrevoir l'ampleur du phénomène. Pour la seule région d'Oran (deuxième ville d'Algérie en population mais première pour le nombre de pieds-noirs), le général Henri de Pouilly, commandant le corps d'armée de la zone oranaise, jugeait à l'époque de la guerre que 90 % de la population pied-noire de la région d'Oran étaient favorables à l'OAS. Les 10 % restants représentaient environ 25000 personnes. En extrapolant à l'ensemble de l'Algérie, Bernard Zimmermann évalue à quelque 100000 le nombre d'opposants européens à l'OAS. Un chiffre identique à celui avancé par Jean-Jacques Susini, le cocréateur de l'OAS. Lorsque Rémi Kauffer l'interviewa, dans les années 1980, il affirma : «90 % de la population pied-noire [avait] des sympathies pour l'OAS» (cité dans *OAS, histoire d'une guerre franco-française*, éd. du Seuil, 2002). Conclusion de Bernard Zimmermann ? «La résistance pied-noire à l'OAS, pour minoritaire assurément qu'elle a été, a été moins négligeable numériquement qu'on la présente ordinairement».

Les premiers à s'opposer à l'OAS étaient des militants politiques de gauche, des syndicalistes et de nombreux catholiques, au premier rang desquels l'archevêque d'Alger, Mgr Léon-Étienne Duval, qui dénonça alors les actions terroristes de l'OAS. Haï par les ultras, le prélat fut rebaptisé «Mohammed Duval». Certains rêvaient de lui loger une balle dans la nuque mais l'OAS n'osa franchir le pas. Les activistes se contentèrent de badigeonner les portes de l'église ➤

L'OAS multipliait les plasticages et se livrait à d'abjectes «ratonnades»

Ceux qui étaient opposés
aux attentats étaient
terrés chez eux,
la peur au ventre, murés
dans le silence

► de Bab-el-Oued avec des excréments puis, plus tard de la plastiquer. Dans un tel climat, dénoncer les crimes était périlleux, d'autant que l'OAS quadrillait méticuleusement Alger et Oran où les pieds-noirs étaient très majoritaires. Pour surveiller cette population et s'assurer de sa loyauté, l'OAS mit en place un double contrôle «inspiré directement du système nazi», souligne Bernard Zimmermann. Une surveillance verticale dans les administrations et les entreprises et une autre, horizontale, dans les quartiers et les blocs d'immeubles. «Avoir l'œil sur tout et sur tout le monde. Tout savoir. Tout contrôler, tout ficher. La Gestapo quoi!» : ainsi s'exprimait, en 1984, Jacques Achard, un ex-responsable OAS interrogé par Rémi Kauffer. Les pieds-noirs suspects étaient classés en différentes catégories selon qu'ils méritaient «avertissement, sanction ou élimination», raconte Bernard Zimmermann.

Les agents de l'OAS étaient donc présents partout. Dans l'antichambre du délégué général du gouvernement, qui avait la haute-main sur l'administration civile, comme dans les services de renseignements et surtout dans les commissariats de police en Algérie où nombre de fonctionnaires étaient de mèche. J'étais «sûr de tout... sauf de mes hommes», confiait Jacques Aubert, directeur de la Sûreté en Algérie, à Rémi Kauffer. Les opposants à l'OAS devaient aussi se méfier des commerçants, des coiffeurs et des cafetiers qui jouaient les délateurs. Athanase Georgopoulos, le patron du Grand Café Riche, célèbre établissement d'Oran, était aussi l'un des chefs locaux de l'OAS. Une ville que l'Organisation avait divisé en huit «collines» aux mains de quelque 500 activistes munis d'armes de guerre. Quant à Alger, l'OAS y disposait d'un volume équivalent d'hommes, dont une centaine de tueurs groupés au sein des redoutables commandos Delta. Dans le viseur de l'Organisation, il y avait



Gamma-Keystone via Getty Images

JEAN-JACQUES SUSINI (1933-2017)

Jugé en 1960 pour insurrection lors du procès dit «des Barricades» (photo ci-contre), il rejoint Pierre Lagaillarde à Madrid pour fonder l'OAS en janvier 1961 et devient l'idéologue du mouvement, supervisant la propagande et la coordination des réseaux à Alger. Condamné à mort en 1962 par contumace, il sera gracié six ans plus tard.

les policiers restés fidèles à la République mais aussi les cheminots, les gaziers et les électriciens. Sans oublier les dentistes et les médecins. Tous suspectés d'aider le FLN. Jean-Marie Larribère fut ainsi victime, en avril 1962, d'un attentat. La clinique de ce médecin et militant communiste fut entièrement détruite mais lui en réchappa miraculeusement. D'autres eurent moins de chance, tel le pharmacien algérois Claude Michel, abattu dans son officine parce qu'il voulait protéger son préparateur musulman menacé de mort. Les pieds-noirs opposés à l'OAS vivaient la peur au ventre, terrés chez eux et surtout murés dans le silence. Se taire ou faire semblant, quelles que soient les circonstances, telle était la règle pour survivre. Ceux qui n'en pouvaient plus tentaient de se réfugier en France. Encore fallait-il obtenir un «visa». Non pas des autorités régulières mais de l'OAS qui considérait que



Le 2 novembre 1957, Monseigneur Duval, archevêque d'Alger, dirige une cérémonie à la mémoire des membres des forces du maintien de l'ordre tombés en Algérie et des civils victimes de leur fidélité à la France. Jugé trop proche des Algériens, il est surnommé «Mohammed Duval» par les ultras.

chaque départ affaiblissait sa cause. Dans la pratique, les pieds-noirs devaient obtenir une autorisation auprès d'un représentant de l'Organisation dans leur immeuble ou leur quartier. Pour tromper la vigilance des sbires de l'OAS, certains quittaient leur domicile en laissant tout ouvert... Même les déménagements étaient soumis à autorisation et, à l'été 1961, les départs en vacances vers la métropole furent interdits. Les indociles étaient menacés jusqu'aux abords des zones d'embarquement où les compagnies maritimes et aériennes étaient elles-mêmes soumises aux pressions de l'OAS. Une trentaine d'attentats contre des récalcitrants furent dénombrés. Malgré les menaces, entre 20000 et 100000 pieds-noirs furent durant l'année 1961. L'un d'eux, Jean Sprecher, responsable syndical enseignant et partisan de l'indépendance, fila à La Seyne-sur-Mer. Des années plus tard, il confia à Bernard

Zimmermann : «N'ayant aucun moyen d'affronter l'OAS, nous n'avions plus qu'à tenter de lui échapper». Ceux qui restaient n'étaient pas tous, loin s'en faut, complices de l'OAS. Malgré les risques encourus, des formes de résistance virent le jour. Sur des panneaux, certains, faisant fi du danger, écrivaient : «Ni la valise ni le cercueil, le partage». Au péril de leur vie, des cheminots d'Oran rompirent le blocus imposé aux quartiers musulmans pour approvisionner les habitants en nourriture. Un dépositaire de presse de Sidi-Bel-Abbès enlevait et détruisait discrètement les tracts que l'OAS avait glissés dans les journaux. Des postiers, au moment de franchir en fourgon un barrage de l'OAS, prirent le temps de cacher leur collègue musulman dans un sac, le sauvant d'une mort certaine. D'autres s'opposèrent frontalement à l'Organisation, à l'image de Pascal Doriano, pilote d'Air Algérie, qui refusa de transporter le courrier des terroristes et le paya de sa vie.

À partir de 1962, la folie meurtrière provoque l'écoeurlement

Des instituteurs bravèrent les ordres de l'OAS qui leur interdisait de faire la classe aux enfants algériens. Des maîtres, qui passaient outre cette forme d'apartheid, furent abattus devant leurs élèves. Début 1962, la folie meurtrière de l'OAS commença à peser sur les consciences. Les exécutions gratuites de musulmans dans la rue puis le mitraillage d'appelés du contingent, tout juste sortis de l'adolescence, début mars, ne faisaient pas l'unanimité. Écoeurée, une grande partie des pieds-noirs finit par se détacher de l'OAS, qui se rendit responsable au total de la mort d'environ 2000 personnes en Algérie, dont plus de 1600 musulmans, auxquels il faut ajouter 61 morts en métropole.

Après la signature des accords d'Évian, le 18 mars 1962, l'OAS eut beau décréter l'insurrection générale, les pieds-noirs ne suivaient plus. En janvier 1963, après l'indépendance et le rapatriement, ils restaient 200000 en Algérie. Certains devaient encore s'organiser pour leur départ. D'autres restèrent quelques années de plus, par refus d'abandonner leurs terres et leur pays de naissance. Mais l'ampleur du nombre suggère aussi que les pieds-noirs n'étaient pas tous, loin s'en faut, les alliés de l'OAS. ■

Jean-Jacques Allevi

LE MASSACRE D'ORAN ANATOMIE



INA
De rares images du chaos de la journée du 5 juillet 1962 à Oran sont diffusées dans les actualités françaises, mais elles en édulcorent la gravité et restent

D'UNE TRAGÉDIE

LE JOUR OÙ L'ALGÉRIE FÊTE SON INDÉPENDANCE, DES CENTAINES D'EUROPÉENS SONT ASSASSINÉS. UN CHOC QUI SERA EFFACÉ DES MÉMOIRES.



En ce jeudi matin du 5 juillet 1962, le secteur de la Medina Jdida («ville nouvelle») d'Oran vibre de joie. Des milliers de manifestants venus des quartiers périphériques, majoritairement musulmans, se rassemblent pour célébrer l'indépendance de l'Algérie. Ils marchent vers le centre-ville, où vivent encore une centaine de milliers d'Européens, dont une très grande part de Français. Au sein d'un cortège hétéroclite, des femmes dansent au rythme des tambourins, des adolescents défilent en uniforme de scout, des *fellahs* («paysans») pieds nus circulent à dos de mulet, des hommes en vêtements traditionnels chantent des airs révolutionnaires. Tous convergent vers la mairie, où il est prévu que des membres de l'Armée de libération nationale (ALN), la branche armée du Front de libération nationale (FLN), hissent un drapeau algérien. Mais à mesure que la foule avance, l'atmosphère devient lourde.

La panique s'empare de la foule

Soudain, peu après 11 heures, des détonations se font entendre. Des hommes armés ouvrent le feu à leur tour : des militaires de l'ALN, des membres des Auxiliaires temporaires occasionnels (ATO, des groupes armés formés pour remplacer à terme la po-

lice française). Des sentinelles du 4^e régiment français de zouaves postées près de l'Opéra ripostent, et même certains civils algériens, visiblement armés. La panique s'empare de la foule. Des femmes courent, protégeant leurs enfants, des hommes se jettent à terre, d'autres fuient dans les rues adjacentes. Rapidement, la panique va dégénérer en une violence meurtrière.

Des civils armés de couteaux et de pistolets s'attaquent aux pieds-noirs croisés sur leur chemin. Ils sont vite rejoints par les ATO, qui participent aux lynchages, ainsi que par les patrouilles de l'ALN, qui tirent sur les façades et entrent dans les cafés où se réfugient les Européens. Partout, hommes, femmes et enfants sont raflés ou abattus sur place. Entre midi et 14 heures, la poste centrale est prise d'assaut. Des pillards profitent du chaos pour s'introduire chez des habitants terrorisés. Au Petit-Lac, un quartier du sud-est d'Oran, au moins une centaine d'Européens sont enlevés de force dans des camionnettes, lynchés, puis jetés dans des eaux marécageuses ou des fosses creusées à la hâte, avant d'être enterrés le lendemain par des bulldozers.

Soixante-trois ans plus tard, le nombre exact de victimes de ce jeudi noir reste controversé. Le bilan officiel algérien évoque 101 morts – dont 76 musulmans et 25 Européens. Les récits pieds-noirs quant à eux

évasives sur les responsabilités supposées.



parlent d'au moins 2000 personnes assassinées. «En m'intéressant de près au sujet, j'ai été frappé par les nombreuses rumeurs qui circulaient sur le bilan humain», confie l'historien Jean Monneret, qui a travaillé durant vingt ans sur le massacre d'Oran avant de publier *La Tragédie dissimulée* (éd. Michalon, 2006). En croisant témoignages de survivants, documents de la Croix-Rouge et archives militaires, lui et son confrère Jean-Jacques Jordi estiment à environ 700 le nombre de morts européens. À cela s'ajoute une centaine de victimes musulmanes, pillards exécutés sommairement ou pro-Français assassinés. Un massacre.

Le FLN a-t-il donné l'ordre de tirer?

Pour comprendre la tension qui a mené à cette tuerie, il faut saisir ce qui faisait la singularité d'Oran jusqu'au début des années 1960 : son cosmopolitisme. Sa position géographique, au bord de la mer et près de l'Espagne, en faisait la ville la plus internationale d'Algérie, avec 51 % de non-musulmans en 1959. Ce contingent européen explique la forte activité locale, à partir de 1961, du FLN comme de l'Organisation armée secrète (OAS), deux groupes enfermés dans un cycle infernal de représailles. Le 5 juillet 1962, alors que les Algériens célèbrent l'indépendance – qui doit être proclamée dans l'après-midi pour coïncider avec la date de capitulation du dey Hussein en 1830 – la ville sort d'une année d'attentats et de violences, et les tensions sont alors à leur comble. Ne manque plus qu'une étincelle...

Qui est responsable de l'appel à manifester qui débouchera sur le massacre ? Un message du Gouvernement provisoire de la Révolution algérienne (GPRA) encourageant les rassemblements a certes été diffusé la veille par Radio-Alger, mais la plupart des historiens estiment que la manifestation n'aurait pas eu lieu sans le soutien du FLN. Quant à l'origine des tirs qui ont provoqué la panique initiale, elle est sujette à débats. Pour le général français

Joseph Katz, commandant de la division d'Oran, il s'agirait de l'OAS, censée pourtant avoir quitté la ville quelques jours auparavant. Le capitaine Si Bakhti, chef du FLN d'Oran, accuse, lui, des dissidents de son propre parti. Mais pour l'historien Jean-François Paya, c'est bien la direction du FLN qui aurait donné l'ordre, dans le but de précipiter l'exode des Européens, discréditer le GPRA,

LE JOUR DE FÊTE SE TRANSFORME EN SANGLANT RÉGLEMENT DE COMPTES

perçu comme faible et inefficace, et justifier l'entrée des troupes armées de l'ALN dans la ville. «Cette interprétation manque de preuves, souligne l'historien Guy Pervillé (auteur d'*Oran, 5 juillet 1962. Leçon d'histoire sur un massacre*, éd. Tallandier, 2014). La responsabilité algérienne semble probable, mais il est impossible de savoir si les tireurs étaient des dissidents ou des exécutants d'ordres supérieurs.»

Tous s'accordent en revanche sur la passivité de l'armée française ce jour-là. Ils sont 18000 soldats à Oran, mais peu interviennent pour protéger leurs compatriotes. Les tirs de riposte des zouaves depuis l'opéra et l'intervention musclée d'une unité d'élite à la gare ne sont possibles que parce que ces troupes sont déjà postées près des bâtiments publics. Ailleurs, les unités



Collection Gregoire / Bridgeman Images

Au lendemain de la tragédie, *L'Aurore*, comme l'ensemble de la presse, évoque prudemment la mort d'Européens, mais aussi de musulmans, manière d'empêcher les velléités de vengeance. Il s'agit aussi d'éviter de montrer que le gouvernement français n'a pas su faire preuve d'anticipation.



Jean-Pierre Biot / ParisMatch / Scoop

ont interdiction d'agir et sont sommées, à deux reprises en fin de matinée, de rester en place.

Les récits des survivants seront occultés

Seuls quelques courageux officiers désobéissent, tels ceux du 2^e régiment de zouaves du capitaine Croguennec au commissariat central, les fusiliers marins de Mers el-Kebir au tribunal et les chasseurs à pied de l'officier musulman Rabah Khelif à la préfecture, qui ont empêché l'arrestation arbitraire d'Européens et leur mort certaine. Ce n'est qu'à 14 h 20 que la gendarmerie mobile reçoit l'ordre de déployer ses escadrons, soit plus de trois heures après les premiers tirs. Pourquoi une telle défaill-

lance ? Parce que le général Katz a appliqué les consignes : n'intervenir qu'à proximité des casernes ou en cas de légitime défense, et attendre l'appel du FLN pour agir. «*De Gaulle voulait à tout prix éviter que l'armée se confronte à l'ALN, ce qui aurait relancé la guerre*», explique Guy Pervillé.

Embarrassées, les autorités françaises minimiseront longtemps l'ampleur du massacre, et la tragédie d'Oran contribuera à donner aux pieds-noirs le sentiment d'avoir été abandonnés. Les médias ne prendront guère au sérieux leurs récits et les synthèses historiques produites par d'anciens Français d'Algérie, jugés biaisés. Il faudra attendre la déclassification des archives en 1992 pour que les historiens puissent enfin tra-

Ceux-là ont eu la vie sauve...
Quelque 400 Européens remontent la rue, escortés par la police. Ils étaient retenus prisonniers par les ATO (auxiliaires de l'armée algérienne), avant qu'un capitaine d'un détachement de zouaves ne parvienne à les libérer.

vailler avec des sources fiables. Le rapport sur la mémoire rédigé en 2021 par l'historien Benjamin Stora, à la demande de la présidence de la République, insiste sur la nécessité de reconnaître officiellement ce drame pour apaiser les esprits et favoriser un dialogue sincère entre la France et l'Algérie. Le chemin est encore long... ■

Marc Ouahnon

Le viol, cette arme de guerre

L'effet d'une bombe. La confession de Louisette Ighilahriz, dans les colonnes du journal *Le Monde*, en l'an 2000, suscita une émotion nationale. Arrêtée en 1957 et torturée au siège de la 10^e division parachutiste du général Massu, à Alger, cette ancienne indépendantiste algérienne du FLN – qui avait 20 ans à l'époque – avouait avoir subi de nombreux viols. «*J'étais allongée nue. Ils pouvaient venir une, deux ou trois fois par jour.*» Consternée, la France s'interrogea alors sur le sujet des viols commis durant la guerre d'Algérie. Car Louisette, bien sûr, n'était pas la seule. D'autres femmes ont, depuis, témoigné. Des femmes doublement victimes car violées par des soldats français, puis mises au ban de la société algérienne, pour laquelle le viol est considéré comme un déshonneur. Ce fut ainsi le cas de Toumia Laribi, alias Baya el-Kahla, ancienne membre du FLN-ALN (Front de libération nationale-Armée de libération nationale). Arrêtée en 1956, elle subit au palais Klein, à Alger, un viol collectif des parachutistes. Puis fut violentée par leur capitaine, Jean Graziani, déjà bourreau de Louisette. «*Le viol correspond à une pratique de répression, utilisé autant comme moyen d'obtenir des renseignements que pour terroriser la population*», explique l'historien Tramor Quemeneur, chargé de la mémoire coloniale et de la guerre d'Algérie à l'Élysée, et auteur de *Vivre en Algérie* (éd. Nouveau Monde, 2022).

Dans l'ancienne colonie, le viol – commis aussi bien sur des hommes que sur des femmes – devint une arme de guerre. Aux supplices de la «gégène» (générateur électrique utilisé comme

Comme dans toutes les guerres, le viol a été maintes fois utilisé contre les populations en Algérie, en particulier par des militaires français. Depuis une vingtaine d'années, des témoignages surgissent, dévoilant l'ampleur d'un crime resté très longtemps tabou.

instrument de torture), de la noyade dans une baignoire et de la pendaison, s'ajouta celui dit de «la bouteille». Un sévice qui consistait à asseoir le malheureux nu, sur un goulot, tandis que des soldats appuyaient de toutes leurs forces sur ses épaules... Contactée, l'historienne Claire Mauss-Copeaux, autrice de *Hadjira, la ferme Ameziane et au-delà...* (éd. Les Chemins du présent, 2017), évoque deux photos prises à Constantine, en 1957. Sur la première, un homme avant le viol. Sur la seconde, le même après... «*On voit encore un soldat qui tient la bouteille*», soupire-t-elle. Et que dire de ces chiens dressés pour violer des prisonniers, comme dans le sordide camp de Ksar Ettir, près de Sétif...

À partir de 1957, le viol devint massif...

Les viols perpétrés par les militaires français devinrent massifs après l'octroi, en 1957, des pleins pouvoirs aux parachutistes du général Massu, et s'intensifièrent lors des opérations du plan Challe (1959-1960) destinées à éradiquer l'Armée de libération nationale (ALN). Au-delà des agressions sexuelles dans des centres d'interro-

gatoire, comme dans la villa Sésini, à Alger, c'était une pratique courante lors d'opérations menées dans des villages. «*Un matin, j'ai reçu une photo prise par un parachutiste, en 1957, raconte Claire Mauss-Copeaux. On y voyait un militaire tenant un cigneau dans ses bras. Derrière l'image, une légende était écrite : «Le sergent caresse les cigognes et viole les moulèkères»* [terme péjoratif pour désigner les femmes maghrébines]. Cela faisait froid dans le dos.»

Dès qu'une enquête pour viol était lancée, les gendarmes concluaient à un non-lieu. «*Ces affaires étaient toutes étouffées*, insiste l'historienne. Dans l'une d'elles, un officier qui avait porté plainte contre des soldats violeurs a même été accusé de faux témoignage.» Alors comment faire voler en éclats une telle omerta ? En France, des universitaires d'origine algérienne se penchent désormais sur le sujet, comme Ghania Mehalla qui a consacré, en 2022, son mémoire de master à l'université Paris-VIII à une enquête sur les exactions sexuelles commises pendant la guerre dans sa région natale de Grande Kabylie. Notamment dans les villages de Mira et



En 1961, cette vieille femme algérienne vient se plaindre que sa fille a été violée par des militaires français, à Taguedit, en Kabylie. Nombre d'affaires de viols ont été étouffées par les autorités.

d'Abizar, près de Tizi Ouzou. «Les femmes ont accepté de me parler car elles me connaissaient, explique-t-elle. Au moment d'évoquer concrètement ces viols, elles me racontaient l'histoire d'une "autre femme", mais c'était la leur, car aujourd'hui encore, en Algérie, une femme violée apporte le déshonneur sur la famille.»

Rien n'arrêtait ces hommes

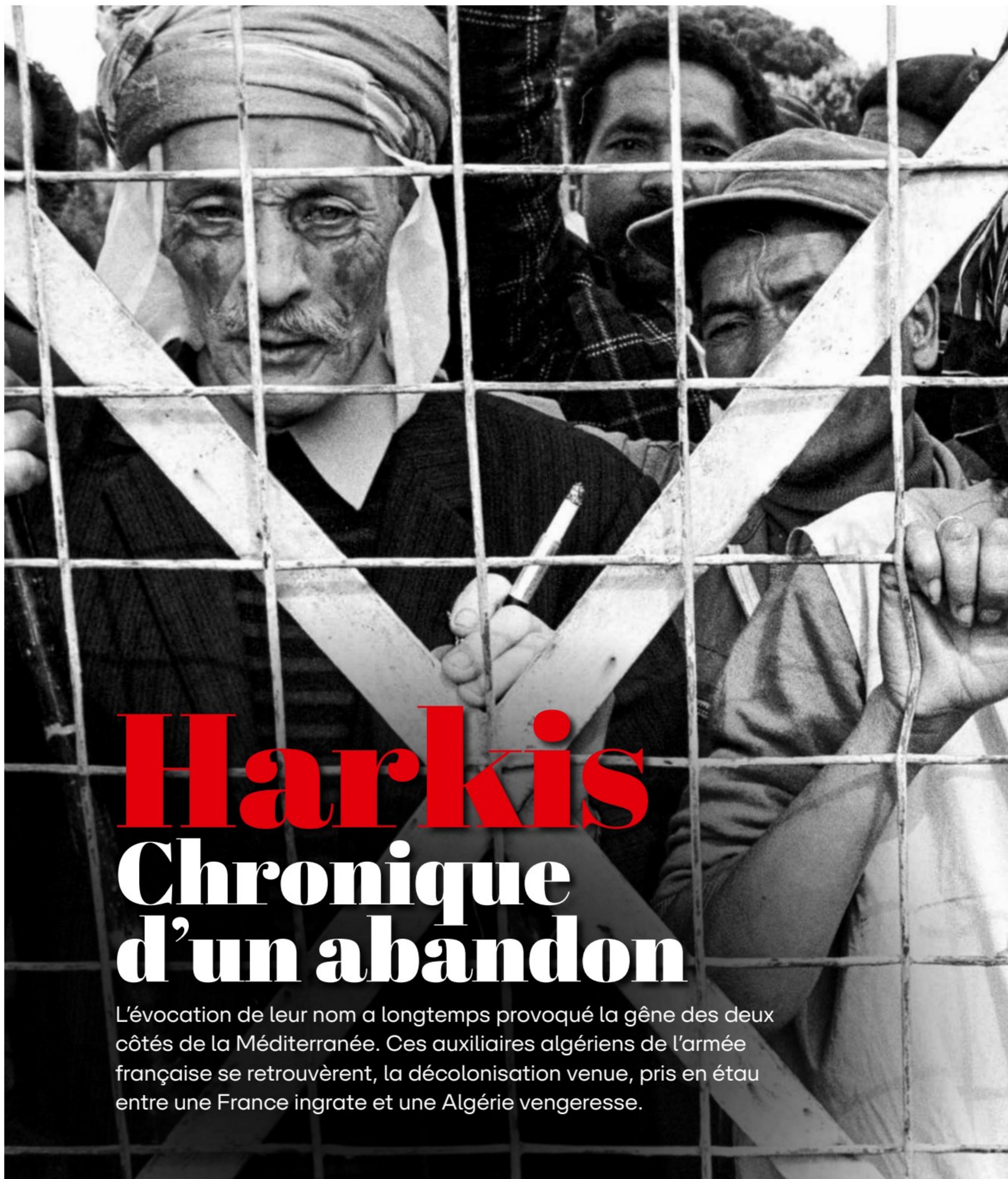
Pour dégoûter les parachutistes, les Algériennes se couvraient le visage d'excréments. Mais rien n'arrêtait les violeurs. Ghania Mehalla relate le cas d'une jeune femme, tombée enceinte à la suite d'un viol, qui a étouffé son bébé à la naissance. «Si le bébé n'existe pas, le viol n'existe pas», explique-t-elle. Après la guerre, certains militaires tentèrent de témoigner pour se libérer l'esprit. En vain. Ces exactions n'intéressaient plus personne. Il fallait oublier l'Algérie.

Les viols durant le conflit algérien furent-ils uniquement le fait de l'armée française ? Que sait-on de ceux commis par des Algériens sur des hariks ou des Européens ? «Ils sont moins documentés, souligne Claire Mauss-Copeaux. D'une part, parce que le gouvernement algérien a toujours refusé d'ouvrir le dossier des viols qui restent tabous. D'autre part car certains récits de pieds-noirs se sont révélés faux, comme l'affaire des femmes enceintes éventrées lors des massacres du 20 août 1955 dans le Constantinois.»

Et aussi parce que, conclut Tramor Quemeneur, «pour l'Algérie, revenir sur cette guerre, c'est aussi interroger sa propre histoire... et notamment la guerre civile qui, à partir de 1991, fut le théâtre d'innombrables viols». Le tabou est donc loin d'être brisé. ■

Véronique Pierron

Marc Garanger / Aurimages



Harkis

Chronique d'un abandon

L'évocation de leur nom a longtemps provoqué la gêne des deux côtés de la Méditerranée. Ces auxiliaires algériens de l'armée française se retrouvèrent, la décolonisation venue, pris en étau entre une France ingrate et une Algérie vengeresse.



Michelle de Rouville / ParisMatch / Scoop

Ces hommes et femmes harkis de tous âges manifestent en juin 1975 contre les conditions de vie déplorables qui leur sont réservées dans le «camp de transit» de Saint-Maurice-l'Ardoise, à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard). Le camp sera fermé l'année suivante.

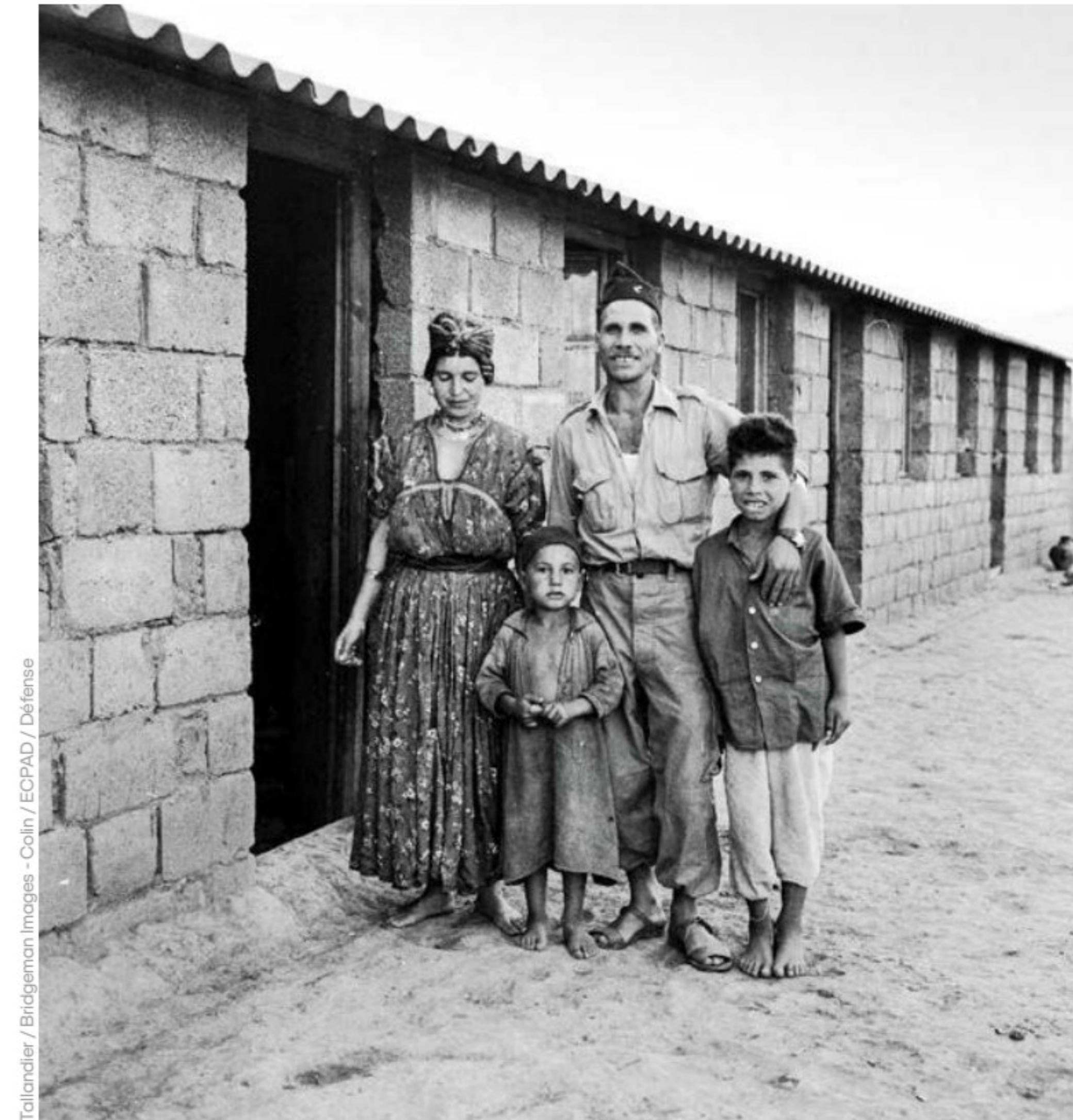
À partir de 1956, des milliers d'Algériens travaillèrent pour l'armée française. Certains venaient de familles ayant combattu lors des deux guerres mondiales.



Ils étaient soldats, mais aussi cuistots, maçons, chauffeurs...

Un passé qui ne passe pas... L'expression a été popularisée en France à propos de la collaboration avec l'Allemagne nazie, objet de violentes polémiques. Elle qualifie aussi fort bien la guerre d'Algérie et ses blessures mal cautérisées, à la différence près que nombre de ses protagonistes sont encore vivants. Parmi eux, les harkis, cette population algérienne embrigadée plus ou moins volontairement dans l'armée française et dont le destin tragique ajoute au passif entre la France et l'Algérie. Sans signe d'apaisement à leur sujet d'une rive de la Méditerranée à l'autre. «*Loin de s'effacer, le traumatisme harki a prospéré de génération en génération*», constate l'historien spécialiste Benjamin Stora (auteur d'un rapport intitulé *La Mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie*, remis au président Em a vérité sur ce qui s'est passé après la signature des accords de paix d'Évian en 1962 et l'envie de savoir si les choses auraient pu tourner autrement sont toujours aussi grands». Tabou partagé ? Benjamin Stora réfute le mot, préférant évoquer une «guerre de mémoire» entre les deux pays au sujet de ces soldats perdus et de leurs descendants.

À l'origine, le mot *harki* désigne en arabe le membre d'une *harka*, c'est-à-dire une unité d'auxiliaires, tels ceux employés par l'armée française à partir de 1956. Puis le terme a fini



Ce harki de la 3^e compagnie du 1^{er} bataillon du 1^{er} régiment d'infanterie de marine (zone Est d'Alger), pose en 1959 avec sa famille, devant chez lui.

par englober l'ensemble des 180000 à 250000 «Français de souche nord-africaine», comme on disait alors, musulmans, ayant aidé les militaires français pendant la guerre d'Algérie. Des soldats mais aussi des cuistots, des maçons, des chauffeurs recrutés en masse pour tenir le pays et démontrer la faible représentativité des indépendantistes du FLN (Front de libération nationale). Pour nombre d'entre eux, ce lien avec la France remontait aux origines de la colonisation au début des années 1830. Dans certaines familles, on s'était battu pour la «mère patrie» lors des deux guerres mondiales. L'attachement aux couleurs s'y révélait profond. Le 18 mars 1962, les accords d'Évian, qui mirent fin à la guerre d'Algérie, cherchèrent implicitement à protéger les harkis en stipulant que nul ne ➤

La gauche les voyait comme des traîtres, l'extrême droite comme des martyrs

➤ pourrait être sanctionné, discriminé, empêché de quitter l'Algérie ou d'y retourner suite à ses actions durant les «événements». Paris a-t-il péché par naïveté en croyant que ce principe serait respecté ? Ou a-t-il lâchement abandonné les harkis au sort atroce qui les attendait ? Le 3 avril 1962, lors d'une réunion du Comité des affaires algériennes, de Gaulle les avait qualifiés de «*magma qui n'a servi à rien et dont il faut se débarrasser sans délai*». Aujourd'hui, le Général concentre les reproches. Sa volonté de tourner la page coloniale coûte que coûte, sa crainte de propager les tensions dans l'Hexagone, ses doutes quant à l'assimilation des musulmans ont pu l'amener à détourner le regard des vengeances prévisibles.

Ceux qui restèrent en Algérie vécurent un enfer

Sur place, nombreux étaient les officiers français qui s'offusquaient de voir leurs troupes indigènes désarmées, congédiées et renvoyées cavalièrement dans leurs pénates. S'exposant au courroux du gouvernement qui voulait limiter l'afflux dans l'hexagone des familles des seuls supplétifs dont la sécurité lui apparaissait véritablement menacée (entre 30000 et 50000 individus), certains organisèrent des filières d'exfiltration. De 25000 à 40000 harkis fuirent ainsi l'Algérie au risque d'être refoulés. À compter du départ de l'armée française, en juillet 1962, ils vécurent l'enfer : des factions du FLN et des civils s'en prirent à ceux restés sur place qui n'avaient pas pu se cacher. Des rumeurs effrayantes sur le nombre de victimes se répandirent. Paris protesta en vain. On évoquait 150000 morts. Un chiffre encore invérifiable aujourd'hui, même si les historiens s'accordent plutôt sur 60000 à 80000. Le terme de massacre n'apparaît en rien exagéré.

Et ceux qui purent traverser la Méditerranée ? Disséminés sur le territoire métropolitain (si possible à l'écart de la diaspora pro-FLN), souvent logés dans des bâtiments de fortune, des camps de transit ceints de barbelés, des hameaux de

forestage qui non seulement les marginalisaient mais les exposaient au froid et aux maladies, les réfugiés harkis durent quémander la nationalité française devant un juge d'instance. Et se trouvèrent rapidement entraînés dans une bataille idéologique. Les sympathisants de l'OAS (organisation clandestine d'extrême droite en faveur de l'Algérie française, lire l'article «Quand l'OAS divisait les pieds-noirs») les érigaient en martyrs héroïques. La gauche, favorable à l'indépendance, les fustigeait comme des traîtres. Finalement dessillée par des intellectuels comme Pierre Vidal-Naquet et Jean Daniel, elle a fait, depuis, son aggiornamento. Quant à la droite, elle aurait voulu ne plus en entendre parler. En 2001, dans la foulée tardive du mea culpa des ministres gaullistes Pierre Messmer et Michel Debré, le président Jacques Chirac s'est publiquement désolé que la France n'ait «*pas su empêcher* les massacres de harkis. Sous son septennat, en 1999, la République reconnut aussi officiellement le terme de «guerre d'Algérie», après des années de déni. Finalement, le 23 février 2022, une loi dite «de reconnaissance et de réparation», prévoyant divers hommages et indemnisations, a été promulguée sous l'égide d'Emmanuel Macron. Le 20 septembre 2021, le Président avait regretté qu'«*après la guerre d'Algérie, la France [ait] manqué à ses devoirs envers les harkis, leurs femmes, leurs enfants*» et leur avait solennellement demandé pardon.

Côté algérien, on continue à faire la sourde oreille sur la question des harkis, considérés comme un problème hexagonal. «*Il revient aux Français de se réconcilier avec leur histoire*», ironisait en 2020 l'historien Abdelmadjid ➤



Gamma-Keystone via Getty Images

Déracinée, cette famille fait ses premiers pas en juillet 1962 dans un monde inconnu, la métropole. Haïs en Algérie, méprisés en France, les harkis seront rejetés de toute part.

«150 000 harkis morts pour la France», clament ces manifestants à Paris en 1997, en référence aux victimes des représailles orchestrées par le gouvernement d'Alger après 1962.

● Chikhi, alors conseiller du président Tebboune. Et pourtant, le sujet constitue un indéniable angle mort de l'histoire nationale. Contre toute évidence, le catéchisme patriotique a tenté dès le départ d'en masquer les crimes et les contradictions. Un exemple ? Le 3 juin 1963, le président Ben Bella déclarait : «Nous avons pardonné aux anciens harkis. Leurs assassins seront arrêtés et exécutés». Il n'en fut rien. Humiliés, persécutés, emprisonnés voire suppliciés, les Algériens partisans de la France et leur famille qui n'avaient pas pu – ou pas voulu – fuir ont été mis au ban dès l'indépendance.

L'Algérie et ses trous de mémoire

Ils n'ont jamais été déchus de leur nationalité, mais ont été privés de tout droit civique. Et ceux qui sont partis en France ne sont toujours pas les bienvenus en Algérie. Convié à Paris en 2000, le président Abdelaziz Bouteflika déclara regretter les «erreurs» de 1962, mais persista à assimiler les harkis aux collaborateurs sous l'Occupation. Une absurdité anachronique pour Benjamin Stora : «Vichy, c'est quatre ans. La France en Algérie, c'est cent-trente-deux ans et un million d'Européens qui ont noué des liens intimes, quasi charnels, avec ce pays et sa population. Notre nation a profondément infusé dans la culture musulmane, notamment dans la paysannerie».

Bénéfice inattendu de la guerre civile algérienne des années 1990, l'historien décèle un tournant au terme de ce qu'on a appelé la décennie noire. «Longtemps, le récit officiel algérien n'a toléré qu'un seul héros : le peuple uni dans sa lutte pour contrer les colonisateurs. Désormais, les choses sont plus nuancées, des figures dissidentes sortent des oubliettes.» En pointillé, il est admis que se battre contre le FLN ne revenait pas forcément à se positionner contre l'Algérie. Que la concurrence féroce entre leaders indépendantistes les a conduits à ignorer, sinon



à encourager, les exactions. Et une nouvelle génération d'historiens algériens témoigne d'une volonté de comprendre les motivations des harkis : selon les cas, la francophilie familiale, mais aussi l'argent, l'ignorance, le déracinement, voire la coercition. Mais ces auteurs «sont surtout des chercheurs qui vivent à l'étranger», précise Benjamin Stora. En Algérie, le mode accusatoire est encore d'usage. Comme les descendants des pieds-noirs, les héritiers des harkis doivent composer avec ce que l'historien appelle de lancinants «trous de mémoire».

En France, l'acculturation de la plupart des harkis est telle qu'ils ne maîtrisent plus l'arabe. Dans un effort pour mieux se fondre dans la so-



Sidali Djenidi / Gamma-Rapho via Getty Images

ciété française, et marquer positivement leur singularité par rapport à leurs compatriotes pro-FLN, beaucoup ont donné des prénoms français à leurs enfants. Mais leur «ghettoïsation» initiale, leurs difficultés à accéder à un statut social et l'attitude hostile d'une partie de la population française les ont finalement amenés à vivre le même sort, peu enviable, que les autres Algériens immigrés. Des années plus tard, enfants et petits-enfants de harkis voudraient pouvoir retourner sur la terre de leurs parents. Une soif de vérité, une amertume persistante vis-à-vis de leur terre d'accueil et une indicible nostalgie les y invitent. Les autorités d'Alger, toujours pas. ■

Bertrand Rocher

Quand Dreux accueillait les premiers réfugiés harkis

Les années 1962 et 1963 marquèrent l'arrivée massive de harkis en France, mais certains étaient venus avant la fin du conflit : quelques familles, en péril immédiat, furent exfiltrées en catastrophe dès 1959. Dreux (Eure-et-Loire) fut l'un de leurs premiers «refuges». Quatre ans plus tard, la petite ville de 20 000 habitants se portait volontaire pour accueillir d'autres réfugiés en faisant miroiter des logements vacants dans le quartier Prod'homme – une cité d'urgence construite par Emmaüs – et la possibilité, pour les hommes, de travailler dans la proche usine Renault, située à Flins. Issus du même village de Kabylie, les 217 harkis venus à Dreux reconstituèrent ainsi leur communauté avec l'aide du général Maurice Faivre. Officier durant la guerre, ce dernier – comme nombre de gradés français – se sentait redevable à l'égard de ces hommes qui s'étaient battus sous son commandement et avaient été contraints de tout abandonner. Avec sa femme, il s'employa à faciliter leur intégration sur place, venant visiter «ses» harkis chaque week-end. Dans cette zone urbaine aux allures de ghetto misérable, la vie n'avait rien d'idyllique. D'autant que la population drouaise, méfiante, ne s'avérait pas des plus chaleureuses (au terme des élections de 1983, le Front national entra au conseil municipal, une première en France). Mais deux assistantes sociales dédiées aidèrent malgré tout les familles à s'insérer. Et à prospérer. Quinze ans plus tard, la communauté atteignait 1000 personnes, d'autres harkis rejoignant Dreux. La ville ne manque jamais, chaque 25 septembre, date choisie par la France pour célébrer la mémoire des harkis, de lui rendre hommage. ■

B. R.

Un aller sans retour

En 1962, des familles entières de pieds-noirs fuient l'Algérie dans l'urgence. Depuis les quais d'Alger jusqu'à l'arrivée chaotique à Marseille, les images racontent le douloureux déracinement, suivi de la reconstruction d'une communauté qui s'est longtemps sentie abandonnée.

Frédéric Granier



Il faut partir. Pour certains, c'est la fin d'une longue histoire familiale. Le 23 mai 1962, sur le port d'Alger, les futurs rapatriés patientent, le cœur lourd,



sous la protection de militaires en treillis, avant d'embarquer pour Marseille. On estime que 54 % des pieds-noirs sont rentrés par la mer.

LE DÉPART



La valise ou le cercueil ? Dans le port d'Alger, le 27 mai 1962, on rassemble les bagages avant l'embarquement pour la France. Entre janvier et avril 1962, 70 000 personnes vont être rapatriées, le mouvement s'accélérant jusqu'à la fin de l'année à mesure qu'il devient évident qu'il est trop dangereux de rester. L'absence de reconnaissance de leur communauté par le gouvernement algérien, les nationalisations des exploitations agricoles (à partir de 1963), la confiscation des biens considérés comme «vacants» – en violation des accords d'Évian — et les menaces d'épuration ethnique laissent peu de choix aux pieds-noirs.



Reporters Associés / Gamma-Rapho

En mai 1962, une jeune femme s'apprête à quitter son fiancé, l'un des 1,5 million d'appelés du contingent mobilisés depuis 1954. Il faudra attendre la date officielle de l'indépendance, le 5 juillet, pour que s'accélère le retrait des troupes. Seules resteront sur place jusqu'en 1967 des unités professionnelles chargées de sécuriser des zones sensibles, assurer la protection des civils et préserver les intérêts stratégiques, comme la base navale de Mers El-Kébir, près d'Oran.



Reporters Associés / Gamma-Rapho via Getty Images



Reporters Associés / Gamma-Rapho via Getty Images

En quittant Alger, une femme verse une larme. Plus jamais elle ne verra sa maison, sa rue, son quartier... Pour les pieds-noirs, la perte de l'Algérie est vécue comme «*un déracinement, une perte des repères matériels et affectifs*», selon les mots de l'historien Jean-Jacques Jordi. La détresse qui accompagne ce départ est aussi le fruit de sept années de guerre, longue période de tensions affectives et passionnelles.

L'ARRIVÉE



CCAMP / La Collection

À l'été 1962, à Marseille, un vieil homme est descendu du paquebot sur une civière. La ville, qui a déjà accueilli les réfugiés d'Indochine, du Maroc et de Tunisie, n'a pas mesuré l'ampleur de l'exode. Cette fois, les rapatriés se heurtent à l'hostilité du maire socialiste Gaston Defferre («*Qu'ils aillent se faire réadapter ailleurs*») et du parti communiste, qui les dépeint en exploiteurs capitalistes et racistes. Des banderoles «*Les pieds-noirs à la mer*» sont brandies par des dockers sous bannière de la CGT. L'historien Jean-Jacques Jordi estime qu'un quart des caisses seront pillées par les employés du port.



Gamma-Keystone via Getty Images

À leur arrivée le 20 juillet 1962, des rapatriés patientent dans l'un des centres d'accueil. Vont rejoindre la métropole au cours de l'année quelque 700 000 pieds-noirs, dont 450 000 s'installent à Marseille où ils doivent trouver un logement et du travail. Face à cet afflux massif, les pouvoirs publics débordés peinent à répondre aux besoins des arrivants. Seuls 90 000 pieds-noirs pourront finalement être pris en charge par les autorités de la ville.

LA VIE D'APRÈS

Entre avril et septembre 1962, 800 000 Français d'Algérie arrivent en métropole, alors que l'administration n'en prévoyait que 400 000 sur quatre ans. Pour les aider à faire valoir leurs droits et à trouver un travail, des cabines d'accueil sont installées, comme ici à Paris. Des bureaux de reclassement et des aides financières à l'embauche sont mis en place, et les agents publics rapatriés bénéficient d'un reclassement prioritaire. Mais ce sont surtout le plein emploi et le contexte économique favorable des Trente Glorieuses qui faciliteront leur intégration.

Keystone-France / Gamma-Rapho via Getty Images





AGIP / Bridgeman Images



Keystone-France / Gamma-Rapho via Getty Images



L'espoir d'un retour un jour en Algérie a d'abord retenu de nombreux pieds-noirs dans le Midi. Mais on estime qu'en 1964, 17 % d'entre eux se sont installés en région parisienne, notamment dans les immenses HLM de Sarcelles et de Garges-lès-Gonesse (à l'image de cette famille qui célèbre l'arrivée dans son nouvel appartement). La communauté, malgré un accueil initialement froid, voire hostile, s'adaptera rapidement à cette nouvelle vie.

À l'été 1962, en ville, on réquisitionne des hôtels et des logements collectifs. Ici, à Paris, une vingtaine de familles sont relogées au Sphinx, ex-maison close du boulevard Edgar-Quinet, détruite quelques mois plus tard. L'urgence contraint les autorités à trouver des habitations encore plus précaires pour certains, hangars portuaires, hameaux de forestage, camps et baraquements militaires. Les pieds-noirs y sont toutefois mieux lotis que les harkis, qui sont parqués à l'écart.



Ceux qui sont restés : le dernier tabou ?

Malgré les violences et intimidations, malgré les confiscations de biens, certains pieds-noirs ont choisi de continuer leur vie en Algérie.



Ni valise ni cercueil ? Mais qu'est-il arrivé aux pieds-noirs et aux harkis restés en Algérie après l'indépendance ? Comment certains ont-ils pu poursuivre leur vie là-bas ? La question demeure épidermique des deux côtés de la Méditerranée.

En 1997, Claude Brasseur campait Georges Montero, un pied-noir demeuré en Algérie dans *L'Autre côté de la mer*, le film de Dominique Cabrera. De passage dans l'Hexagone dans les années 1990, le héros s'en prenait vivement aux membres de sa famille partis en France trente ans plus tôt : «Qu'est-ce que vous croyez que c'est, l'Algérie ? C'est vous qui aviez peur ! Je suis très bien, moi, à Oran.»

Pour son long-métrage, la réalisatrice, elle-même fille de pieds-noirs, s'appuyait sur une réalité méconnue, celle de ces Français d'Algérie qui firent le pari de rester sur leur terre natale après l'indépendance. En 2012, le journaliste Pierre Daum leur a consacré une enquête, *Ni valise ni cercueil, les pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance* (Solin/Actes Sud). Son ouvrage battait en brèche l'idée, ressassée depuis plus d'un demi-siècle, selon laquelle l'unique alternative laissée aux Français d'Algérie en 1962 était le départ immédiat ou la mort certaine. «C'est l'OAS [Organisation armée secrète] qui a mis la pagaille !» confiait à l'auteur Céline Serra, 92 ans, rencontrée ➤

En 1967, à Annaba, M. Stella, propriétaire de quatre chalutiers, pose avec sa famille sur le port.

► à Alger en 2010. Après les accords d'Évian du 18 mars 1962, l'OAS, aux mains des «ultras» de l'Algérie française, se déchaîna en effet contre le Front de libération nationale (FLN) et la population civile musulmane. «Le cessez-le-feu fut immédiatement violé par l'OAS, qui provoqua délibérément par des attentats aveugles des représailles du FLN, afin de rendre inapplicables les accords d'Évian», écrit l'historien Guy Pervillé («Trente ans après : réflexions sur les accords d'Évian», *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1992). Cette funeste stratégie porta ses fruits : d'avril à juillet 1962, la population européenne fut la cible d'enlèvements de masse et d'exécutions collectives. L'exode massif des pieds-noirs eut lieu à ce moment-là. Pour Pierre Daum, l'OAS fut la première responsable de la panique générale. En se refusant à désavouer les exactions de l'organisation terroriste, explique-t-il, la communauté européenne d'Algérie s'aliéna la confiance des dirigeants de la révolution. En retour, ces derniers adoptèrent un ton antifrançais, à l'été 1962, en rupture avec l'esprit de conciliation affiché dans les accords d'Évian.

Qui a contraint les pieds-noirs à partir ? L'OAS ou le FLN ?

Cette analyse d'une rupture brutale, Guy Pervillé l'a contestée fermement : «En dépit des dénégations, les faits portent à croire que l'expulsion des pieds-noirs et l'appropriation de leurs biens comme butin de guerre furent le principal but inavoué de la révolution algérienne», écrit-il dans *Pour une histoire de la guerre d'Algérie* (Paris, Picard, 2002). De son côté, l'historienne Sylvie Thénault attribue l'animosité à l'égard des Français d'Algérie à une lutte d'influence au sein du FLN : «La guerre civile qui a opposé les partisans de l'état-major général dirigé par Boumériène et son allié Ben Bella à ceux du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) – le bras politique et gouvernemental du FLN – a débouché sur l'arrivée au pouvoir des premiers. Or, ils ont toujours été hostiles aux accords d'Évian et les ont sciemment bafoués.» («Massacre des harkis ou massacres de harkis ? Qu'en sait-on ?» dans F. Besnaci-Lancou et G. Manceron, *Les harkis dans la colonisation et ses suites*, L'Atelier, 2008).

Pourtant, malgré ce climat de défiance, environ 200000 pieds-noirs, soit le cinquième d'une population estimée à un million d'individus, décidèrent de rester en Algérie, explique Pierre Daum. Pourquoi ce choix ? Ces «irréductibles» obéissaient à des motivations diverses, allant de l'attachement au pays natal à l'empathie avec le combat indépendantiste, en passant par la peur de l'inconnu. Quelque 100000 Français d'Algérie quittèrent le pays entre 1963 et 1964, au lendemain de la nationalisation des terres agricoles et de l'adoption de la nouvelle Constitution établissant une distinction entre les citoyens musulmans et «les autres», cette dernière mesure étant, pour l'historien Benjamin Stora, à l'origine de la véritable cassure entre Européens et musulmans. Beaucoup, parmi les quelques milliers encore présents en Algérie, sautèrent le pas trente ans plus tard, au cours des années 1990, quand les convulsions de la guerre civile déchirèrent le pays. Ces «rapatriés de la dernière heure» n'eurent alors aucune difficulté administrative à s'établir de l'autre côté de la Méditerranée : la plupart d'entre eux avaient conservé la nationalité française.

Autre sujet à vif qui continue de hanter les mémoires : les harkis, mais aussi l'ensemble des supplétifs musulmans, ainsi que les militaires et civils arabes considérés comme pro-français. Sur un total d'environ 450000 personnes, entre 20000 et 40000 hommes

Durant les années 1990, les convulsions de la guerre civile poussent les derniers Européens à quitter le pays



Georges Melet / ParisMatch / Scoop

– hors femmes et enfants – purent gagner l’Hexagone, soit par le biais de l’armée française, soit par d’autres filières, durant la décennie qui suivit les accords d’Évian. Qu’advint-il des quelque 400000 autres restés en Algérie ? En France, les associations d’enfants de harkis évoquent la notion de «massacres», voire de «génocide». Selon la chronologie généralement retenue par les spécialistes, les violences contre les harkis débutèrent au printemps 1962, avec le cessez-le-feu, s’accrurent ensuite en juillet, avec l’indépendance, avant de refluer puis de reprendre en septembre et octobre, au moment où s’installa le pouvoir algérien. Le chiffre de 150000 victimes, longtemps avancé, est désormais réfuté par les historiens, à l’image de François-Xavier Hautreux

Ricco Zini a choisi de rester. En 1967, à Bab el-Oued, chaque dimanche, comme autrefois, ce grand mutilé de Verdun, décoré de la Légion d’honneur, descend la rue de Châteaudun en compagnie de son épouse, après la messe.

qui l'estime à des dizaines de milliers de morts. «Le nombre des victimes est inconnu, mais l'horreur de leur sort n'en est pas moins réelle», commente Guy Pervillé. Dans les mois, voire les années qui ont suivi l'indépendance, les violences à leur encontre prirent des formes diverses : tortures, emprisonnement, internement dans des camps, assignation aux travaux forcés...

Les harkis ayant échappé aux massacres resteront stigmatisés

Avec le temps, les brimades se sont transformées, comme le montre Pierre Daum dans *Le dernier tabou, les «harkis» restés en Algérie après l’indépendance*, (éd. Solin/Actes Sud, 2015). Dans l’Algérie contemporaine, où l’aide étatique est prépondérante et la *maârifa* (le piston) toute-puissante, les enfants de harkis se voient privés d’assistance. C’est le cas de Rachida Derouiche, 40 ans en 2012, stigmatisée durant son enfance en Kabylie, et qui a eu le plus grand mal à obtenir un poste malgré des études de vétérinaire : «Personne ne veut donner du travail à la fille d’un harki», confie-t-elle à Pierre Daum. Le gouvernement algérien continue d’éluder la question, évitant d’aborder le nombre de harkis comme leur degré d’implication : un silence qui s’inscrit dans la construction d’un roman national fondé sur le mythe d’un peuple uni derrière la cause de l’indépendance. Peu de chercheurs osent se pencher sur le sujet. «L’histoire des harkis n’est pas encore écrite, car la question se heurte à une occultation doublée d’amnésie», déplore l’historienne Karima Dirèche dans le rapport de la Commission nationale indépendante de reconnaissance et de réparation des préjudices subis par les harkis (CNIH), le 15 mai 2023. Tant que les mémoires continueront de s’affronter, ce défi n’est pas près de se réaliser.■

Christèle Dedeant



Tramor Quemeneur

Secrétaire général de la «Commission mémoires et vérité» (partie française) mise en place à la suite du rapport Stora, il est aussi chargé de cours à l'université et a codirigé le *Dictionnaire de la guerre d'Algérie* (éd. Bouquins, 2023).

“LA MÉMOIRE DE LA GUERRE MINE TOUJOURS LES RELATIONS ENTRE PARIS ET ALGER”

L'accès restreint aux archives en Algérie et les tensions politiques freinent encore la réconciliation. Mais pour l'historien Tramor Quemeneur, des avancées ouvrent malgré tout la voie à une histoire partagée, lucide et accessible, de cette guerre qui continue de hanter les mémoires.

GEO HISTOIRE : Pourquoi la guerre d'Algérie reste-t-elle un sujet tabou en France ?

Tramor Quemeneur : Ce n'est pas faute d'études d'historiens sur ce sujet, bien au contraire. Cela fait des décennies que les spécialistes s'y attellent. Le véritable blocage, c'est la transmission de ces connaissances vers l'ensemble de la société. Car ce conflit réveille des blessures profondes, trop souvent passées sous silence. Les générations qui ont vécu la guerre ont préféré ne pas en parler. Trop de douleur, trop de souvenirs enfouis... Ce silence, elles l'ont transféré, consciemment ou non, à leurs enfants. Une chape de non-dits s'est installée, laissant ces derniers seuls face à des traumatismes familiaux qu'ils ne comprenaient pas toujours. Entre 1954 et 1962, 1,5 million

d'appelés ont été envoyés en Algérie, de jeunes hommes plongés brutalement dans une violence à laquelle rien ne les avait préparés. Beaucoup ont gardé pour eux ce qu'ils avaient traversé, hurlant la nuit, hantés par des cauchemars que leurs proches ne pouvaient interpréter. Mais les choses bougent. Les petits-enfants, plus éloignés émotionnellement du conflit, osent poser des questions. Ils interrogent leurs grands-parents, souvent en fin de vie, et recueillent des récits longtemps tus. Ce dialogue intergénérationnel, timide mais croissant, fissure peu à peu le mur du silence, permettant une approche plus sereine et nuancée de cet héritage.

Cette mémoire douloureuse s'incarne particulièrement dans l'exode des pieds-noirs. Ont-ils été vraiment mal accueillis en France ?

Leur arrivée a été un choc réel : contraints de fuir précipitamment la terre de leur enfance, beaucoup se sont retrouvés brutalement déracinés, plongés en quelques semaines dans un déclassement social douloureux. Les plus âgés ont particulièrement souffert de ce bouleversement, alors que les jeunes ont parfois réussi à se reconstruire plus facilement. Face à l'ampleur et à l'urgence du rapatriement, le gouvernement français a été débordé, même si des aides pour le logement et l'emploi ont rapidement vu le jour : en 1962, environ 100 000 logements ont été attribués en priorité aux rapatriés. Ces dispositifs, bien qu'utiles, n'ont pas suffi à apaiser le sentiment d'abandon qui s'est enraciné chez les ➤

► pieds-noirs : pour beaucoup, l'exil reste une tragédie marquée par l'impression d'avoir été laissés pour compte, un traumatisme que les mesures d'urgence, bien réelles, n'ont pu effacer.

Les pieds-noirs ont-ils été stigmatisés ?

Oui bien sûr. Leur arrivée, bien plus massive que prévu – près d'un million de personnes au lieu des 300000 à 400000 attendus –, a provoqué un rejet dans la société française. Beaucoup leur ont fait porter la responsabilité de la guerre d'Algérie, ce qui a nourri une hostilité marquée, parfois teintée de racisme. Leur descente de bateau, leur accent, leur peau plus foncée et même leur odeur – conséquence des conditions éprouvantes de leur départ, parfois des jours entiers passés à attendre pour embarquer – ont servi de prétexte à moqueries et discriminations. Contrairement aux rapatriés d'Indochine, de Tunisie et du Maroc, qui étaient moins nombreux et mieux pris en charge, les pieds-noirs ont vécu une marginalisation brutale, presque mécanique. Ils ont donc souffert d'un double traumatisme : d'abord celui de l'exil et de la perte, puis celui du rejet dans une société censée être la leur, mais qui ne les attendait pas.

Ce rejet a-t-il été instrumentalisé politiquement ?

Il a pu être alimenté notamment par certains courants politiques de gauche, proches du Parti communiste ou des mouvements anticoloniaux. Dans cette vision caricaturale, les pieds-noirs étaient vus comme des colons privilégiés, coupables d'avoir «fait suer le burnous» [comprendre : d'avoir exploité des Algériens]. L'hostilité a parfois pris des formes violentes : à Marseille, en 1962, des dockers brandissaient des banderoles «Les pieds-noirs à la mer» et allaient jusqu'à tremper dans l'eau les conteneurs avec les effets personnels des rapatriés avant de les décharger. Mais plus encore que les discours politiques, c'est sur le terrain que les tensions ont éclaté – notamment avec les anciens appelés du contingent, qui leur en voulaient de les avoir entraînés dans une guerre qu'ils n'avaient pas choisie. Le ressentiment social, plus qu'idéologique, a creusé les fractures. Cela dit, tout n'a pas été rejet et violence : dans l'ombre, des élans de solidarité ont vu le jour. Les milieux catholiques sociaux, des associations, parfois même des militants anticolonialistes ont œuvré à faciliter leur intégration. Ces gestes généreux sont trop souvent oubliés, effacés par la mémoire collective qui n'a retenu que les tensions.

► LA MAJORITÉ DES ARCHIVES RESTÉES EN ALGÉRIE SONT INACCESIBLES ◄

Existe-t-il une identité pied-noire au-delà de l'exode ?

Oui, mais elle est plurielle. Il existe bel et bien un attachement commun aux racines, à l'Algérie d'avant 1962 et aux épreuves traversées. Cette mémoire partagée crée un lien, une forme d'identité, mais elle n'a rien d'uniforme. Sur le plan politique, par exemple, il n'y a jamais eu de bloc monolithique ou de «vote pied-noir» : les opinions sont multiples, parfois opposées. En revanche, dans le sud-est de la France, où une grande partie des rapatriés s'est installée, une identité plus affirmée a émergé, souvent marquée par une nostalgie tenace. Là, la mémoire s'est transmise presque sans filtre, parfois figée, comme un récit non digéré. Ailleurs – à Paris, en Bretagne, en Alsace ou dans le Nord – mêlés à d'autres réalités sociales, les pieds-noirs ont vu leur identité s'adoucir, se transformer. Elle s'est faite plus discrète, moins immédiate. Ce recul a permis à certains de tourner la page plus sereinement, sans pour autant oublier d'où ils venaient.

Le destin des harkis a-t-il été différent ?

Radicalement. Après les accords d'Évian, environ 70000 harkis – ces Algériens engagés aux côtés de l'armée française – ont été livrés à leur sort, abandonnés à des représailles sanglantes du FLN. Entre 20000 et 30000 ont pu être exfiltrés vers la France à partir de l'été 1962, parfois au prix de la désobéissance d'officiers qui avaient bravé les ordres pour leur sauver la vie. Mais ceux qui ont réussi à rejoindre la métropole n'étaient ni préparés ni intégrés. Considérés comme des étrangers, souvent analphabètes, musulmans dans un pays à majorité catholique, ils ont été relégués dans des camps d'accueil précaires, puis dans des hameaux forestiers, isolés au cœur des bois, coupés du reste de la société. Les enfants, eux, ont parfois pu accéder à l'école, mais au prix de discriminations constantes. Et tandis que les pieds-noirs ont bénéficié de dispositifs d'aide dès les années 1960, les



Keystone Press / Alamy Stock Photo

harkis ont attendu plus de trente ans avant qu'une politique spécifique ne voie le jour. Ce n'est que récemment, à partir de 2021, que la France, sous l'impulsion présidentielle, a commencé un travail de reconnaissance et de réparation.

Les archives militaires liées à la guerre d'Algérie ont été déclassifiées en 1992. Existe-t-il encore des documents sensibles gardés secrets en France ou en Algérie ?

Oui – mais pas de la même manière des deux côtés de la Méditerranée. En France, depuis la loi de 2008, seules les archives liées à la fabrication d'armes de destruction massive (nucléaires, chimiques et biologiques) restent inaccessibles pour des raisons de sécurité nationale. Pour le reste, les verrous ont sauté : la majorité des documents relatifs à la guerre d'Algérie sont désormais consultables, y compris les archives judiciaires, dont celles impliquant des mineurs condamnés à l'époque par des tribunaux militaires. Mais en

Une affiche placardée en métropole et en Algérie au moment des accords d'Évian, en mars 1962. Soixante-trois ans plus tard, la «paix» n'a toujours pas gagné les mémoires.

Algérie, c'est une autre affaire. Là-bas, l'accès aux archives demeure restreint. Les inventaires ne sont pas accessibles en ligne, et même les historiens algériens peinent à consulter les documents. C'est d'autant plus problématique que 70 à 80 % des archives coloniales françaises sont restées sur place après l'indépendance. Or sans ces sources, difficile de construire une histoire complète et équilibrée. Et il ne s'agit pas seulement de consulter les archives françaises : les documents produits par les Algériens eux-mêmes – ceux du FLN, de l'ALN, du Gouvernement provisoire de la République algérienne ou de la Fédération de France du FLN [*la branche du FLN chargée d'organiser la lutte pour l'indépendance en métropole entre 1954 et 1962*] – sont tout aussi cruciaux. Les rendre accessibles permettrait d'éclairer cette période sous toutes ses facettes, et d'approcher enfin une mémoire plus neutre, plus riche, plus partagée.

Pourquoi le gouvernement algérien s'oppose-t-il à la publication de ces archives ?

Cette réticence n'est pas unique à l'Algérie : partout dans le monde, les États hésitent à ouvrir certains dossiers, par crainte que des secrets embarrassants ou des vérités dérangeantes ne soient dévoilés. Il s'agit d'un réflexe classique du travail historique – la peur que la divulgation des documents ne déclenche des scandales ou ne remette en cause des récits bien établis. Pourtant, comme on l'a vu dans plusieurs anciens pays de l'Est, ouvrir les archives permet surtout d'enrichir notre compréhension de l'histoire, sans forcément bouleverser ses grandes lignes. D'un autre côté, cette résistance s'explique aussi par la nature profondément politique du récit officiel en Algérie autour de la guerre. Ce roman national, qui joue un rôle symbolique majeur dans la construction de l'identité du pays, n'est pas toujours objectif. Il sert des enjeux de pouvoir, et une ouverture totale des archives pourrait fragiliser ce discours, en révélant des nuances, des contradictions, ou des zones d'ombre que le gouvernement préférerait garder sous silence. ➤

Des manifestants se rassemblent à Paris pour défendre la liberté d'expression et exprimer leur soutien à Boualem Sansal. L'écrivain franco-algérien est incarcéré en Algérie depuis le 16 novembre 2024 pour avoir contesté les frontières issues de la colonisation.



Hervé Chatel / Hans Lucas

Quatre ans après la publication du rapport de Benjamin Stora en 2021 sur la mémoire de la guerre d'Algérie, quels en sont les principaux enseignements ?

Le rapport Stora avait une ambition claire : avancer pas à pas, avec des mesures concrètes. Et sur ce point, le bilan est plutôt positif. Sur les 22 préconisations, une quinzaine a été complètement ou en partie réalisée : reconnaissance de l'assassinat de l'avocat et militant Ali Boumendjel [torturé et exécuté par les parachutistes français en 1957, sa mort avait été maquillée en suicide] ; création de résidences d'artistes et de bourses pour les étudiants algériens ; édification de stèles et statues (notamment celle de l'émir Abd el-Kader à Amboise) ; reconnaissance, pardon et hommage aux harkis, aux pieds-noirs, aux Algériens de France et aux soldats français... Parfois, ce sont les petits gestes qui comptent plus que les grands discours. Ce rapport a provoqué des réactions fortes, comme celle du président algérien Abdelmadjid Tebboune, qui l'a jugé «non objectif», ce qui prouve en fin de compte qu'il dérange et qu'il est utile. Le travail doit continuer, pour faire progresser à la fois la société et les gouvernements sur les questions sensibles de mémoire.

Quels défis se posent aux historiens aujourd'hui ?

La commission mixte d'historiens, créée en 2022 et à laquelle j'appartiens, se concentre sur un enjeu majeur : les archives. Il est indispensable de les rendre accessibles, visibles, et de valoriser le travail colossal déjà accompli. Mais cette démarche ne peut être qu'une collaboration bilatérale. Il faut

faciliter les échanges et la circulation des chercheurs entre les deux pays afin qu'ils puissent travailler ensemble sur ces documents. J'espère vraiment que nous pourrons continuer à organiser des travaux communs, des colloques, des rencontres où chercheurs français et algériens échangeront librement. Cette coopération est possible et fructueuse : j'ai codirigé avec Sylvie Thénault et Ouanassa Siari Tengour le *Dictionnaire de la guerre d'Algérie*, un projet qui a réuni des dizaines d'historiens des deux pays. Malheureusement, ces échanges se heurtent encore à des blocages du côté algérien et j'espère sincèrement que ces obstacles seront levés rapidement. Mais on en est loin... On voit bien que derrière l'arrestation de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal le 16 novembre 2024, c'est la mémoire de la guerre d'Algérie qui continue de peser : les propos de cet intellectuel qui ont conduit à sa condamnation puis son incarcération touchaient à des questions sensibles concernant la nation algérienne et ses frontières avec le Maroc. On est donc face à une problématique politique délicate, où la mémoire de la guerre d'Algérie et de son indépendance joue un rôle invisible mais puissant dans la montée des tensions.

En France, la mémoire de la guerre est-elle instrumentalisée ?

Oui, malheureusement, et cela déforme profondément la réalité historique. Depuis la guerre, un racisme anti-algérien persiste en France, souvent alimenté par cette mémoire conflictuelle, ce qui

IL FAUT POUVOIR CONTRER LES MANIPULATIONS ET LA DÉSINFORMATION

crée un climat social lourd et empêche une partie importante de la population de trouver pleinement sa place. Mais cette instrumentalisation ne se limite pas à la France : du côté algérien, la mémoire de la guerre est régulièrement exploitée, notamment via les réseaux sociaux, où des mouvements islamistes et leurs relais manipulent consciemment ces souvenirs pour attiser les tensions sociales. Face à ces enjeux, les institutions françaises ont un rôle crucial : elles doivent aborder cette histoire avec courage et rigueur, pour proposer une version aussi objective que possible, accessible à tous, et capable de contrer les manipulations mémorielles ainsi que la désinformation qui prolifèrent sur Internet.

Les progrès dans la compréhension de la guerre d'Algérie passent-ils par une évolution dans la manière dont elle est enseignée à l'école ?

Oui, et heureusement, de réels progrès ont été accomplis en France. La guerre d'Algérie a été intégrée aux programmes scolaires en 1983. Malgré tout, ce sujet est resté longtemps survolé, parfois relégué en fin de cursus, laissant les élèves avec le sentiment de ne pas l'avoir vraiment étudié. Mais depuis les années 2010, la présence de la guerre d'Algérie dans les programmes s'est renforcée, notamment avec l'intégration des questions mémorielles au lycée. Il est essentiel d'aborder ces thèmes sans tomber dans des simplifications. Par exemple, on entend souvent parler d'une «décolonisation dure» pour la France en Algérie, contre une «décolonisation douce» pour le Royaume-Uni en Inde. Cette opposition est trompeuse et réductrice, car elle occulte la complexité des réalités historiques : la décolonisation a connu des violences et des difficultés des deux côtés, et inversement, des processus plus apaisés ont aussi existé en France. Pour avancer dans la compréhension, il faut donc concevoir des programmes scolaires qui reflètent cette complexité, afin d'évi-

ter les clichés et d'offrir aux élèves une vision plus juste et nuancée de l'histoire.

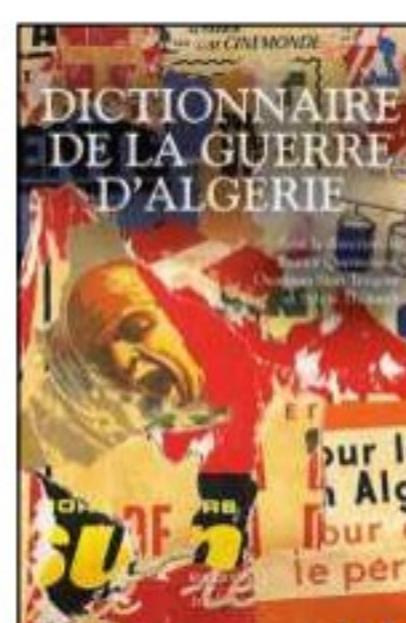
Comment la guerre est-elle perçue par les jeunes générations en Algérie ? Ces dernières sont-elles vraiment animées par un sentiment anti-français ?

De l'autre côté de la Méditerranée, le discours officiel autour de la «guerre de libération», omniprésent dans les programmes scolaires, insiste lourdement sur la période coloniale en faisant le procès à charge des Français. Et c'est souvent le seul pan de leur histoire qu'ont appris les jeunes Algériens. Pourtant, dans les familles et selon les régions, la mémoire est bien plus nuancée, et un fossé existe entre ce récit officiel et la complexité historique réelle. Avec le temps, la transmission des souvenirs personnels tend à s'effacer, tandis que le discours officiel gagne en dominance, ce qui peut poser des difficultés pour une compréhension complète et apaisée. Certains de mes étudiants algériens m'avouent découvrir une version plus objective et équilibrée de leur propre histoire en venant étudier dans nos universités ! Par ailleurs, la majorité des Algériens ont aujourd'hui moins de 30 ans et sont surtout concentrés sur leur vie quotidienne et leur avenir, plutôt que sur un passé désormais lointain. Beaucoup entretiennent aussi des liens forts avec la France, à travers leurs familles, leurs échanges ou leurs études, ce qui leur permet souvent de prendre du recul face à des discours officiels souvent revanchards.

Pensez-vous qu'une réconciliation et un apaisement des mémoires entre la France et l'Algérie soient possibles ?

Cela semble compliqué : on est face à deux États-nations avec des visions et des enseignements historiques bien distincts. Pourtant, j'aimerais voir se réaliser cette réconciliation un jour. Il faut avancer progressivement, par des coopérations économiques, culturelles et politiques. Il faudrait que l'histoire reste entre les mains des chercheurs, et que les questions mémorielles ne soient pas instrumentalisées des deux côtés de la Méditerranée... Alors, l'hypermnésie de la guerre d'Algérie pourra laisser la place à une mémoire plus apaisée, condition essentielle d'un rapprochement entre les deux pays. ■

Propos recueillis par
Frédéric Granier et David Peyrat



Dictionnaire de la guerre d'Algérie, dirigé par Tramor Ouemeneur, Ouanassa Siari Tengour et Sylvie Thénault (éd. Bouquins, 2023).

ABONNEMENT



6 NUMÉROS

-21%

OFFRE ANNUELLE⁽¹⁾

39€

au lieu de 49,30€

OFFRE SANS ENGAGEMENT⁽²⁾

**7,50€/
NUMÉRO**

au lieu de 8,22€

Mon abonnement annuel sera renouvelé à date
anniversaire sauf résiliation de ma part.

Abonnement sans engagement,
arrêt à tout moment.

GEO HISTOIRE, LE MAGAZINE QUI VOUS FAIT VOYAGER À TRAVERS L'HISTOIRE

 EN LIGNE

WWW.PRISMASHOP.FR/GHIDSE2A



Ou scannez pour vous abonner en 1 clic



Version digitale offerte



Accès à tous les anciens numéros

- 15%

supplémentaires en s'abonnant en ligne.



par téléphone

0 826 963 964

Service 0,20 € / min
+ prix appel



par courrier

coupon ci-dessous à renvoyer, seulement pour l'offre annuelle.

Mme

M.

Nom* :

Prénom* :

Adresse* :

CP* :

Ville* :

Tél :

Merci de joindre un chèque de 39€ à l'ordre de GEO HISTOIRE sous enveloppe affranchie à l'adresse suivante : **GEO HISTOIRE - Service Abonnement - 62066 ARRAS CEDEX 9**

*Informations obligatoires et sans autre annotation que celles mentionnées dans les espaces dédiés, à défaut votre abonnement ne pourra être mis en place. (1) Abonnement annuel automatiquement reconduit à date anniversaire. Le Client peut ne pas reconduire l'abonnement à chaque anniversaire. PRISMA MEDIA informera le Client par écrit dans un délai de 3 à 1 mois avant chaque échéance de la faculté de résilier son abonnement à la date indiquée, avec un préavis avant la date de renouvellement. A défaut, l'abonnement à durée déterminée sera renouvelé pour une durée identique. (2) Offre sans engagement : je peux résilier mon abonnement à durée indéterminée à tout moment par appel (voir CGV sur le site prismashop.fr), les prélèvements seront aussitôt arrêtés. Délai de livraison du 1er numéro, 8 semaines environ après enregistrement du règlement dans la limite des stocks disponibles. Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique par PRISMA MEDIA à des fins de gestion des abonnements, fidélisation, études statistiques et prospection commerciale. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous pouvez consulter les mentions légales concernant vos droits sur les CGV de prismashop.fr ou par email à dpo@prismamedia.com. **Offre réservée aux nouveaux abonnés de France métropolitaine.** Photos non contractuelles. Les archives numériques sont accessibles durant la totalité de votre abonnement.



GEOHISTOIRE



Bonaparte, le destin d'un ambitieux

Avant de devenir Napoléon I^{er}, empereur des Français, de 1804 à 1815, Bonaparte, jeune officier corse, s'imposa très vite comme un génie de la stratégie et un meneur d'hommes hors pair. Un album passionnant retrace sa fulgurante ascension.



Éditions Glénat-Éditions Librairie Arthème Fayard (x2)

Le 13 vendémiaire an IV (5 octobre 1795), Bonaparte commande la défense de la Convention nationale contre les insurgés. Il met fin à l'insurrection en ordonnant aux canonniers de tirer dans la foule royaliste, tuant 300 personnes.



En 1795, dans les cercles formés autour de Paul Barras, l'une des têtes du Directoire, Bonaparte, 26 ans, fait la rencontre de Joséphine de Beauharnais, une veuve de 32 ans. Le jeune général corse est ébloui par son charme et son aisance.



Éditions Glénat-Éditions Librairie Athénae Fayard (x2)

En 1796, Bonaparte prend la tête de l'armée d'Italie. En un an, il multiplie les victoires face aux Autrichiens et impose la paix avec le traité de Campo-Formio. Cette campagne brillante révèle un stratège exceptionnel et marque l'ascension fulgurante du futur empereur.



Fin août 1799, Bonaparte repart d'Égypte, qu'il cherche à conquérir depuis un an sur la recommandation de Talleyrand : le Directoire étant en difficulté, il doit rentrer en France et a confié les troupes au général Kléber.

Prise de Toulon, campagne d'Italie, retour d'Égypte... Entre 1793 et 1799, rien ne l'arrête !

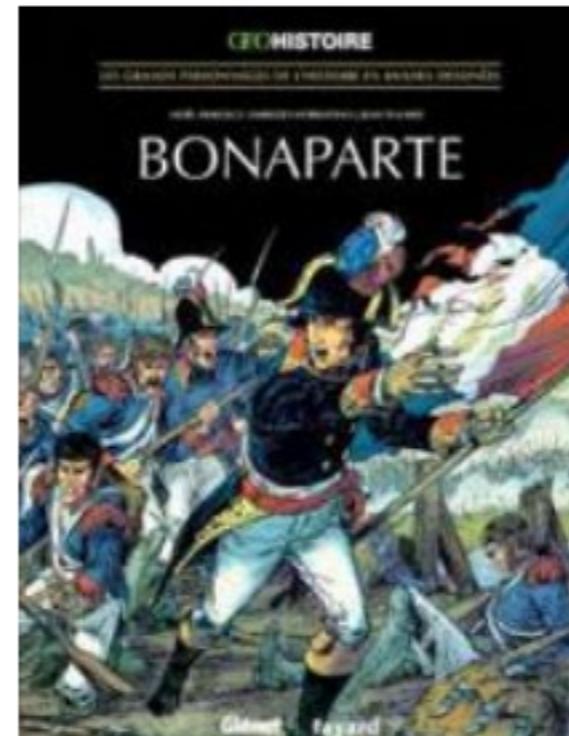
Toulon, 1793. La République vacille. Les royalistes ont livré la ville aux Anglais qui défient l'armée révolutionnaire. Dans le tumulte de la guerre civile, un officier d'artillerie de 24 ans, natif d'Ajaccio, entre en scène. En prenant les hauteurs qui dominent le port, Napoléon Bonaparte, jusqu'ici inconnu, devient un héros national. Le début d'une carrière fulgurante, qui le verra triompher lors de la campagne d'Italie (1796-1797), où il battra les Autrichiens et imposera la paix à l'Europe du Nord, puis partir en Égypte (1798) pour affaiblir les Anglais et ouvrir une route vers l'Orient. À son retour, le jeune militaire, devenu une légende vivante, usera de sa notoriété pour conquérir le pouvoir...

Premier tome d'une trilogie (et premier opus d'une collection consacrée aux grands personnages de l'histoire), la BD Bonaparte retrace l'irrésistible ascension du «Petit Caporal», et

alterne habilement intrigues en coulisses et scènes de batailles, retranscrites de manière spectaculaire par le dessinateur italien Fabrizio Fiorentino. Sous le regard de Jean Tulard, grand spécialiste de Napoléon, Noël Simsolo a construit un scénario digne des grandes fresques hollywoodiennes. Il montre un Napoléon meneur d'hommes extraordinaire, et stratège en avance sur son temps, capable de bouleverser l'art de la guerre en misant sur la rapidité et la surprise, et d'attirer l'ennemi sur des terrains impraticables, comme s'en souviendront les Autrichiens, piégés lors de la bataille du pont d'Arcole, près de Vérone, en 1796.

«L'imagination gouverne le monde», aurait déclaré Bonaparte pendant ces années de conquête, et cet album, qui se dévore d'une traite, rappelle son propre génie visionnaire, sans chercher à gommer les côtés sombres du personnage, que ses ennemis surnommaient l'«Ogre corse». ■

Frédéric Granier



Bonaparte, de Noël Simsolo, Fabrizio Fiorentino et Jean Tulard, collection GEO Histoire, 2,99 €, dans les kiosques. À venir : Napoléon, tomes 1 et 2.





Les scientifiques de la réserve naturelle de Sainte-Victoire et du Muséum d'histoire naturelle d'Aix-en-Provence fouillent le site des Grands-Creux quelques semaines par an.

Paolo Verzone / Agence VU



Aix-en-Provence

Plongée dans le Jurassic Park provençal

Le coin est surnommé avec humour Eggs-en-Provence, car la réserve naturelle nationale de Sainte-Victoire renferme des millions de fossiles... et notamment d'œufs de dinosaures.

«**S**urtout, ne léchez pas les cailloux !», recommande le paléontologue Thierry Tortosa, conservateur de la réserve naturelle nationale de Sainte-Victoire, près d'Aix-en-Provence. Devant notre air éberlué, il explique : «Lécher les fossiles, c'est le réflexe des professionnels pour identifier un os de dinosaure. On le reconnaît à sa texture spongieuse qui adhère sous la langue... un peu comme des chips de crevettes.» Sauf qu'ici, sur cet ancien champ de tir militaire gorgé de plomb et d'antimoine, le geste est fortement déconseillé. Nous voilà prévenus. En ce mois de juin, sous le chant des cigales, nous sommes une quinzaine de bénévoles à participer à l'opération annuelle «Brossons les œufs», un chantier de fouille participatif organisé par la réserve naturelle et le Muséum d'histoire naturelle d'Aix-en-Provence.

Le pays d'Aix constitue en effet le gisement d'œufs de dinosaures le plus important du monde. Dans ce territoire surplombé par la montagne Sainte-Victoire, les précieux fossiles se comptent par millions, ce qui vaut au site le surnom astucieux d'Eggs (œufs)-en-Provence. Il y a une vingtaine d'années, le paléontologue Yves Dutour, responsable du Muséum d'histoire naturelle d'Aix-en-Provence, avait découvert avec son équipe 530 œufs de dinosaures sous le Monoprix et 400 autres sous le Grand Théâtre de Provence, en plein centre-ville ! Puis les chercheurs furent priés de regagner leur «terrain de jeu» habituel, situé au pied de la Sainte-Victoire. Là, chaque année depuis 2020, dans le cadre de la fameuse opération «Brossons les œufs», l'armée cède une partie de son terrain à de drôles d'olibrus occupés à gratter la terre rouge argileuse en poussant de hauts cris. «En ➤



2

3





En cherchant des œufs, les scientifiques sont tombés sur des os. Beaucoup d'os

« voilà un ! », s'exclame ma voisine. Des bouts de coquilles qui affleurent ? Une sorte de liseré dessinant un contour ? Pas de doute, c'est bien un œuf ! Et pas n'importe lequel, celui-ci a donné naissance à un dinosaure il y a 75 millions d'années, au Crétacé supérieur. En cinq jours, 580 œufs ont été identifiés sur l'ancien champ de tir.

Il y a 75 millions d'années, justement, en lieu et place du massif gris bleu immortalisé par Cézanne (apparu il y a «seulement» 15 millions d'années) et de son paysage tourmenté de rocs et de garrigue, se trouvaient de vastes plaines inondées, émaillées de fleuves et de grands lacs. La Provence de l'époque faisait partie d'une île allant de l'Espagne jusqu'au Massif central, au niveau du 30^e parallèle, à la hauteur du Maroc actuel. Elle abritait des dinosaures s'ébattant à leur aise sous un climat tropical. À la saison des pluies, les femelles venaient enfouir leurs œufs dans les sols limoneux-argileux. «C'est cette argile rouge qui recouvre les fossiles aujourd'hui», explique Yves

Dutour. La végétation luxuriante sur les rives avait le mérite de cacher les œufs à la vue et à l'odorat des prédateurs. À chaque saison humide, pendant 10 millions d'années, les femelles sont revenues pondre au même endroit. «Les conditions de nidification étaient idéales, comme celles de fossilisation, commente Thierry Tortosa. De sorte qu'on a l'équivalent d'une pouponnière enfouie sous 300 mètres d'épaisseur de boue.»

Dans le coin, on marche ainsi littéralement sur des œufs. On en recense officiellement depuis 1846, quand y fut découvert le premier œuf de dinosaure au monde, à Rognac. Un siècle plus tard, en 1947, le géologue Albert de Lapparent vint repérer les gisements.

Après l'incendie de 1989, un raptor a refait surface

Cette soudaine renommée amena son lot de déprédatations. Des décennies durant, des centaines de milliers de coquilles, voire des œufs entiers, furent livrés au pillage. Puis survint l'énorme incendie de la Sainte-Victoire, fin août 1989. «Sur le sol carbonisé, il suffisait de se baisser pour ramasser des fossiles», poursuit Thierry Tortosa. C'est aussi à ce moment-là que le premier ossement de dinosaure refit surface : un raptor, petit carnivore hargneux popularisé par la saga *Jurassic Park*. La catastrophe environnementale qui détruisit 60 % de la flore du massif agit tel un électrochoc. Elle ➤

1 Ces œufs de dinosaures ont été trouvés par Yves Dutour en plein centre-ville d'Aix-en-Provence au début des années 2000. Ils ont été pondus 72 millions d'années avant notre ère.

2 En 2008, lors de travaux sur l'autoroute A8, fut exhumé ce crâne d'une tortue de 74 millions d'années, que l'on a nommée *Calissounemys* («la tortue-calisson»).

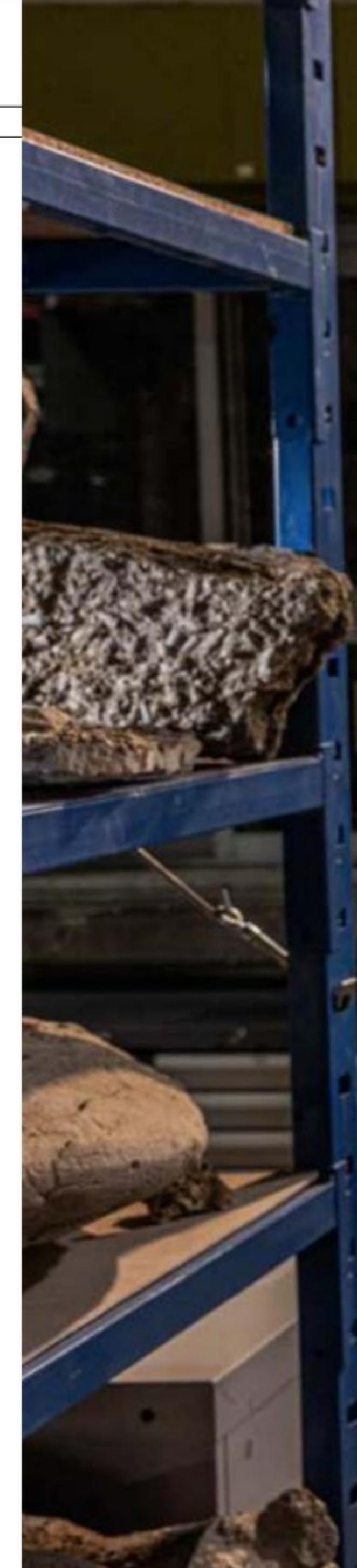
3 La taille des tibias atteste de la différence d'envergure entre deux carnivores, l'*arcovenator*, 6 mètres de long et une tonne, et le *variraptor*, 2,5 mètres et à peine 50 kilos.





1 Longue de 18 km, la Sainte-Victoire culmine à 1 100 m. Au Crétacé, elle n'existe pas, et le climat de la région humide où évoluaient les dinosaures était tropical.

2 Au Muséum d'histoire naturelle d'Aix-en-Provence, Nicolas Vialle expose le bassin fossilisé d'un rhabdodon découvert en 2023 au pied de la montagne Sainte-Victoire.



► déboucha sur la création, en 1994, de la réserve naturelle, 139 hectares au pied ouest de la montagne. Son premier objectif, rappelle Jean-Marc Perrin, conseiller départemental : la protection des gisements d'œufs de dinosaures.

Malgré l'extraordinaire profusion du sous-sol, les scientifiques éprouvent une frustration : «À ce jour, nous n'avons pas encore trouvé d'embryon», déplore Yves Dutour. De sorte qu'on ignore quelle espèce est à l'origine de la ponte. Dans 90 % des cas, les œufs prélevés avaient éclos. Dans les 10 % restant, deux hypothèses sont possibles : soit les œufs n'étaient pas fécondés, soit l'embryon de dinosaure est mort avant d'avoir constitué un squelette suffisam-

ment ossifié pour se fossiliser. Une certitude : tous les œufs trouvés jusqu'à présent proviennent d'herbivores. Les pondeuses présumées se rangent sans doute parmi les rhabdodonts, les dinosaures les plus répandus de la région.

Car en cherchant des œufs, les scientifiques sont tombés sur des os. Beaucoup d'os. Un cimetière entier de rhabdodonts a été découvert au cœur de la réserve. Selon Thierry Tortosa, cet herbivore de cinq à six mètres de long, doté d'un bec de perroquet et d'une queue de reptile, était «l'équivalent écologique d'une vache d'aujourd'hui», une créature paisible qui broutait la végétation basse et tentait d'échapper aux carnivores. Les fouilles ont d'ail-

Le rhabdodon, doté d'un bec de perroquet et d'une queue de reptile, était un peu la vache de l'époque



Paolo Verzone / Agence VU (x2)

leurs mis à jour des indices qui ne trompent pas : deux crocs de raptor et un autre d'arcovenator, le superprédateur de Provence, se trouvaient à proximité de leurs proies fossilisées. «*Preuve qu'on se cassait les dents sur les rhabdodonts*», plaisante Yves Dutour.

Un rêve de paléontologue

Tout récemment, la réserve naturelle a également livré de «beaux restes» d'un titanosaure, un mastodonte inoffensif au régime strictement végétarien. Dernière trouvaille en date, une empreinte vieille de 80 millions d'années révélée en juillet dernier, à Gréasque, quelques kilomètres plus au sud, et attribuée à la mascotte des lieux, le rhabdodon.

Au pied de la Sainte-Victoire, le rythme des découvertes n'est pas près de ralentir : d'ici peu, la réserve naturelle doublera en superficie. Grâce à l'engagement du département des Bouches-du-Rhône, les 139 hectares initialement protégés passeront à 282 d'ici la fin de l'année, incluant désormais l'ancien champ de tir militaire, où se déroule l'opération «Brossons les œufs». «*Un confetti sur les 35000 hectares que représente la totalité du massif de la Sainte-Victoire*», remarque Thierry Tortosa. Cette extension vise à protéger non seulement le trésor paléontologique, mais aussi le patrimoine vivant, incarné, notamment, par l'aigle de Bonelli, un majestueux rapace

de 1,7 m d'envergure qui a élu domicile sur les falaises de la montagne. Sur ce massif chéri des Provençaux, et dont la fréquentation annuelle avoisine le million et demi de visiteurs, le défi de gestion et de préservation est énorme.

Le nouveau périmètre annoncé offre des perspectives immenses : il permettra aux scientifiques d'atteindre des couches géologiques plus récentes, proches de l'époque clé des 66 millions d'années qui a vu l'extinction des géants du Crétacé. Déjà, Yves Dutour rêve tout haut : «*Avec un peu de chance, on pourra toucher du doigt les derniers dinosaures.*» Pour continuer à écrire la légende de la Sainte-Victoire. ■

Christèle Dedeant

QUAND PAUL CEZANNE PRÉSENTAIT LA PROVENCE DE LA FIN DU XIX^E SIÈCLE...



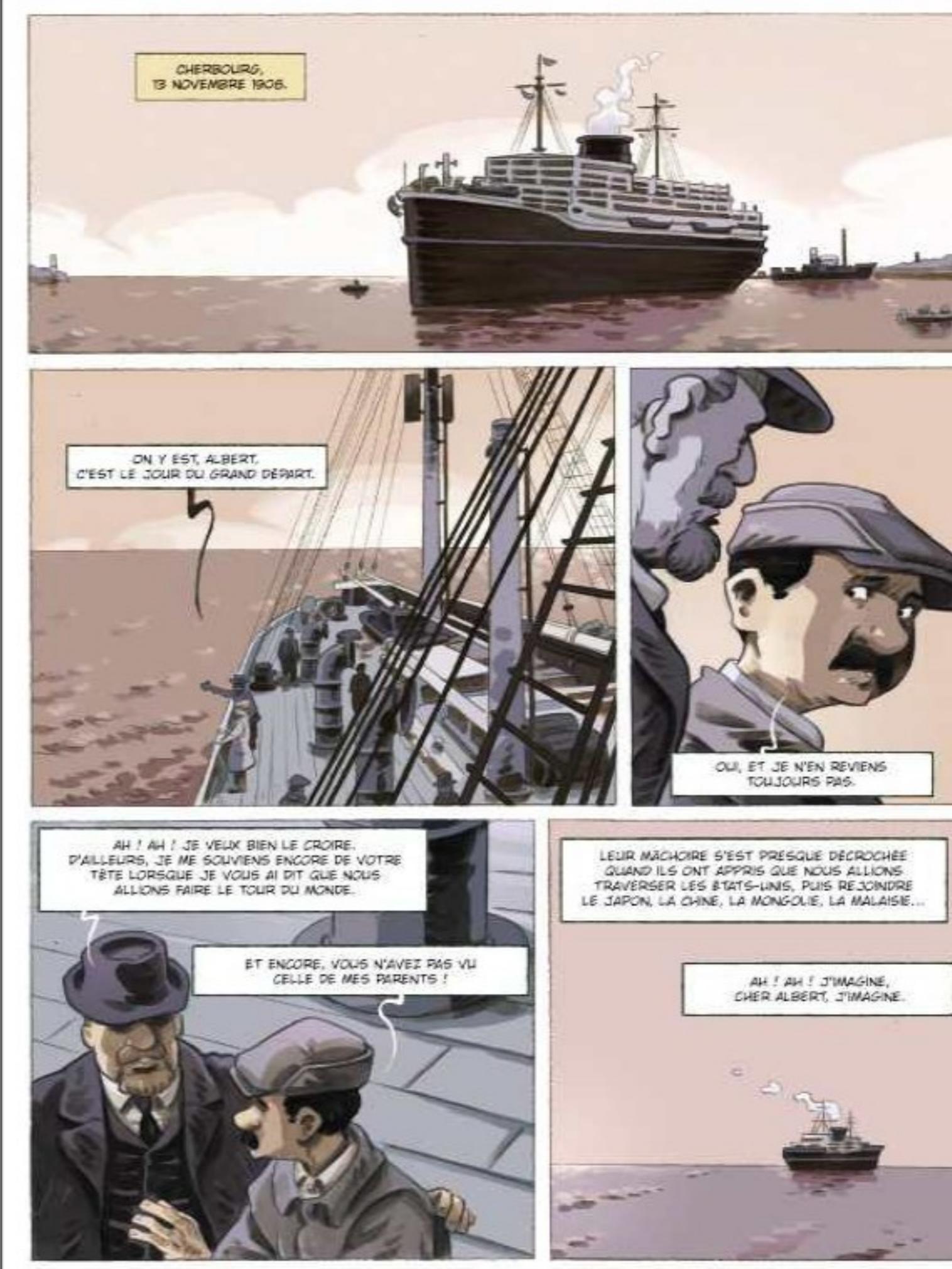
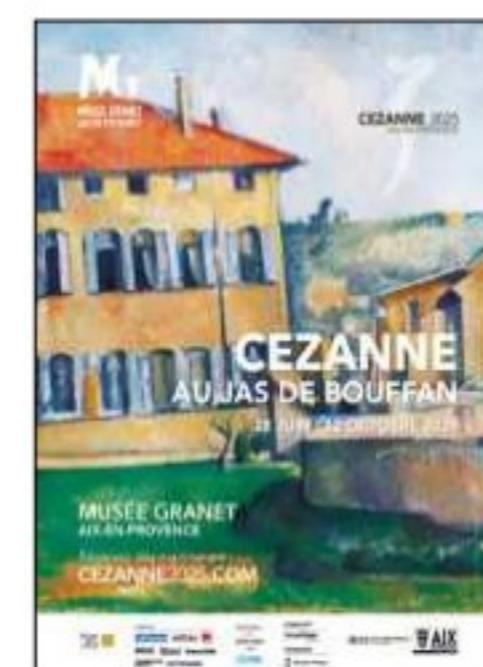
Entre 1878 et 1879, Paul Cézanne (1839-1906) se rend près de Marseille, à l'Estaque, où il peint ce village faisant face à la mer.

EXPOSITION

Oubliez les sublimes tableaux de l'Oise peints par Paul Cézanne. Ici, vous n'en verrez pas. À Aix-en-Provence, où l'artiste a vu le jour en 1839, l'exposition *Cézanne au Jas de Bouffan*, au musée Granet, se concentre sur ses œuvres provençales, peintes entre 1860 et 1906, année de sa mort. Près de 130 huiles sur toile, dessins et aquarelles plongent le visiteur dans la Provence agricole – et colorée – de la fin du XIX^e siècle. Avec ses villages, vignes, vergers, paysans, joueurs de cartes, baigneuses... Un pays de Cocagne que Paul Cézanne «croqua» depuis une bastide aixoise : le Jas de Bouffan, acquise par son banquier de père en 1859. Le jeune homme n'avait alors que 20 ans et donna vie, dans un étroit atelier situé au deuxième étage, à ses premières œuvres. Son sujet de prédilection ? La bastide elle-même, avec son allée de marronniers et son bassin. Mais ce que l'exposition ne dit pas (trop), c'est que l'artiste n'habita que rarement le Jas de Bouffan, sa vie picturale se passant beaucoup à Paris et ses environs, mais aussi dans d'autres lieux provençaux (l'Estaque, Gardanne, Bellevue, Montbriand...). Paul Cézanne vendit la bastide en 1899 pour s'acheter, toujours à Aix-en-Provence, un atelier plus vaste : les Lauves. Un endroit isolé, plus «cézannien» que le Jas de Bouffan, où le peintre réalisa des œuvres intimistes, à l'image du portrait de son jardinier. Une exposition lumineuse, à compléter à tout prix avec les visites des ateliers du Jas de Bouffan et des Lauves, restaurés et ouverts au public pour l'occasion. ■

David Peyrat

Cézanne au Jas de Bouffan, exposition au musée Granet, à Aix-en-Provence, jusqu'au 12 octobre inclus.



Albert Kahn, Didier Quella-Guyot et Manu Cassier © 2025, Éditions Glénat

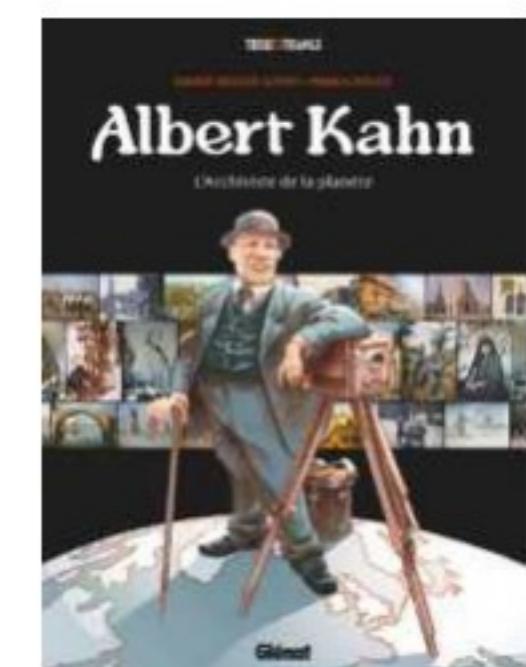
ALBERT KAHN OU LA FOLLE ÉPOPÉE DE L'ARCHIVISTE DU MONDE

BANDE DESSINÉE

Ce businessman voulait conserver la mémoire de la planète. Albert Kahn (1860-1940), banquier français richissime, documenta son époque en envoyant, de 1912 à 1931, des opérateurs photographes sillonnant le monde – surtout l'Asie – pour en rapporter les premières images couleur : les autochromes. Cette bande dessinée, qui alterne intelligemment planches en noir et blanc et planches en couleur, revient sur la genèse de ce projet fou qui naquit, comme le montrent les premières pages, en Afrique du Sud, durant l'été 1888. Elle plonge surtout le lecteur dans l'âme de Kahn, personnage d'un abord austère considéré, à tort, comme méprisant. Le banquier sut surtout mener sa barque, malgré les difficultés financières et la Grande Guerre. Résultat, 70 000 clichés furent ramenés : les derniers instants d'un monde disparaissant sous les assauts de la modernisation. Un bel hommage. ■

David Peyrat

Albert Kahn, l'archiviste de la planète, de Didier Quella-Guyot et Manu Cassier, éd. Glénat, 20,50 €.



TOUTE L'HISTOIRE DE MONTBÉLIARD RACONTÉE DANS SON CHÂTEAU

MUSÉE

Du haut d'un éperon rocheux, son imposante silhouette domine la ville. Le château des ducs de Wurtemberg, situé à Montbéliard, dans le Doubs, raconte, grâce à un nouveau parcours inauguré en décembre 2024, la complexe histoire de cette cité de l'Est de la France. «L'ancien circuit, qui datait des années 2000, n'avait pas de logique chronologique et ne permettait pas, en outre, de visiter le château dans son intégralité. Il fallait remédier à cela», explique Alice Grégoire, assistante scientifique des collections du château. Dorénavant, quinze salles numérotées, riches en mobilier d'époque et équipées de supports multimédias (essentiellement des vidéos), clarifient mille ans d'histoire de cette «Cité des Princes» qui a longtemps

présenté un statut particulier : partie intégrante du Saint-Empire romain germanique de 1407 à 1796, elle resta malgré tout francophone, avant d'être cédée à la France. Ce nouveau parcours, qui fait passer le visiteur par le chemin de ronde, des tours, les anciennes cuisines et d'élégantes cours et terrasses, nous en apprend par exemple beaucoup sur «l'âge d'or» de Montbéliard, de 1581 à 1608, durant le «règne» du duc Frédéric I^{er} de Wurtemberg. Ce dernier fit de Montbéliard une place forte du luthéranisme, religion d'État, et fit ériger les plus beaux monuments de la ville, tel le temple Saint-Martin, symbole de la Réforme. Il fit également embellir le château, dont l'une des tours porte d'ailleurs son nom. Une histoire fascinante qui méritait en effet d'être (mieux) racontée. ■

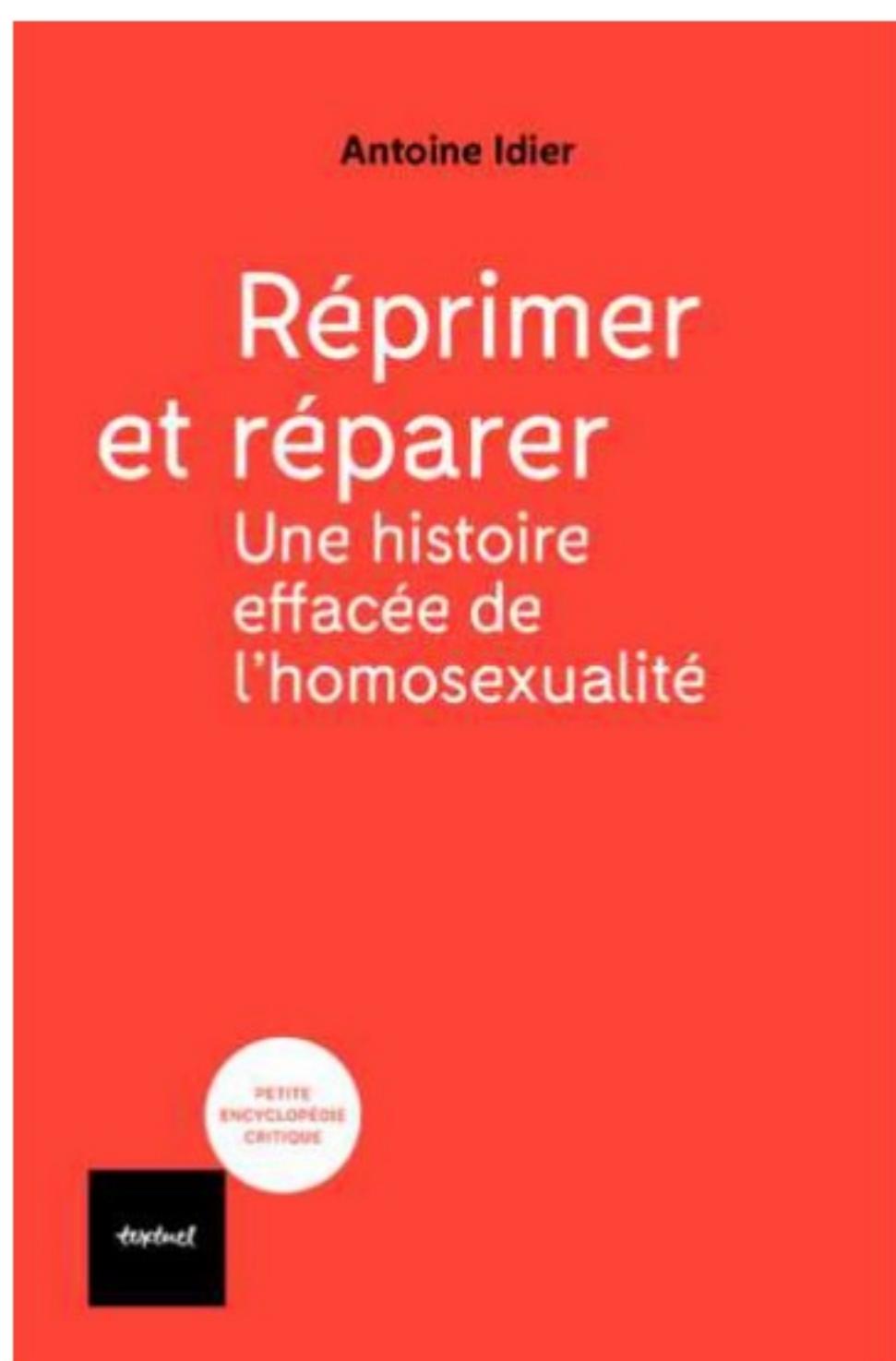
David Peyrat

Le musée du château des ducs de Wurtemberg, à Montbéliard (Doubs), ouvert du mercredi au dimanche. Infos sur chateaumontbeliardwurtemberg.fr



Denis Bretey / Ville de Montbéliard

Le château des ducs de Wurtemberg, à Montbéliard, offre désormais une plongée dans l'histoire de sa dynastie régnante.



HOMOSEXUELS : UNE RÉPRESSION OUBLIÉE

ESSAI

La France, pionnière des droits LGBT ? La République peut se vanter d'une image de précurseur, grâce à la dépénalisation des rapports homosexuels dès 1791, à rebours d'une Europe encore réactionnaire. C'est pourtant aller un peu vite en besogne, comme le pointe Antoine Idier dans un essai qui nuance ce tableau idyllique. D'abord, parce que Vichy a réintroduit en 1942 une loi discriminant explicitement les personnes homosexuelles, et que cette législation ne fut supprimée qu'en 1982 par le gouvernement socialiste. Ensuite parce que la France collaborationniste n'a fait qu'officialiser une répression maintenue depuis la Révolution, stigmatisant, arrêtant, condamnant les gays pour des motifs divers comme la protection de l'ordre public, l'outrage public à la pudeur ou la provocation de mineur à la débauche... Sur la base d'un impressionnant corpus d'archives judiciaires, de dossiers de police et de fiches de la Sûreté nationale, l'auteur montre que Vichy, loin d'être une simple parenthèse, s'inscrit dans une longue histoire de persécution de l'homosexualité. Comment réparer les torts faits à ces milliers de Français, traqués en dehors de tout cadre légal, arrêtés dans des clubs, des bars ou même dans la rue ? Ce livre passionnant arrive à point nommé, alors qu'une loi portant réparation des personnes condamnées pour homosexualité est en discussion depuis 2022. ■

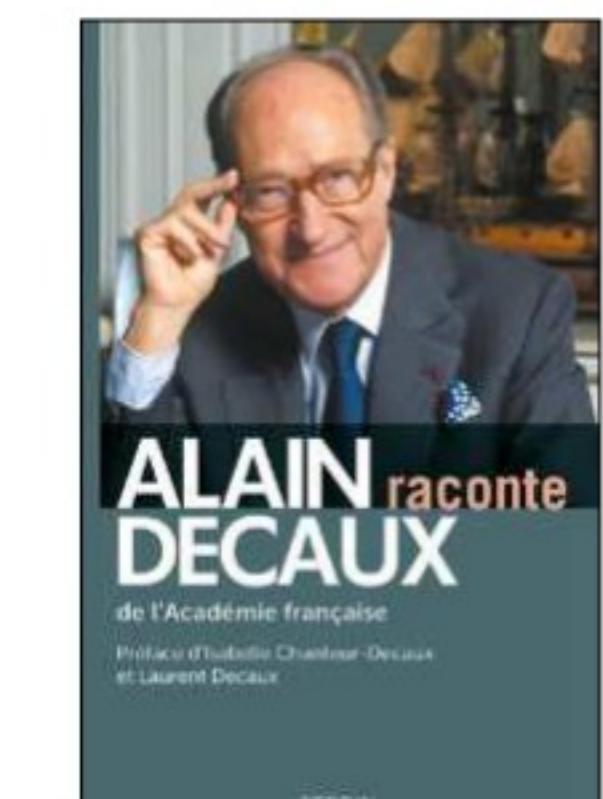
Benjamin Laurent

Réprimer et réparer, une histoire effacée de l'homosexualité,
de Antoine Idier, éd. Textuel, 19,90 €.

ALAIN DECAUX, PASSEUR D'HISTOIRE(S)

ANTHOLOGIE

Sa voix, reconnaissable instantanément, fait ressurgir des souvenirs partagés devant un poste de radio ou de télévision... Maître du récit, sachant jouer de sa gestuelle (il fut mille fois parodié...), Alain Decaux a présenté, de 1969 à 1987, l'émission culte *Alain Decaux raconte* sur la deuxième chaîne de l'ORTF, puis sur Antenne 2. On lui doit aussi *La Tribune de l'Histoire*, sur France Inter, de 1963 à 1997, des biographies best-sellers, des ouvrages pour la jeunesse... À l'occasion de l'anniversaire de la naissance de l'académicien (disparu en 2016), Perrin, sa maison d'édition historique, publie une formidable anthologie constituée de ses chroniques les plus célèbres, sur Champollion, «*l'homme qui fit parler l'Égypte*», Louise Michel, «*la Vierge rouge de la Commune*», ou l'affaire des poisons à la cour de Louis XIV... On y retrouve son sens du récit et sa rigueur de tous les instants, lui qui fut habité d'une conscience inquiète, celle de sa responsabilité à l'égard de ses millions d'auditeurs et de téléspectateurs. Alain Decaux fut aussi l'un des premiers à comprendre qu'il n'existe pas de récit mineur, et qu'un destin individuel et le quotidien sont aussi passionnants qu'une grande bataille. Historien ? Parfois méprisé par l'intelligentsia, il a toujours refusé cette étiquette. Il lui préférait celle d'écrivain, s'évertuant toute sa vie, à partir d'un matériau parfois hermétique, à rendre l'histoire vivante et accessible à tous. Ce beau (et gros !) livre est un hommage idéal à ce conteur hors pair. ■



Frédéric Granier

Alain Decaux raconte, éd. Perrin, 27 €.

PARIS, 1834 : RETOUR SUR UN «COLD CASE»

ROMAN

Le 14 avril 1834, au cœur de Paris, l'armée abat dans leur sommeil les habitants d'un immeuble au 12 de la rue Transnonain. Les soldats sont venus mater des insurgés, opposants à la politique de Louis-Philippe, au pouvoir depuis quatre ans. Mais parmi les victimes, on trouve des vieillards, des femmes et des enfants. Une paire de bas retrouvée sur un lit ensanglanté appartient à une prostituée disparue. Elle sait ce qui s'est passé cette nuit-là... On n'avait pas lu de polar historique de cette trempe depuis des lustres : deux siècles après le drame, Jérôme Chantreau rouvre le dossier, l'un des plus sordides de la Monarchie de Juillet. À travers l'enquête de l'agent Joseph Lutz, l'écrivain dénonce le cynisme d'Adolphe Thiers, alors ministre de l'Intérieur, prêt à tout pour maintenir l'ordre, quitte à faire tuer des civils. Mais

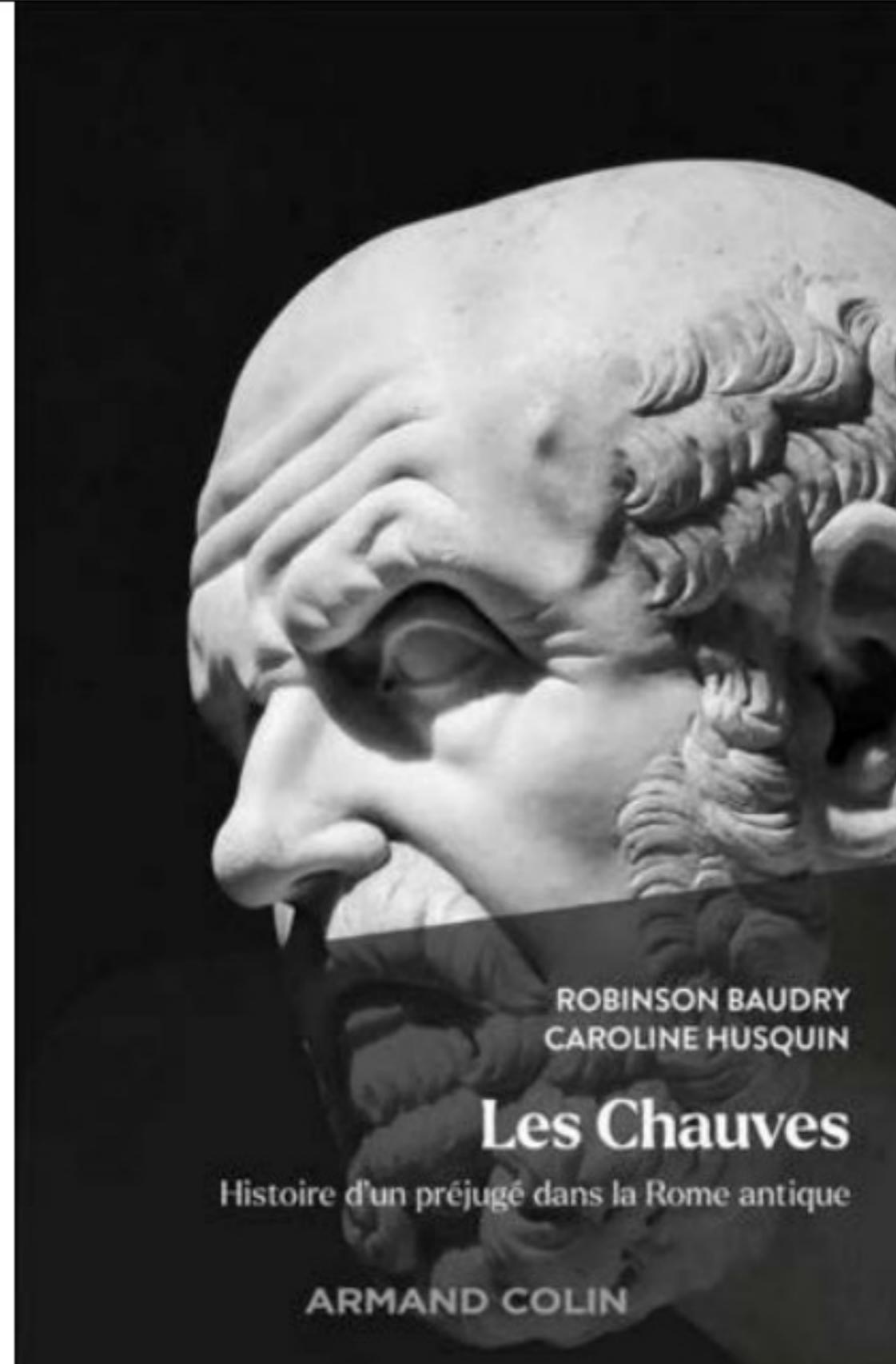
il donne aussi une connotation très contemporaine à son récit, construit en très courts chapitres, à la manière d'un feuilleton. Derrière le «cold case» se dévoile une habile réflexion sur le pouvoir, les dérives autoritaires et la manipulation de l'opinion publique. Entre thriller et roman social, un palpitant «page turner». ■

Frédéric Granier

L'Affaire de la rue Transnonain, de Jérôme Chantreau, éd. La Tribu, 22 €.



La rue Transnonain, massacre d'État ? Commentateur de la vie sociale, Henri Daumier a signé une lithographie sur ce mystère.



LES CHAUVES DE L'ANTIQUITÉ PASSÉS AU PEIGNE FIN

ENQUÊTE

Une histoire de la calvitie dans la Rome de César et d'Auguste ? On pourrait croire à une plaisanterie, mais cet ouvrage est loin d'être tiré par les cheveux. Deux spécialistes de l'histoire romaine se sont penchés sur le statut des chauves en épuluchant diverses sources datant de la République romaine et de l'Empire (élégies, correspondances, traités de médecine...). Ce qu'il en ressort ? Les Romains au front dégarni n'ont pas eu la vie facile. Jules César, homme fort de la République, était, par exemple, moqué par ses rivaux. À Rome, le corps des individus était scruté en permanence par une *vox populi* qui décidait de la conformité, ou non, d'une particularité physique. Et la calvitie, toujours raillée, était utilisée comme instrument de discréditation de l'adversaire en situation publique (campagne électorale, procès...). Une pression sociale et politique qui n'a fait que s'accentuer sous l'Empire, comme en témoigne l'empereur Domitien (51-96) lui-même, qui vécut comme une offense sa calvitie. «*Je me sentais défiguré par une laideur insigne.*» Une passionnante étude sur ces «crânes aux cheveux manquants», comme l'écrivait le chroniqueur romain Suétone. ■

David Peyrat

Les chauves, histoire d'un préjugé dans la Rome antique, de Robinson Baudry et Caroline Husquin, éd. Armand Colin, 22,90 €.

L'ABONNEMENT À GEO HISTOIRE

Pour vous abonner ou pour tout renseignement
sur votre abonnement

Service abonnement GEO, 62066 Arras Cedex 9. Téléphone :

0 808 809 063

Service gratuit
+ prix appel

Pour vous abonner sur Internet, connectez-vous sur geohi.club.
Abonnement six numéros GEO Histoire (1 an) : 22,50 €. Anciens numéros :
geohi.club (cliquez sur «J'achète un numéro»)
ou sur l'appli GEO Histoire le magazine (iOS ou Android).

RÉDACTION DE GEO HISTOIRE

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex. Standard :
0173054545 (pour joindre directement votre correspondant,
composez le **01 73 05** + les 4 chiffres suivant son nom).

Rédactrice en chef : Myrtille Delamarche.

Secrétariat : Dounia Hadri (**6061**).

Rédactrice en chef adjointe : Catherine Segal.

Rédacteur en chef adjoint GEO.fr : Thomas Burgel.

Directrice artistique : Delphine Denis (**4873**).

Directrice artistique adjointe : Christelle Martin (**6059**).

Chef de service photo : Valerio Vincenzo.

Chefs de service : Frédéric Granier (**4576**), David Peyrat (**5859**).

Premier secrétaire de rédaction : Nicolas Bizien.

Maquette : Thibaut Deschamps (**4795**),

Béatrice Gaulier (**5943**), chefs de studio.

Service photo : Christine Yvaren (**5930**), chef de service adjointe ;
Nataly Bideau (**6062**) et Jackie Péraud (**4591**), chefs de rubrique.

Cartographe-géographe : Emmanuel Vire (**6110**).

GEO.fr et réseaux sociaux :

Marie Lombard et Camille Moreau, chefs de rubrique ;
Chloé Gurdjian (**4930**), Nastasia Michaels (**4878**), Mathilde Ragot,
Johanna Seban (**4560**) et Lola Talik (**4754**), rédactrices ; Roxane Merlot
(vidéo) ; Claire Brossillon, community manager (**6079**).

Ont contribué à la réalisation de ce numéro :

Cécile Coste et Juliette Martin (SR) ; Mylène Wascowiski (vidéo) ;
Juliette Jenicot (CM) ; Adelie Clouet d'Orval,
Benjamin Laurent et Juliette Vignaud (web).

Fabrication : Stéphane Roussiès, chef de groupe (**6340**) ; Mélanie Moitié,
chef de fabrication (**4759**) ; Jeanne Mercadante, photogravure (**4962**).

Magazine édité par

PM PRISMA MEDIA

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex
Société par actions simplifiée au capital de 3 000 000 euros d'une durée
de 99 ans ayant pour présidente Claire Léost.

Son associé unique est : Prisma Group.

Directrice de la publication : Claire Léost.

Directrice générale : Pascale Socquet.

Directrice de la rédaction : Marion Alombert.

MARKETING

Directrice marketing et business development : Dorothée Fluckiger.
Global marketing manager : Hélène Coin. **Brand manager** : Margaux Compain.

PUBLICITÉ

Directeur général : Philipp Schmidt.

Directrice executive déléguée PMS : Caroline Duret.

Directeur exécutif adjoint PMS : Bastien Deleau.

Directrice commerciale : Sabine Le Bacquer (**0761647545**).

Assistante : Séverine Cauet (**6421**).

Directrice publicité : Diane Mazau (**0698614990**).

Trading Manager : Nathalie Courtial.

Industry director Automobile : Dominique Bellanger (**0699773202**).

Régie publicitaire régionale : Ketil Média – Catherine Laplanche
(**0178901174** – claplanche@ketilmédia.com).

Planning manager : Sandra Missue (**6479**) ; Laurence Biez (**6492**).

Directeur délégué Creative room : Alexandre Bouguin.

Directeur délégué Data room : Jérôme de Lempdes.

Directeur délégué Insight room : Charles Jouvin (**5328**).

Directrice des études éditoriales : Isabelle Demaily Engelsen.

Directeur marketing client : Laurent Grolée (**6025**).

Directrice de la fabrication et de la vente au numéro : Sylvaine Cortada (**5465**).

MARKETING DIFFUSION

Responsable titre vente au numéro : Jacky Telebak (**5663**).

IMPRESSION

Roto France Impression Z.I. Rue de la Maison-Rouge 77185 Lognes.

Provenance du papier : Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %.

Eutrophisation : Ptot 0,003 kg/t de papier.

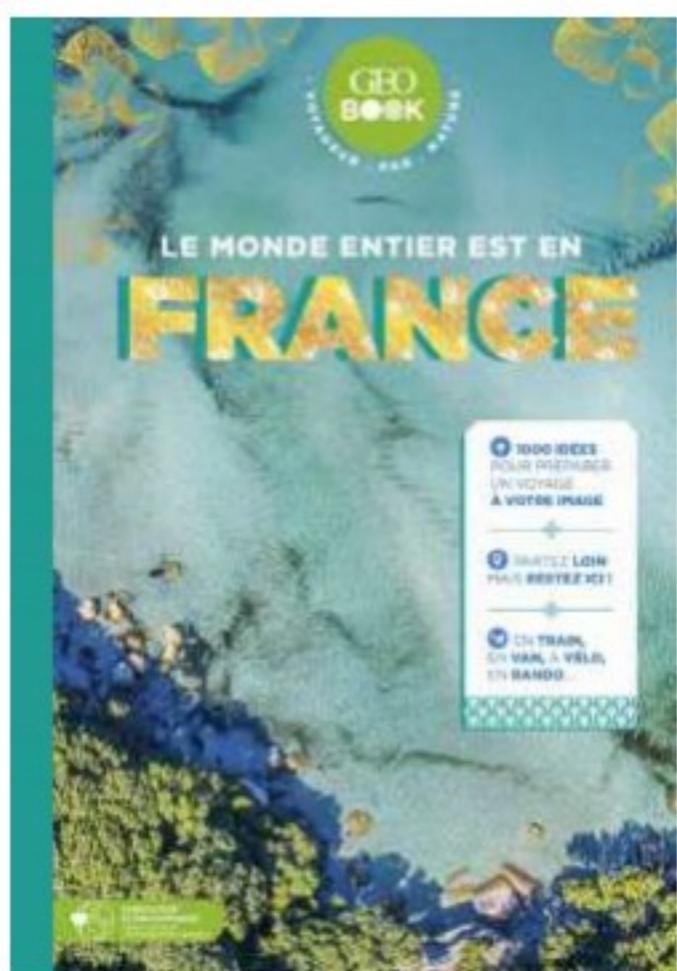
© Prisma Média 2025. Dépôt légal : septembre 2025. Création : janvier 2012.

ISSN : 1956-7855. Numéro de Commission paritaire : 0427 K 89010.

Notre publication adhère à
et s'engage à suivre ses
recommandations en faveur
d'une publicité loyale et respectueuse
du public. Contact : contact@bvp.org
ou ARPP, 11, rue Saint-Florentin, 75008 Paris.



L'EXOTISME AU BOUT DE LA RUE



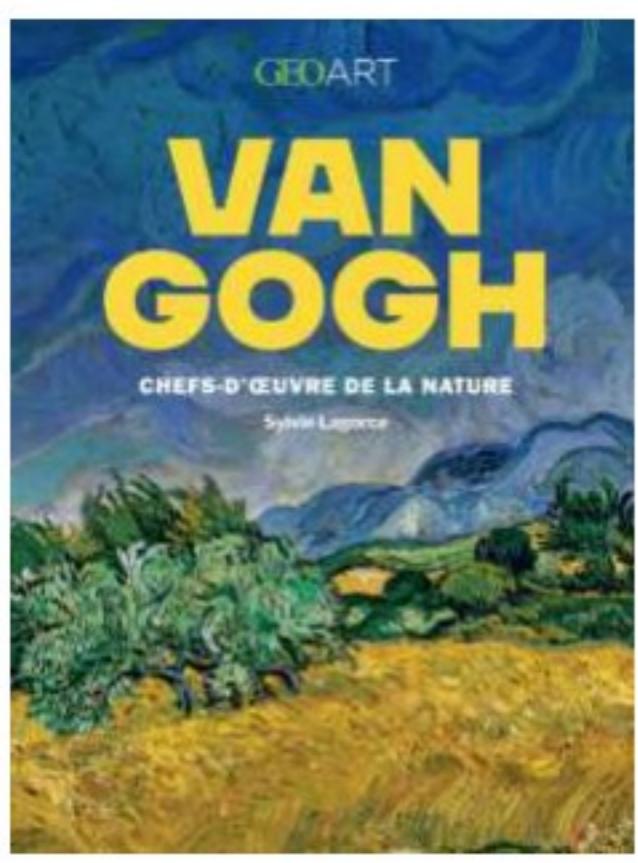
Geobook *Le monde entier est en France*,
éd. GEO, en librairie, 24,95 €.

GEO BOOK

pratique, le GEOBOOK mêle photographies dans la tradition du magazine et tableaux synthétiques pour construire un voyage en fonction de vos goûts, de la distance, du coût et de la durée du séjour. Enrichi de témoignages de locaux et de conseils d'experts, il vous invite à un voyage en immersion totale pour vivre pleinement chaque lieu.

LA BEAUTÉ DE LA NATURE CHEZ VAN GOGH

BEAU LIVRE



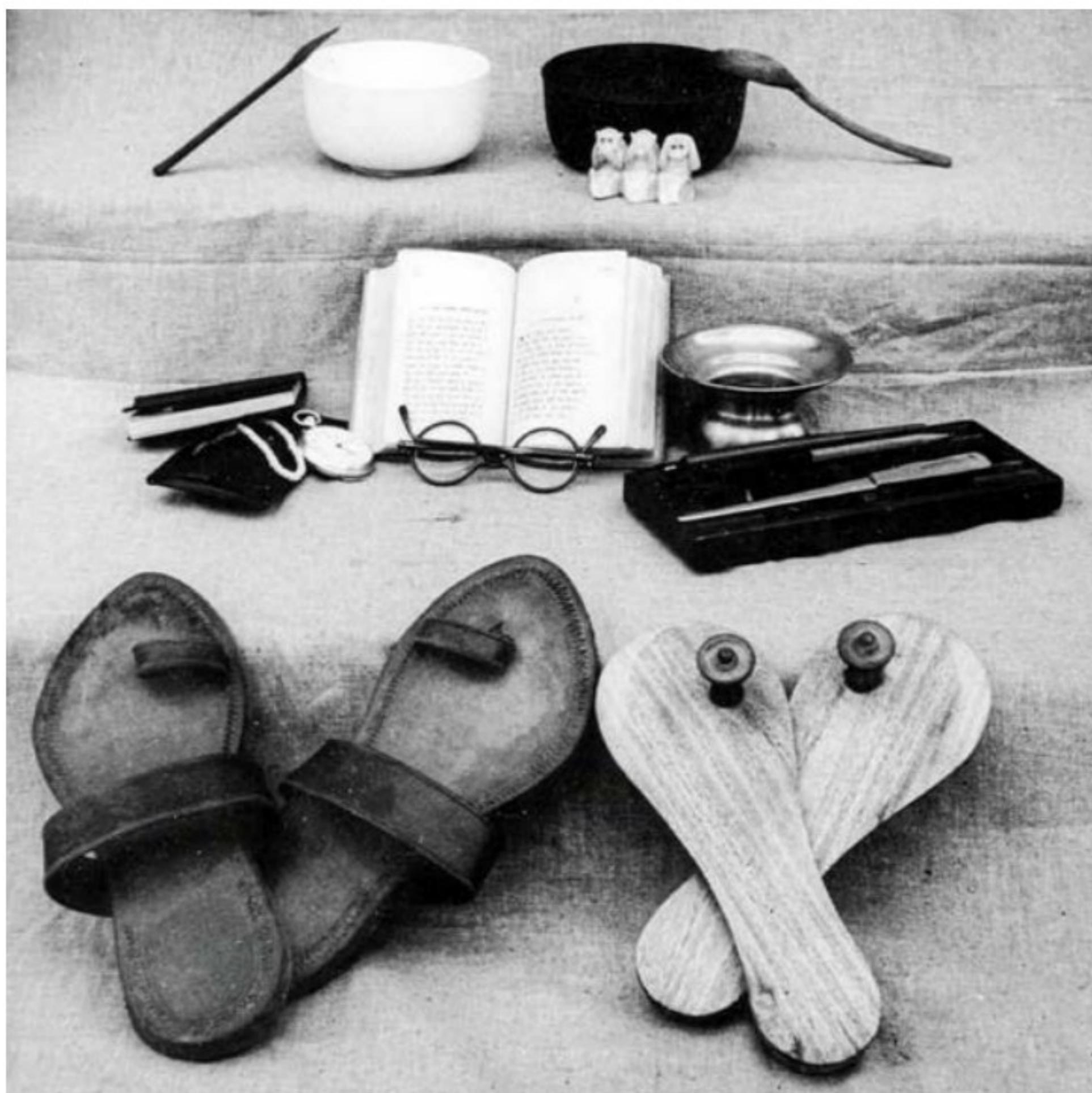
edécouvrez Van Gogh à travers les lieux qu'il a traversés, les paysages qui l'ont ému et la nature qu'il a peinte avec intensité. De la Hollande à la Provence, en passant par la région parisienne ou la campagne d'Auvers-sur-Oise, cet ouvrage retrace le lien profond qui unit Van Gogh aux paysages qui ont marqué sa vie... et son art. Richement illustré, le livre nous raconte la trajectoire de l'artiste à travers des textes accessibles, nourris par sa correspondance avec son frère Théo. À la fois guide artistique et récit biographique, cet ouvrage se feuille comme une balade au grand air, au cœur de la nature.

Chefs-d'œuvre de la nature, éd. GEO,
en exclusivité chez votre marchand
de journaux, 24,99 €.

■

■

■



Courtesy : GandhiServe India - All other rights reserved

Le 30 janvier 1948, Gandhi était assassiné par un nationaliste hindou à New Delhi. Un anonyme, le lendemain, photographia les maigres possessions du «Mahatma».

Les derniers effets personnels de Gandhi

Des lunettes, une montre, deux bols, deux paires de sandales en cuir et un livre... Voici tout ce que possédait Gandhi à la fin de sa vie. Après l'assassinat du «Mahatma», en 1948, un inconnu prit soin de photographier ces objets. C'est au cours de ses études de droit à Londres que Mohandas Karamchand Gandhi commença à rompre avec le confort bourgeois de son enfance. D'abord par souci d'économies, il adapta peu à peu son train de vie. «*Je renonçai à mon appartement, m'installai dans une seule pièce [...]*», écrit-il dans son autobiographie intitulée *Mes expériences de vérité* (éd. Rieder, 1931). Au gré de ses lectures – Tolstoï, les textes sacrés hindouistes... – il développa sa pensée. Manger peu, s'habiller sobrement, posséder le strict minimum : il cultivait ainsi sa *satyagraha* («quête de vérité»). Végétarien, il s'imposait de longues périodes de jeûne. Dès les années 1920, il ne porta plus qu'un pagne en *khadi*,

tissu traditionnel qu'il filait lui-même et qui devint un symbole de résistance face à l'industrie britannique. Aux pieds, ses sandales usées jusqu'à la corde l'accompagnèrent partout, notamment lors de la «marche du sel», un périple de 300 kilomètres jusqu'à la mer, pour protester contre le monopole colonial. Démarche spirituelle, ce dépouillement était aussi une façon d'incarner le peuple. Certaines attitudes douteuses de Gandhi dans le privé (il dormait nu avec de jeunes femmes pour tester sa chasteté...) interrogent aujourd'hui les historiens. Reste la puissance du symbole, que résume cette image. Quelques-unes des maigres possessions de Gandhi ont été vendues aux enchères aux États-Unis pour des sommes importantes au cours des quinze dernières années. Certaines, dont ses iconiques lunettes rondes, ont été restituées au National Gandhi Museum, à New Delhi. ■

Adélie Clouet d'Orval

Actuellement en vente

FRANCE

HARVARD BUSINESS REVIEW

70 AOÛT-SEPTEMBRE 2025 | LES 7 ÉTAPES POUR BÂTIR UNE STRATÉGIE GAGNANTE | LE GÉNIE MARKETING DE TAYLOR SWIFT | COMMENT DEVENIR UN LEADER INSPIRANT

INDUSTRIE MUSICALE Le génie marketing de Taylor Swift p. 60

CARRIÈRE Comment devenir un leader inspirant p. 111

INTERVIEW EXCLUSIVE Xavier Huillard, l'homme qui a métamorphosé Vinci p. 102

NOUVELLE FORMULE

HBRFRANCE.FR Août-septembre 2025

Les 7 étapes pour bâtir une STRATÉGIE GAGNANTE

... et créer de la valeur pour **toutes** vos parties prenantes

P.34

PM PRISMA MEDIA

L 11563 - 70 - F: 19,90 € - RD

BE, 1990 - CH, 1990 - DK, 1990 - DE, 1990 - ES, 1990 - FR, 1990 - IT, 1990 - PT, 1990 - RO, 1990 - SE, 1990 - TR, 1990 - UK, 1990 - US, 1990 - ZA, 1990



**Harvard
Business
Review**

FRANCE

Pour réfléchir et agir avec un temps d'avance

Toute la presse est sur prismashop.fr Rejoignez la communauté Harvard Business Review France sur



L'aventure hors des sentiers battus
commence ici...



La fabrication de ces guides utilise du papier certifié et des encres végétales. Elle contribue à soutenir des projets environnementaux grâce à Climatepartner.



Réunissant plus de 150 itinéraires alternatifs, des informations pratiques et des conseils d'experts, ce guide sera votre meilleur allié pour préparer un séjour au Japon, au gré de vos envies et en toute sérénité.

DISPONIBLE EN LIBRAIRIE

Editions Prisma